





RENGAINEZ, ON ARRIVE !



MOGNISS H. ABDALLAH

# RENGAINEZ, ON ARRIVE !

CHRONIQUES DES LUTTES  
CONTRE LES CRIMES RACISTES OU SÉCURITAIRES,  
CONTRE LA *HAGRA* POLICIÈRE ET JUDICIAIRE  
DES ANNÉES 1970 À NOS JOURS



LIBERTALIA

DÉJÀ PARUS AUX ÉDITIONS LIBERTALIA

JACK LONDON, *Le Mexicain*  
THIERRY PELLETIER, *La Petite Maison dans la zermi*  
SÉBASTIEN FONTENELLE, *La Position du penseur couché*  
EUGÈNE DIEUDONNÉ, *La Vie des forçats*  
JIMMY GLADIATOR, *Éléphants de la patrie*  
ÉRIC FOURNIER, *La Cité du sang*  
JACK LONDON, *Grève générale !*  
RICARDO FLORES MAGÓN, *Propos d'un agitateur*  
DES SANS-PAPIERS TÉMOIGNENT, *Feu au centre de rétention*  
MARCUS REDIKER, *Pirates de tous les pays*  
PAUL ROUSSENQ, *L'Enfer du bain*  
CARLOS MARIGHELA, *Manuel du guérillero urbain*  
GASTON LEROUX, *Chéri-Bibi. Les Cages flottantes*  
J.B., *¡No Pasarán !*  
CLAUDE GUILLON, *La Terrorisation démocratique*  
GASTON LEROUX, *Chéri-Bibi et Cécily*  
YANN LEVY, *Marge(s)*  
JEAN-PIERRE LEVARAY, *Tue ton patron*  
SYLVIE TISSOT & PIERRE TEVANIAN, *Les Mots sont importants*  
MARCUS REDIKER, *Les Forçats de la mer*  
SÉBASTIEN FONTENELLE, *Même pas drôle*  
JACK LONDON, *Un steak*  
JEAN-PIERRE BIONDI, *Clio et les Grands-Blancs*  
IANA MAR, *Travailleurs, vos papiers !*  
MATHIEU RIGOUSTE, *Les Marchands de peur*  
JEAN-LUC SAHAGIAN, *Victor Serge, l'homme double*  
JTXO ESTEBARANZ, *Guerre à l'État*  
GRÉGORY CHAMBAT, *Pédagogie et Révolution*  
PIERRE TEVANIAN, *Dévoilements*  
JEAN-PIERRE LEVARAY, *Tue ton patron saison 2*  
JOHN HOLLOWAY, *Crack Capitalism*  
RÉSEAU CITOYENS RÉSISTANTS, *La Force du collectif*  
DOMINIQUE VIDAL, *Le Ventre est encore fécond*  
MAURICE RAJSFUS, *Je n'aime pas la police de mon pays*  
DANIEL DEFOE, *Libertalia, une utopie pirate*

Actualité & catalogue complet : [editionslibertalia.com](http://editionslibertalia.com)

© Éditions Libertalia, 2012

« Plutôt que de se laisser prendre encore une fois aux débats sur l'idéologie, la théorie et la pratique, et si la tâche politique de maintenant n'était pas de produire de la vérité, de l'objecter partout où c'est possible, d'en faire un point de résistance irréductible? La vérité n'est jamais politiquement indifférente ou inutile. »

Michel Foucault\*

---

\* Préface de Michel Foucault, dans Bernard Cuau, *L'Affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime*, Les Presses d'aujourd'hui, « La France sauvage », 1976.





« Que justice soit faite » : après chaque drame, familles et ami-e-s des victimes de crimes racistes ou sécuritaires sont partagés entre douleur et révolte, résignation apparente et colère explosive. On espère alors une justice immanente, une *réparation* symbolique pour la vie irrémédiablement volée. Mais on (re)découvre la *hagra*, mot d'origine arabe prononcé aussi « *hogra* », désignant un mélange de mépris et d'humiliation, d'abus de pouvoir et d'injustice, dans le cadre d'un système fier d'afficher les principes de liberté, d'égalité et de fraternité mais qui, en pratique, se crispe dans le déni de ses discriminations sociales ou racistes. Et qui, pour se couvrir, peut aller jusqu'à absoudre un policier lorsque dans l'exercice de ses fonctions, il tue d'un tir dans le dos. Au mieux concède-t-il de « regrettables bavures », en général vite oubliées par la grande histoire. Même la mort de Malik Oussebine, tué par des policiers lors des manifestations étudiantes de 1986, n'a pas connu d'épilogue judiciaire à la mesure de l'émoi suscité.

Paroxysme d'une expérience vécue au quotidien, la *hagra* suscite des réactions contrastées. « Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, on a toujours tort. » « Militer, ça ne sert à rien », déplorent ceux qui finissent par se refermer sur eux-mêmes pour encaisser en silence. Mais la confrontation

avec la police ou la justice constitue bien souvent le point de départ d'une prise de conscience individuelle ou collective, d'une expression politique ou culturelle *spécifique*, et de mobilisations plus ou moins durables dans les cités ou quartiers populaires. Avec pour objectif d'obtenir vérité, justice, reconnaissance, de rendre hommage aux disparus, d'inscrire leur souvenir dans la mémoire collective et, comme le rappellent avec insistance les familles, de mieux se battre pour les *vivants*.

Dès lors, ces mobilisations et luttes se transforment : au premier abord défensives, elles deviennent potentiellement offensives et peuvent contribuer à changer la donne globale, comme l'a démontré l'impact de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, malgré les promesses non tenues et les reculs ultérieurs. Elles débordent du cadre fataliste et nécrologique initial, bousculent habitudes legalistes et attentisme vis-à-vis de la justice présumée « impartiale » : « Dépasser les pleurs, on peut le faire ! » s'enhardissent les mères, les frères, les sœurs lors des rondes des « Folles de la place Vendôme » et, plus tard, les « combattant-e-s » du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB).

« Pas de justice, pas de paix ! » Au-delà d'une dénonciation incantatoire de la « justice à deux vitesses » (liberté ou clémence pour les meurtriers racistes ou sécuritaires, détention préventive et peines expéditives pour les jeunes des cités), les mobilisations incitent à être plus offensif contre la *hagra*, à mieux défendre les

condamnés pour des petits délits et à se montrer plus solidaires avec les inculpés pour « outrages ou rébellion », les prisonniers, les victimes de la double peine et les autres cas réputés « indéfendables ».

Ces luttes peuvent aussi s'étendre, converger simultanément avec d'autres « fronts », comme ceux du logement, de l'école, du travail ou du chômage : on l'a vu à Nanterre où, brocardés comme les « voyous du mouvement beur », les jeunes de la cité de transit Gutenberg et leurs familles ont obtenu tout à la fois une réparation morale, une victoire symbolique avec la condamnation du meurtrier d'Abdennbi Guémiah à douze ans de réclusion criminelle, et une victoire sociale concrète avec le relogement décent de l'ensemble des habitants.

Cet ouvrage, sans prétendre à l'exhaustivité, propose une plongée dans certaines de ces luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, du point de vue des acteurs et des actrices, en s'appuyant essentiellement sur les archives politiques ou culturelles de leurs protagonistes (chansons, journaux, tracts, dessins, photos, affiches, émissions de radios libres, théâtre, films, sites Internet, forums de discussions, etc.). Djamel Aouada, dit Djamel d'Argenteuil, l'un des hérauts prémonitoires de l'émergence à la fin des années 1970 d'une expression politique et culturelle autonome des enfants d'immigrés, s'interrogeait dans un écrit autobiographique : « La valeur de mon texte, je ne la connais pas » et, rageur,

il soulignait avant de se donner la mort : « Ma colère n'a pas d'écho ici. » Comme beaucoup, il doutait de la portée de sa parole. Au risque d'intérioriser l'idée d'une supériorité de l'expertise savante qui a plus facilement droit de cité, quand bien même elle réinterprète la parole des gens à l'aune de catégorisations institutionnelles. Mais les « principaux concernés » n'ont pas attendu de validation « scientifique » pour attester de la puissance d'évocation et de l'écho qu'il continue à avoir, tout comme les documents protéiformes – aussi artisanaux ou bricolés soient-ils – à la base des chroniques qui vont suivre.

Ces chroniques débutent avec l'action menée au tout début des années 1980 par les copains de Kader, un jeune tué par un gardien de cité à Vitry-sur-Seine, événement qui marque sans doute un tournant, avec l'irruption des *lascars* sur la scène publique, et un moment de rupture avec la croyance naïve en une justice « juste ». « Ils nous la font à l'envers ! » s'écrient les lascars lorsque, témoins, ils se retrouvent accusés d'être les premiers responsables du sentiment d'insécurité. Dès cette époque, ils tentent de s'initier aux subtilités de l'intervention politico-judiciaire. Pour cela, il leur faut, comme ils disent, « apprendre de nos anciens ». Ils s'inspirent des campagnes autour des affaires Djillali Ben Ali et Mohamed Diab, conduites dans les années 1970 par les militants du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), de la troupe de théâtre Al Assifa et des intellectuels du Comité droits-vie, parmi lesquels

Michel Foucault. Ils renouent avec les principes de « l'enquête ouvrière » (« qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole », disaient les maos) pour rétablir la vérité des faits et leur contexte, se rendent compte de l'importance de la circulation de l'information pour consolider les réseaux militants et élargir leur audience à d'autres secteurs de la société. Ils sillonnent la France, crapahutent sur les pentes de la Croix-Rousse au moment des « rodéos des Minguettes », rencontrent les Marseillais des quartiers Nord qui, par la création théâtrale, entendent venger leurs amis assassinés, participent au journal *Sans Frontière* et aux radios libres, où coexistent des militants de différentes générations et origines. Dans ces milieux, l'insolence et l'impétuosité des jeunes dérangent, mais on fait cause commune contre les crimes racistes et les violences policières. Ceux-ci se multiplient dans un nouveau contexte politique où, sur fond de surenchère électoraliste, la gauche au pouvoir se convertit à la politique néolibérale de rigueur économique, cède à l'emprise sécuritaire et endosse les dogmes de la guerre à l'immigration illégale et à la délinquance.

« Rengainez on arrive, la chasse est fermée ! » scandaient les Marcheurs pour l'égalité et contre le racisme à leur arrivée triomphale à Paris, le 3 décembre 1983. Ils apostrophent ainsi l'État, mais aussi la société civile, signifiant sur un air potache l'urgence de sortir d'une logique d'escalade meurtrière. « Désarmez les beaufs », « désarmez les milices », « désarmez les flics » : ces exigences maintes fois

formulées dans des mobilisations interlocales, amplifiées par la Marche, transcendent les fractures raciales. Mais elles sont surtout portées par les Arabes et les Noirs de France qui ne supportent plus d'être considérés comme des « enfants illégitimes », du gibier de potence. Quand ils réclament « l'égalité des droits et la justice pour tous », ils disent aussi : « On est chez nous ! » « Nous sommes tous des immigrés de Talbot », rajoutent-ils en solidarité avec les ouvriers grévistes dans l'automobile – leurs parents parfois –, attaqués par les non-grévistes aux cris d'« Au four, à la Seine ! ». Comme un pied de nez aux discours intégrationnistes, ils veulent désormais avoir voix au chapitre et ne plus s'entendre dire qu'on n'a pas le droit de se défendre soi-même. Quand ces crimes continuent en toute impunité, il devient impérieux de se défendre. Collectivement. Par tous les moyens nécessaires.

L'étude rétrospective de cette période rappelle les obstacles à la jonction des luttes. Mais elle permet aussi de réévaluer nombre d'interactions effectives avec le reste de la société dans la lutte contre les crimes racistes ou sécuritaires, de mettre en évidence par exemple la place prise par les lycéens, ou celle prise par les lascar dans la lutte antifasciste, en particulier au moment de la « rumeur de Bondy » (1980). Elle révèle des capacités empiriques de réflexion et d'élaboration théoriques à contre-courant de « l'antiracisme abstrait », notamment autour de l'articulation entre racisme et rivalités sociales au sein même

des classes populaires, préjugés anti-jeunes et syndrome sécuritaire, elle dévoile aussi l'existence de ressources et de niveaux d'organisation insoupçonnés en des lieux improbables. Un peu à l'image des *front-rooms*, ces salons des petites maisons victoriennes britanniques qui ont servi de lieux informels de réunion et de documentation avant que ne s'établissent dans les *inner cities* populaires les contre-institutions dispensant des cours sur l'histoire noire (« *black studies* »). Des militants ont fait le détour outre-Manche pour échanger leur expérience avec le Black Parents Movement et donner une dimension européenne et internationale à leur action. Ils en sont revenus avec une conviction renforcée qu'il ne faut pas tomber dans le piège des Born again Blacks, qui considèrent les Noirs comme le seul groupe opprimé et tendent à exclure les autres communautés de la lutte. Il est au contraire essentiel pour eux de forger des alliances autonomes de classe avec différentes composantes de la population, et plus particulièrement celles les plus exposées à la suspicion policière. À la fin des années 1990, le MIB réaffirme ainsi qu'il doit « se mouvoir en termes de regroupement social et non ethnique ». Sans oublier pour autant que « les banlieues sont héritières du colonialisme » et que l'État perpétue, voire renouvelle, des formes de domination coloniale ou « endocoloniale ». L'état d'urgence décrété pour mater les révoltes de l'automne 2005 illustre ainsi jusqu'à la caricature cette continuité historique.

Il est malheureusement à prévoir que la racialisation des discours publics et l'islamophobie ambiante provoquent une recrudescence de drames à l'avenir. Et il serait péremptoire de proclamer que les crimes racistes ou sécuritaires sont derrière nous. D'autant que la notion de « crime » ne saurait se réduire à sa forme ultime, le meurtre. Au début d'août 2012, un « fait divers » vient confirmer cette crainte : à Aigues-Mortes, dans le Gard (tristement célèbre pour ses « chasses aux Ritals » d'antan), un couple de quadragénaires passablement éméchés tire à la carabine sur des gens regroupés à l'heure de la rupture du jeûne de ramadan, blessant légèrement une personne. Aussitôt interpellés, le tireur et sa complice sont déférés en comparution immédiate devant la justice qui les condamne à respectivement quatre ans et deux ans de prison ferme. La préméditation, l'alcool, mais aussi le racisme anti-Maghrébins et antimusulmans ont été retenus comme des circonstances aggravantes. « On a la sensation d'une chasse à l'homme », s'exclamera le procureur.

Ce type de verdict « exemplaire » repose à nouveau la question de la hiérarchisation des crimes. D'un côté, on aurait des agressions racistes revendiquées comme telles par des individus pathologiques souvent solitaires, parfois sous l'emprise du Front national, qui seraient lourdement condamnés. De l'autre, des « homicides excusables » au nom de la protection de la bonne société. Cette dichotomie dédouanerait l'État de toute responsabilité en matière de racisme, elle lui permettrait même de se présenter comme



un rempart protecteur contre un certain racisme « populaire ». Or, sans bien sûr dénier toute responsabilité individuelle, des campagnes comme celle menée pour que justice soit rendue à Abdel Benyahia (La Courneuve) nous apprennent que « l'intention » raciste réelle ou supposée d'un policier-flingueur ne saurait occulter le racisme institutionnel et les discriminations sociales inscrits dans les dispositifs mêmes de la police et de la justice. Des organisations comme la Fédération internationale des droits de l'homme ont, à plusieurs reprises, proposé la même conclusion à leurs enquêtes en France. Il importe dès lors de s'attacher non à l'exception, mais à la règle.

Retracer l'histoire de ces luttes est aussi l'occasion d'en rediscuter les contenus, formes et modalités d'organisation, d'en souligner les attentes, les dynamiques internes, les acquis et les limites ou contradictions. Il en va ainsi du lien parfois difficile et ambivalent avec les familles des victimes, partagées entre droit à l'oubli et volonté de mémoire. À ces hésitations s'ajoutent la versatilité de militants prompts à « zapper » d'une cause à une autre, mais aussi les tentations intégrationnistes ou sécuritaires parmi les immigrés et leurs descendants eux-mêmes, certains allant jusqu'à rejoindre les rangs de la police, voire à demander l'intervention de l'armée dans les quartiers populaires.

Sans complaisance donc avec « la part de bluff » propagandiste, ces chroniques entendent renouer avec la pratique

militante de l'enquête et du bilan *autocritique*, pointer les apparitions médiatiques spectaculaires mais éphémères, le « travail d'agitation politique sans suite », les analyses générales surdéterminées par une dénonciation incantatoire, sans s'attacher aux réalités complexes et aux singularités de chaque situation. Elles interrogent la diversité des options prises, la coexistence entre critique radicale – ou prétendue telle – des institutions police/justice et réformisme pragmatique au sein de mobilisations concrètes qui cherchent à mieux se coordonner et à bâtir de nouvelles alliances dans des contextes politiques changeants. Avec comme perspective de creuser des pistes pour constituer des rapports de force plus favorables dans les combats à venir.

PREMIÈRE PARTIE

AUX ORIGINES DE LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ  
ET CONTRE LE RACISME



## KADER BLUES À VITRY-SUR-SEINE

*« Je vais te raconter ce qui s'est passé/Ce qui m'a éccœuré le seize février/Dix-neuf cent quatre-vingt millésime sanguin/À Vitry-sur-Seine en région parisienne/Quelques bizarres enfants de moins de vingt ans/Tuent un peu leur temps en s'distrayant/Dans une cage d'escalier aux lumières grisées [...]./Ces quelques gosses que moi je connais bien/Se méfiaient de rien surtout pas du gardien/Même pas de la gardienne complice jusqu'au bout/Chargeant la carabine la mort au rendez-vous [...]./J'ai simplement voulu tirer dans le tas/J'en ai eu seulement un, les autres je ne les vois pas/Le justicier content de lui a donné le ton de la mort!/Une balle sur Kader habitant l'allée Jean-Couzy/Un an et demi après a eu lieu le procès/Dans cette cour d'assises pour juger les Bellet/Deux jours seulement de justice et c'est vite magouillé/Cinq ans avec sursis un crime injustifié!/Un crime légitimé la révolte a grondé/Pour un vol de voiture on t'donne quinze mois t'es bouclé.../On se laissera pas faire à nous mettre en enfer par des jugements truqués... »*

Ces paroles, Lounis Lounès les déclame guitare en main à la façon du rockeur révolté, à la suite du meurtre à Vitry-sur-Seine d'Abdelkader Lareiche, dit Kader, 15 ans, un petit de sa cité tué au fusil de chasse par un gardien d'immeuble. Ils les a écrites au lendemain du drame, puis

a réactualisé *Kader Blues* après la condamnation du meurtrier à une peine de sursis par la cour d'assises de Créteil, en octobre 1981. Lounis, alias Loulou, est un des lascars qui se sont spontanément mobilisés. Pour eux, l'office HLM et la mairie sont aussi tenus responsables pour le geste meurtrier de «leur» gardien : si les jeunes avaient disposé d'un local ce samedi soir hivernal, Kader serait encore là. Or, même la salle de jeux Le Tilt, leur dernier refuge, vient d'être fermée pour bruits et autres «nuisances». Aussi ses copains persuadent-ils les locataires solidaires d'entamer une grève des loyers et de reverser l'équivalent d'un mois non payé afin d'aider la famille. Par ailleurs, une collecte d'argent est organisée par des collégiens et des lycéens, tout d'abord pour le rapatriement du corps en Algérie.

Les copains de Kader se rassemblent dans un groupe informel, parfois sous l'appellation de «collectif Mohamed», avec des lascars des cités Couzy, Les Montagnards, Balzac ou les Marronniers, des élèves du collège François-Rabelais et du lycée technique Jean-Macé. Ils fréquentent les milieux politiques et culturels liés aux luttes des travailleurs immigrés ou des jeunes scolarisés, chômeurs ou précaires (foyers Sonacotra, nettoyeurs du métro, comités anti-expulsions, collectifs contre les stages Barre et les «formations bidons », etc.). Ces contacts facilitent la circulation rapide de l'information. Un premier texte de témoignages est rédigé en classe par des élèves de 4<sup>e</sup>, surtout des filles, publié dans *Sans Frontière*, l'hebdomadaire fait « par et pour les immigrés ». Il relate le déroulement précis des

faits, puis décrit l'attitude raciste des policiers arrivés sur les lieux. « Ah, s'il y en avait un tous les jours », aurait marmonné un policier, tandis que son collègue apostrophe un pompier : « Laisse, c'est un Arabe qui viendra nettoyer. » (*Sans Frontière*, n° 8, 26 février 1980).

La solidarité s'étend ensuite à d'autres établissements scolaires. La Coordination nationale lycéenne fait circuler l'idée d'un appel à une grève nationale contre les crimes racistes, qui se multiplient en ce début 1980. Yazid Naïli, un Algérien de 21 ans, a été tué le 13 janvier à Bischheim, dans la banlieue de Strasbourg, par un policier qui évoque aussitôt la « légitime défense » ; Abdelkader Ghrib, 16 ans, est abattu le 2 février par un policier dans une cage d'escalier de la cité des Polognes à Valenton (Val-de-Marne). Puis survient la mort d'Abdelkader Lareiche.

#### ZONE IMMIGRÉE, OU LE CINOCHÉ DES LASCARS

Les Copains de Kader annoncent aussi une campagne nationale contre « l'ouverture de la saison de la chasse aux jeunes, et aux immigrés en particulier », inaugurée par une soirée le 29 février 1980 au Centre international des cultures populaires (CICP), rue de Nanteuil, à Paris. Avec un message sous forme de mise en garde : « À la "légitime défense" demain pourrait s'opposer la "légitime autodéfense" : nous ne nous laisserons plus tirer comme des lapins... » Ils présentent le film *Zone immigrée* qu'ils ont réalisé en super-huit

un an auparavant, au bahut. Le prof qui les a aidés préconisait le titre *Avoir 16 ans dans le béton*, mais ils ont tenu à garder le leur, plus fidèle selon eux à l'objectif initial : en faire « un des moyens de riposte » contre les contrôles d'identité policiers dans les cités, visant en particulier les immigrés et leurs enfants, qui se terminent parfois en bataille rangée\*.

À Vitry-sur-Seine, une virulente campagne contre l'insécurité a été lancée en 1979, à la suite d'une bagarre sur la ligne de bus 182 qui dessert la cité Balzac. La presse titre alors « Chicago sur Seine ». Les CRS patrouillent dans la cité, mitraillette au poing, et la CGT demande que les machinistes soient armés. Des amicales de locataires demandent l'expulsion des « familles trop remuantes » en raison du bruit causé par leurs enfants. Et le maire, en attendant l'ouverture du nouveau commissariat de police qu'il réclame à cor et à cri, incite la population à chasser elle-même les délinquants. « Comment s'étonner si un gars a sorti son fusil et a tiré ? » déclarera sans sourciller un adjoint après la mort d'Abdelkader (*Le Matin*, 31 décembre 1980). Les lascars avaient déjà commencé à alerter l'opinion publique sur les graves conséquences que ce climat délétère allait immanquablement engendrer. À Nanterre ou ailleurs, ils tiennent une chronique de la survie au quotidien sous forme de films super-huit, d'émissions sur des radios pirates, ou encore de textes et de bandes dessinées. « Ma parole, ils nous poussent de trop, ça va mal finir ! » s'exclame

---

\* Voir « Le cinoche des lascars », *Sans Frontière* n° 7, 2 octobre 1979.



un jeune chez lui devant son bol de café dans un dessin de Last Siou publié dans *Sans Frontière* – et qui sera repris en affiche ici ou là. Ils publient aussi des articles d'expression spontanée, des reportages ou des analyses dans des fanzines lycéens, des journaux gauchistes ou écologistes, dont *La Gueule ouverte*, ainsi que dans *H*, la revue de l'Union nationale des HLM. Sans oublier les rencards insérés dans la rubrique « agit-prop » du quotidien *Libération*.

Quelques jours après la mort d'Abdelkader, une manifestation rassemble un millier de personnes. « Ils ont assassiné Kader », énonce la banderole de tête. Ce « ils » désigne bien sûr le gardien – un ex-flic – et sa femme, mais aussi la campagne sécuritaire d'incitation à la chasse aux jeunes et aux immigrés en particulier, menée par la municipalité, avec l'appui de la police et des médias. Les jeunes racontent que peu avant le meurtre la télévision a diffusé le film *Un justicier dans la ville*, réalisé par Michael Winner en 1974, dont le titre américain est autrement plus explicite : *Death Wish* (« Envie de meurtre »). L'acteur Charles Bronson y incarne le rôle d'un citoyen ordinaire qui, sur fond de désolation urbaine, chasse en solitaire les voyous, presque tous noirs, et les massacre un à un. Des témoins affirment que dans les cafés, des « beaufs » ont rêvé tout haut de l'imiter. Les lascars reprochent aussi aux journaux télévisés leur grandiloquence sur la mal-vie dans les grands ensembles, présentée comme excuse pour « un geste imbécile », tandis que leur propre parole

est systématiquement tronquée. Alors, quand les journalistes de télévision débarquent à la cité Couzy, les jeunes refusent de tourner avec eux. Mais ils proposent un *deal* à Antenne 2 : celui de passer un extrait de leur propre film, *Zone immigrée*, suivi d'un débat contradictoire en direct. La scène, sketch d'anthologie des rapports médias/jeunes, est elle-même filmée par les jeunes au cœur de l'échange. Elle révèle des reporters TV pathétiques : « On n'est pas des flics ! On est là pour vous aider ! » s'exaspère une journaliste. Peine perdue : « Il faut qu'on contrôle le truc », tranche Momo, alors que la discussion s'enlise sur la question de savoir si l'on prend le risque ou pas de coopérer. Parmi les rares personnes prêtes à laisser faire, il y a un sympathisant communiste, pour qui « la question de la sécurité à Vitry, elle se pose ». Il se fait rabrouer par l'assistance. « Et pourquoi t'étais pas à la manif pour Kader, toi ? » lui lance Mustapha. Réponse embarrassée : « On n'a pas appelé à la manif, on n'était pas d'accord avec le mot d'ordre "Pas d'ilotiers". Nous, on veut que la police fasse son travail. » Un gamin l'apostrophe : « Vous trouvez pas que la police emmerde le monde ? » Mustapha renchérit, fustigeant la campagne du PCF pour l'obtention d'un commissariat : « Et vous voulez avoir le pouvoir sur les flics ? T'es fou, toi ! Franchement, t'aurais dû être là à la manif, au moins par respect\* . »

La direction d'Antenne 2 finit par accepter. Accompagné de trois copains, le jeune Mustapha va époustoufler son

---

\* *Ils ont tué Kader*, collectif Mohamed-AudiopradiF, 21 minutes, 1980.

monde sur le plateau du journal de midi du 7 mars 1980. C'est sans doute lui qui était visé par le gardien. Il a en tout cas reçu dans les bras le corps d'Abdelkader mourant. Écorché vif, il rudoie les animateurs qui, pensant bien faire, tentent de l'amener sur le terrain du racisme. « Ce n'est pas que du racisme, réplique-t-il. Le pouvoir, de droite ou de gauche, ceux qui sont au-dessus, ils sont bien organisés pour que ça parte en vrille entre les ouvriers, ils dressent les Français contre les immigrés, les vieux contre les jeunes. » Aussitôt, le PCF dénonce derrière « l'exploitation éhontée du drame » une « opération anticomuniste », « le tout encadré par les propos d'un "loubard" curieusement apôtre de sa marginalité ». « Agression télévisée » titre un article du journal *L'Humanité*. La municipalité de Vitry placarde dans la ville une affiche appelant à protester contre Antenne 2. Et la pression redouble sur les familles : intimidés, les parents de Mustapha craquent. Ils décident de rentrer au Maroc.

Les Copains de Kader ne baissent pas les bras pour autant. En attendant le procès du meurtrier, ils réclament la fin de l'intimidation et du quadrillage policiers, s'occupent de la défense de leurs potes poursuivis ou emprisonnés pour des « conneries » et envisagent des actions en solidarité avec les habitants sur des questions de transport, de logement, ou encore pour des lieux de vie dans les cités, malgré l'engrenage qui les pousse à partir. La criminalisation ambiante leur pose un autre dilemme : Kader était, disent-ils, « un

de ces petits gars inconscients de l'épreuve de force qu'on leur impose aujourd'hui dans toutes les banlieues\* ». Aucun des «petits» qui traînaient sous le porche n'a pris au sérieux le gardien lorsqu'il les a braqués, croyant qu'il s'amusait à leur faire peur. De même, les courses-poursuites sont trop souvent considérées par les «petits» comme un jeu, plus ou moins dangereux, tandis que les «grands» sont partagés entre fuite en avant dans l'affrontement physique et refus de l'escalade. Pour les nouveaux militants de ces cités, il s'agit alors de sortir d'une spirale infernale qui n'épargne même plus les mineurs de moins de 13 ans, à Vitry ou ailleurs. Ainsi, le 30 mai 1979, des dizaines de jeunes Arabes ont été pris dans une « rafle illégale et raciste » au parc départemental de Nanterre, puis photographiés et fichés au commissariat. « On arrête ces jeunes-là car c'est normal d'assurer la sécurité », justifie le commissaire. Avec l'appui d'une vingtaine d'avocats, grands frères et sœurs se regroupent pour dénoncer publiquement une interpellation collective, sans qu'aucun fait précis ne soit reproché aux gamins, en dehors de toute enquête judiciaire\*\*. Autrement dit, les gamins ont été raflés non pour ce qu'ils ont fait, mais pour ce qu'ils sont : une nouvelle figure des classes dangereuses. Entre « pression policière » et « pression sur la gâchette », les lascars se perçoivent de plus en plus clairement comme cible d'une politique d'ensemble, qui les désigne comme ennemis publics à cerner.

---

\* *Sans Frontière*, n° 8, 26 février 1980.

\*\* Voir « Une "rafle" contre des jeunes Maghrébins au parc départemental de Nanterre », *Le Monde*, 10-11 juin 1979.

## ROCK AGAINST POLICE

Cependant, les lascars assument tel un manifeste politico-culturel leur droit de s'amuser, de circuler dans la ville, d'aller et venir, de s'organiser comme bon leur semble. Sans autres ressources que la démerde, ils organiseront notamment à Couzy et à Balzac, puis à Nanterre et dans une vingtaine d'autres villes, des concerts Rock against Police (RAP) avec des chanteurs et des groupes de musique locaux, parmi lesquels Lounis Lounès, Jess de Valenton ou encore Les Forbans de Vitry/Ivry, Mounsi, etc. RAP, qui emprunte son sigle à l'expérience anglaise de Rock against Racism\*, n'ambitionne pas d'organiser de grands spectacles comme à Hyde Park (Londres), mais plutôt des concerts-rassemblements auto-organisés au plus près des lieux de vie quotidienne. De ce point de vue, RAP s'inspire à la fois des journées culturelles « portes ouvertes » dans les cités de transit ou les foyers Sonacotra en lutte et d'initiatives locales comme le concert-hommage à Lucien Melyon, lycéen guadeloupéen tué à la fin d'octobre 1977 par un vigile à l'entrée d'un concert de Joan Baez, porte de Pantin. L'hommage

---

\* Rock against Racism (RAR) est né d'un coup de colère contre Eric Clapton, connu pour sa reprise de *I shot the sheriff* de Bob Marley. En plein concert, le chanteur a un jour déclaré à son public : « Y a-t-il des étrangers parmi vous ? Enoch a raison, renvoyons les métèques chez eux. Gardons la Grande-Bretagne blanche. » Enoch Powell, notoire politicien raciste, s'était rendu célèbre en 1968 avec son *River of Blood Speech*, dans lequel il conjure l'Angleterre de pas devenir une « colonie noire ». Le texte fondateur de RAR apostrophe Eric Clapton : « C'est toi avec ton rock qui est le vrai colonisateur, toi dont la musique est à moitié d'inspiration noire. » De jeunes chômeurs blancs rejoignent les Noirs qui affrontent la police lors du carnaval de rue caribéen de Notting Hill en 1976. Le groupe punk rock The Clash, dont plusieurs membres ont participé à ces « émeutes », compose alors *White Riot*.

à Lucien, initié un mois après par des jeunes de Pantin et des lycéens aux côtés de la famille, avait alors souligné la volonté de récuser le recours aux « milices privées » censées assurer sécurité et tiroir-caisse\*. Les organisateurs se sont aussi targués de promouvoir une « culture libre » et des pratiques musicales diversifiées, davantage en phase avec l'insubordination de la jeunesse. Une tendance « Rock in Squat » se développe simultanément dans les quartiers délabrés. La faune de l'autonomie y donne des concerts *destroy*, sources fréquentes d'embrouilles et de bastons. Sollicités, les Beurs s'en détournent, comme le relatent par la caricature les auteurs de bandes dessinées Larbi Mechkour et Farid Boudjellal\*\*, habitués du secteur Belleville-Ménilmontant.

Rock against Police, le nom résonne comme un défi, d'autant plus insupportable pour certains que ses journaux-tracts assument un rapport déculpabilisé à certaines formes de « délinquance sociale » ou d'« illégalismes populaires », revendiqués en opposition à la délinquance crapuleuse, grande ou petite, celle qui « pourrit la vie des gens ». Il ne s'agit pourtant pas de promouvoir une « esthétique de la baston anti-flic » ni une apologie de la marginalité de la vie de loubards. Par l'organisation en banlieue de concerts gratuits conviant l'ensemble des habitants, de préférence le samedi après-midi, RAP met en avant l'objectif

---

\* En hommage à Lucien Melyon, le chanteur Jean-Roger Caussimon réalise un 45-tours, *Milices*, et l'artiste guadeloupéen Luc Saint-Éloy s'inspire de l'affaire pour sa pièce *Trottoir chagrin*.

\*\* Larbi Mechkour et Farid Boudjellal, « Rock in Squat », voir *Les Beurs*, *L'Écho des Savanes*/Albin Michel, 1985.

de se « réapproprier l'espace des cités », notamment contre « l'occupation policière ». D'où le slogan « Flics hors des cités » figurant sur l'affiche initiale dessinée par Last Siou, ainsi que les graffs muraux qui ajoutent parfois une touche plus poétique : « Hors de nos vies. » Il est à noter qu'à la fin des années 1970, sur fond de giscardisme déclinant, le débat public s'est emballé autour du projet de loi sécurité et liberté du ministre de la Justice Alain Peyrefitte qui proclamait : « La sécurité est la première des libertés. La liberté sans la sécurité, c'est la jungle. » Les défenseurs des libertés démocratiques vont se soulever contre ces projets « liberticides » d'une « société du contrôle généralisé ». La gauche judiciaire se mobilise plus particulièrement contre la « mise au pas de la magistrature » et lance à son tour Rock against Peyrefitte, avec l'appui du Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté (Cinel). De « vrais » concerts sont organisés par des professionnels à la Mutualité à Paris (2 octobre 1980) et au Palais d'hiver à Lyon (31 octobre) pour soutenir Jacques Bidalou, le « juge rouge » d'Hayange (Lorraine), suspendu de ses fonctions pour avoir notamment ordonné la réintégration des résidents grévistes d'un foyer Sonacotra expulsés par la police. Bidalou est surtout sanctionné pour son « indépendance » frondeuse et accusé de « mettre la justice sur la place publique ». Certains animateurs de RAP, qui ont rencontré le juge, participent alors aux réunions du Cinel se déroulant chez le philosophe Félix Guattari, dans le Quartier latin, à Paris. Des contacts se nouent avec des intellectuels attentifs à la « vitalité provocante et subversive » des jeunes

Maghrébins « pris pour cibles, non seulement par les flics en uniforme, mais aussi par les flics miniatures implantés dans la tête de tout un bon peuple en mal de sécurité ». Une « nouvelle guerre coloniale interne est en train de saisir de l'intérieur les anciennes puissances impérialistes », s'alarme Guattari\*.

Le souci avec les intellectuels, c'est qu'ils ne se déplacent quasiment jamais en banlieue, ne viennent pas aux procès et alimentent en retour chez les lascars un ressentiment contre le « militantisme de centre-ville », voire un anti-intellectualisme têtu qui oppose aux théories abstraites les réalités vécues. Or, c'est bien dans les cités populaires, désignées comme des « zones d'insécurité » que s'expérimente au quotidien la généralisation annoncée de la nouvelle politique sécuritaire. Bouclage et quadrillage ostentatoire des quartiers par des compagnies de CRS stationnées en permanence, descentes agressives dans les cafés et opérations « protection et sécurité » (dites « coups de poing ») de type paramilitaire rappellent aux anciens les méthodes coloniales, notamment du temps de la guerre d'indépendance algérienne. Sans oublier les tabassages dans les commissariats. Et cela quand bien même on parle désormais d'*îlotage* en convoquant la figure sympathique du garde champêtre d'antan, aimable et paternel, en relation constante avec les notables locaux\*\*. Ce *package* prévention-répression est initié par Michel Poniatowski, qui voudrait « que le ministère de

---

\* Félix Guattari, « Contre le racisme à la française », *Le Nouvel Observateur*, 4 mai 1981.

\*\* « L'îlotage, un quadrillage policier au ras du pavé », *Libération*, 9 janvier 1980.



l'Intérieur s'appelle le ministère de la Sécurité des Français, parce que c'est son vrai nom. Il assure la sécurité et l'ordre, car c'est la liberté de chacun\* ». Alain Peyrefitte prolonge le dispositif en faisant légaliser les contrôles d'identité préventifs. À quand le retour des BAV, ces brigades des agressions et violences, chargées en 1953 de l'intimidation des « agresseurs nocturnes » et, plus particulièrement, de la « masse flottante » des « oisifs » nord-africains, transformées en police politique des « délinquants » algériens, déjà cibles par ailleurs de campagnes de presse frisant l'appel au lynchage\*\* ?

Deux décennies plus tard, les mêmes procédés de dés-humanisation visent cette fois les nouvelles générations et leurs « nuisances ». Les mineurs des banlieues sont particulièrement livrés à la vindicte publique, telle une « pègre » de « malfaiteurs débutants » agissant avec « sauvagerie ». D'où une nouvelle réalité pénitentiaire : 75 % des détenus mineurs portent désormais un nom arabe. Mais, de fil en aiguille, ce sont des familles entières qui se retrouvent visées. À Montigny-les-Cormeilles, le député-maire Robert Hue lance ainsi « la guerre à la drogue » et organise le 6 février 1981 une manifestation contre une famille marocaine, nommément dénoncée par voie de tract pour trafic dans la cité populaire de... « l'Espérance ». « Délation calomnieuse » s'insurgent des contre-manifestants. Exaspérés, des travailleurs marocains de l'atelier de peinture à Renault-Billancourt débrayeront le vendredi suivant « contre le racisme et la campagne raciste

---

\* *Le Monde*, 3 juin 1975.

\*\* Voir Emmanuel Blanchard, « Clochardisation et criminalisation des Algériens de Paris », dans *La Police parisienne et les Algériens*, Nouveau monde, 2011.

du PCF (qui) s'en prend sous couvert de drogue à nos habitudes culturelles » (*Libération*, 19 février 1981).

À Montigny comme à Vitry, les édiles communistes n'hésitent pas à exiger « que les fauteurs de trouble soient punis, allant même jusqu'à l'expulsion<sup>\*</sup> ». Et, rétorquent-ils, « nous n'avons de leçons d'antiracisme à recevoir de personne ». Rock against Police dénonce un « antiracisme abstrait », tout en discours et en postures : dans les salons municipaux, on se targue d'une solidarité lointaine avec les Sud-Africains en lutte contre l'apartheid ou de l'ouverture sur la « culture de l'autre ». Mais dans leur propre ville, ces mêmes antiracistes pratiquent une gestion *in fine* raciste à l'encontre des populations arabe, noire africaine et antillaise, ou encore gitane, qu'ils justifient au nom de l'insécurité ou d'un énigmatique « seuil de tolérance ». Et ils en appellent à la police pour appliquer une répression d'État, dont les contrôles au faciès ne sont que la partie émergée.

#### « LA PRISON NE RÉSOUT RIEN »

À la fin d'octobre 1981 débute le procès du gardien de la cité Couzy. Pas un instant, les lascars ne s'étaient imaginés s'occuper eux-mêmes de sa préparation, tant la culpabilité du meurtrier d'Abdelkader leur semblait évidente. Et puis, avec l'élection de François Mitterrand, « le président des immigrés », et l'installation de Robert Badinter à la Chancellerie, ils se sont dit que la justice

---

<sup>\*</sup> *Le Travailleur*, 31 octobre 1980.

serait forcément rendue. D'ailleurs, le nouveau gouvernement de gauche n'avait-il pas annoncé, dans sa déclaration de politique générale, l'abrogation de la loi sécurité et liberté ou, du moins, de ses « dispositions scélérates » ? Aussi, quelle n'a pas été leur surprise de voir la tournure du procès aux assises de Créteil : venus à une soixantaine en survêt'basket, ils se sont littéralement vu accuser par l'avocat général, parfois nominalement, d'être les véritables responsables de « ce sentiment trouble, diffus, qu'on appelle l'insécurité ». Se basant sur le « cahier des incidents » du gardien, pompeusement dénommé « livre de gestion administrative », il discrédite les témoignages des Copains de Kader, dont certains seraient recherchés pour vol de voiture. Une incrimination qui résonne curieusement avec l'actualité de l'été 1981, marquée par les fameux « rodéos » des Minguettes, dans l'est lyonnais, qui ont abouti à des peines d'emprisonnement jusqu'à quinze mois ferme et à de lourdes amendes pour leurs auteurs. Plus extravagant encore, l'avocat général cite en référence Alain Peyrefitte dans son réquisitoire en faveur... du gardien et de sa femme : « Les Bellet ne sont pas des inadaptés sociaux. Leur insertion dans la société est acquise, il faut préserver cette insertion... Je ne pense pas qu'il faille emprisonner les Bellet, la prison ne résout rien. »

À l'énoncé du verdict (cinq ans avec sursis), les lascars laissent éclater « la rage ». S'ensuivent des affrontements violents avec la police dans le hall du palais de justice et aux alentours. Six personnes sont arrêtées, dont quatre

jeunes femmes de Ya Willy Willy, liées à la troupe de théâtre Week-end à Nanterre.

C'en est fini de leur crédulité vis-à-vis de la justice dans les affaires de crimes racistes ou sécuritaires. Fini également leur confiance aveugle dans les avocats de renom. Dorénavant, il faudra s'occuper soi-même du suivi judiciaire et s'atteler à l'élaboration d'une stratégie d'intervention en justice. Pour cela, il leur faut un lieu. Les lascars s'emparent alors d'un préfabriqué, allée Jean-Couzy, servant d'entrepôt pour le matériel de la cellule locale du PCF. Le lieu, renommé Centre Abdelkader, en hommage au copain assassiné, est aussitôt autogéré. Sur la porte d'entrée, un écriteau : « Ici, drogue et partouzes = interdit ! Sous peine de coups ! Signé : la direction (les jeunes). » Il servira de point de rencontre avec des gens d'autres banlieues, mais aussi avec des avocats, des représentants du Syndicat de la magistrature, et même avec quelques élus de gauche ulcérés par le verdict de Créteil. Parmi eux, la jeune députée socialiste du Val-de-Marne, Paulette Nevoux, qui déclare publiquement : « Je me pose des questions sur la justice de ce pays. Ce n'est plus une justice de classe, mais de peau. » L'idée d'un collectif d'avocats pour une *défense active* refait surface. Il s'oriente surtout vers une politique de *décriminalisation* de la jeunesse des cités\*. Il faut aussi agir, encore et toujours, contre les crimes racistes ou sécuritaires qui se multiplient en région parisienne, à Lyon, à Marseille et ailleurs. Le réseau Rock

---

\* Voir Jean-Pierre Mignard et Michel Laval, *Jeunes immigrés hors les murs*, Questions clefs, EDI-Paris, 1982.

against Police, qui assume au fil du temps un rôle de coordination nationale intercités de jeunes immigrés et prolétaires, participe à la connexion entre familles et groupes locaux. À Lyon, le groupe Zaâma d'Banlieue relaie ainsi la mobilisation au lendemain du verdict, manifestant aux cris de « Kader est mort, son assassin est libre. Les voleurs de BM sont en taule. Pas question ! » Dans leur tract, les « Zaâmettes » proclament : « Ce procès constituait pour nous un ultime test, à savoir si le gouvernement actuel se démarquait de la politique judiciaire de l'époque giscardienne. Son choix est clair. » Certes, il ne s'agit pas de confondre le pouvoir politique et une cour de justice supposée indépendante. Mais il y a des signes qui ne trompent pas : ainsi, la défense du meurtrier a poussé le vice jusqu'à être représentée par Charles Libman, avocat réputé pour son « antiracisme » et pour son opposition à la « légitime défense », par ailleurs conseiller juridique de Georges Fillioud, ministre socialiste de la Communication.

ÇA TRAVAILLE, ÇA TRAVAILLE ET ÇA FERME SA GUEULE.  
RETOUR SUR LES ANNÉES 1970.

Parmi les groupes qui gravitent autour de Rock against Police, la troupe de théâtre Week-end à Nanterre récusé à sa manière ces « antiracistes », « baratineurs ou idéalistes » qui prônent « de belles idées telles que l'authenticité, le retour au pays ou la double culture ». Non, l'immigré, et notamment le jeune immigré, n'est pas « une bête à part ». Dans

son prologue-manifeste, Week-end à Nanterre proclame :  
« Si l'immigré a des facultés d'adaptation étonnantes, nous pensons qu'il n'arrivera jamais à s'habituer aux coups de flingues ! Le crime raciste sera toujours là pour lui rappeler qu'il n'est qu'un crouille\* ! »

Plusieurs pièces de théâtre créées par leurs aînés traitent déjà de mobilisations contre des crimes racistes, qu'elles contribuent à inscrire dans la mémoire collective. Ainsi, *Ça travaille, ça travaille et ça ferme sa gueule* de la troupe Al Assifa, montée en 1973, revient sur la mort de Mohamed Diab, chauffeur-livreur algérien tué par le brigadier Marquet d'une rafale de pistolet-mitrailleur au commissariat de Versailles, le 29 novembre 1972, et sur la longue mobilisation autour de l'affaire. On retiendra surtout la volonté militante de restituer la vérité des faits en laissant la parole à la famille et, en particulier, à Fatna Diab, la sœur de la victime, qui a elle-même vu ce qui s'est passé. « La vérité, nous l'avons cherchée », ajoute-t-on dans la pièce, allusion à une contre-enquête menée pour démentir les mensonges de « Madame France-Soir » et la « légitime défense » invoquée par le meurtrier. Fatna a inlassablement continué par la suite à témoigner ici ou là\*\*. Ce « journal-théâtre » de lutte, dans la filiation du spectacle de rue qui privilégie la *halaka* (ronde interactive suscitant l'intervention du public), a circulé dans les cités, les usines occupées,

---

\* Voir Mogniss H. Abdallah, *Jeunes immigrés hors les murs*, op.cit.

\*\* Voir Geneviève Clancy et Philippe Tancelin, *Les Tiers Idées*, Hachette, 1977.

les écoles et les facs en grève, permettant à la veuve et à la sœur de Mohamed Diab d'établir de multiples liens et de rejoindre d'autres luttes, notamment pour les droits des femmes immigrées. Des luttes qui s'initient aussi à partir de réseaux insoupçonnés de mobilisation des femmes pré-existant dans les cités autour des réunions d'appartements où elles discutent de tout et s'auto-organisent\*.

La nouvelle génération qui commence tout juste à s'organiser a plus ou moins entendu parler des mobilisations antérieures autour d'affaires qui trouvent leur dénouement judiciaire, quand il y en a un, au début des années 1980. Ainsi, dans l'affaire Mohamed Diab, la chambre d'accusation décide en mai 1980 d'une ordonnance de non-lieu. Et cela malgré une forte mobilisation au moment des faits, sous l'impulsion du Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés (CDVDTI), aussi appelé Comité droits-vie, et d'un suivi judiciaire par des avocats de renom, dont Gisèle Halimi. Le CDVDTI était animé par des intellectuels français emmenés par Michel Foucault, les maos du Secours rouge et par les militants du Mouvement des travailleurs arabes (MTA). Apparue au début de 1972 dans la foulée des comités Palestine, le MTA se targue d'une nouvelle « ligne de masse » donnant plus d'écho aux préoccupations et revendications des travailleurs immigrés dans les

---

\* Voir « La lutte des femmes immigrées (entretien avec Faouzia) », *Camarades*, n° 1, avril-mai 1976.

usines et les quartiers. À partir d'un gros travail d'information politico-culturelle, il sensibilise ainsi une partie de l'opinion à l'horreur et l'ignominie des crimes racistes.

Le Comité droits-vie avait succédé au comité Djillali, lui-même constitué de manière plus informelle après le meurtre de Djillali Ben Ali, jeune Algérien de 15 ans tué à coups de fusil de chasse par un tonton-flingueur\* le 27 octobre 1971 à Barbès. Les intellectuels manifestèrent alors à la Goutte-d'Or, il y eut un meeting à la Mutualité, des patrouilles d'autodéfense à l'heure où les CRS quadrillaient le quartier de manière permanente, l'ouverture d'une permanence juridique à la Maison verte. Le mot d'ordre était : « Nous vengerons Djillali. » Mais le comité Djillali aura une existence incertaine. Un « comité sur le papier », raille-t-on. Au procès, en 1977, la grande majorité des soutiens fit défection. Deux ans plus tard, le livre *La Goutte-d'Or ou le mal des racines* (Stock), écrit par l'ex-militante Catherine von Bülow en collaboration avec Fazia Ben Ali, la sœur de Djillali, permet de comprendre en partie le pourquoi de la dilution des engagements : il y est question de malaise, de décalage social et « culturel » entre militants et habitants. Elles soulignent en particulier les réserves de la famille à considérer le meurtre de Djillali exclusivement sous le prisme du racisme et évoquent la « jalousie » comme motif réel de la hargne du meurtrier. Victime et assassin se connaissaient. La « jalousie » en question reflétait la non-

---

\* Cette figure du beauf au béret basque, qui troque sa baguette pour le fusil de chasse 22 long rifle, est aussi connue sous l'appellation *Dupont Lajoie*, titre d'un film d'Yves Boisset de 1974, interdit à la télévision jusqu'en 1981.



acceptation par des Français blancs d'une mobilité sociale relative mais plus dynamique chez leurs voisins arabes (acquisition d'un petit commerce, d'un appartement, etc.). Leur sentiment de déclassement social est alors attisé par la représentation d'une compétition sociale entre couches populaires en des termes typiquement racistes. Il s'agit donc bien ici de racisme, d'un racisme qui puise ses racines dans une situation sociale concrète.

Fazia Ben Ali fait aussi part d'un décalage social et « culturel », et du sentiment qu'ont les habitants d'une instrumentalisation de l'affaire et de l'invasion du quartier par les militants politiques, français ou arabes. Elle ajoute cependant : « Avant, quand quelqu'un nous traitait de sale Arabe, on baissait la tête, on avait honte. Puis, en vous écoutant (les militants), on a commencé à relever la tête. » De fait, ces derniers semblent être tombés dans les travers des pratiques de gauche et d'extrême gauche que le MTA, sous forme d'autocritique, a lui-même pourfendu par ailleurs : apparitions médiatiques spectaculaires mais éphémères, « travail d'agitation politique sans suite » ; analyses générales surdéterminées par la dénonciation incantatoire d'une « politique raciste systématique », sans s'attacher à la réalité complexe telle que vécue par « les masses » au quotidien. Des généralisations hâtives, qui ne s'embarrassent guère de l'exactitude des faits, entraînent une confusion dans les esprits : ainsi, plusieurs films d'agit-prop illustrent les crimes racistes des années 1970 avec des images de victimes... du 17 octobre 1961 !

La surdétermination idéologique d'un racisme spécifiquement anti-Arabes lié à l'actualité internationale (Palestine, nationalisation du pétrole en Algérie...) a amené à sous-estimer, voire à occulter, une dimension sécuritaire sur laquelle la défense n'a pas manqué de se défaire, tout en récusant un quelconque mobile raciste. Le meurtrier et son épouse concierge se sont dit physiquement menacés. Ils auraient réagi en situation de « légitime défense ». Ainsi, au procès, Djillali est apparu comme un jeune délinquant déjà inscrit au casier judiciaire. Le verdict, cinq ans de prison dont trois avec sursis, inaugure une sorte de « jurisprudence » du crime sécuritaire.

Les jeunes des cités populaires, eux, ont leur propre conception du racisme, policier ou beauf, et leur propre mémoire des crimes racistes ou sécuritaires. Certains remontent jusqu'à l'histoire de Jean-Pierre Huet, un jeune de 16 ans tué par le propriétaire du café-bar Le Nerval aux 4000, à La Courneuve, en 1971. L'assassin? « Un grand raciste. Il n'aime pas les jeunes », disaient ses copains, qui ne nient pas les bagarres, les casses ou les vols de voitures\*. Intuitivement, ils décèlent ainsi la double composante d'un racisme mortifère formé à l'école des *ratonnades* coloniales et de la chasse à la « chienlit » des jeunes soixante-huitards.

---

\* Voir *J'accuse*, n° 2, 15 mars 1971 et *Le Monde*, 8 mars 1971. La cité des 4000 à La Courneuve, déjà soumise à un quadrillage policier intensif, comptait alors 17 000 personnes, rapatriées d'Algérie ou habitants délogés de Paris, dont seulement 500 « Nord-Africains » et 200 autres étrangers.

Un « racisme anti-jeunes » vient ainsi se superposer sur le racisme anti-Arabes et anti-Noirs\*. Jusque-là, c'étaient les travailleurs immigrés isolés qui étaient avant tout ciblés. Désormais, ces violences visent aussi des gamins de plus en plus jeunes, identifiés à la fois comme « petits cons » et comme enfants de « l'immigration sauvage ». Elles interviennent dans un contexte de tensions accrues au sein même des populations ouvrières. D'un côté, les travailleurs s'inquiètent pour la pérennité de leur boulot remis en cause par les nouvelles restructurations industrielles. Le chômage de masse guette. De l'autre, les jeunes – Français blancs ou enfants d'immigrés – ne se projettent plus guère dans la perspective de leurs parents de « perdre leur vie à la gagner ». Ils se regroupent, traînent en bas des immeubles, tchatchent, bricolent des Mobylette, s'adonnent à la musique. Bref, ils deviennent visibles et bruyants. La drogue commence à faire son apparition, de manière encore inégale, dans certaines cités. Le *biz*, l'économie informelle de survie aussi... Ils veulent circuler, prennent le bus sans payer, montent en ville dans des bagnoles déglinguées. Des comportements, vite stigmatisés comme « asociaux », assimilés à la petite délinquance qui pourrit la vie des « honnêtes gens ». Dès lors, on prône la manière forte, dans la foulée des « lois scélérates » sécurité et liberté adoptées en 1977 sous l'impulsion d'Alain Peyrefitte. Pour les empêcher de circuler, de sortir de leur *réserve indienne*, la police quadrille, contrôle les voies

---

\* La notion de « racisme anti-jeunes » a en particulier été développée par les lycéens maoïstes au début des années 1970. Voir « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie », *Les Temps modernes*, n° 310 bis, 1972.

d'accès aux cités. La pression monte pour que les jeunes disparaissent de l'espace public. Des enfants d'immigrés, dont la société française commence seulement à découvrir l'existence, se voient expulsés du territoire par milliers. Parmi eux, les Algériens sont particulièrement visés. Ces expulsions interviennent en pleine renégociation de l'accord bilatéral franco-algérien de 1968 et de la volonté de réduire drastiquement l'immigration. Un sentiment d'insécurité aggravé s'instaure chez les Algériens, inspirant à Cheikh Nourredine et au chanteur Slimane Azem leur célèbre hymne *La Carte de la résidence* : « Faut pas prévoir à l'avance avant d'avoir la réponse/Avant d'avoir la réponse au sujet d'la résidence/Toujours des conversations, le chômage, l'immigration/Après les négociations, on attend qu'on nous annonce/On attend qu'on nous annonce, chaque fois ça recommence. » L'artiste Salah Saadaoui s'insurge lui en feignant de plier bagages : « Les racistes c'est des mabouls... Je fais mon déménagement. On me dira plus jamais bicot, bougnoule, va-t'en rentre chez toi\* ». »

LA « RUMEUR DE BONDY »  
OU QUAND L'EXTRÊME DROITE S'EN MÊLE

Dans ce contexte survient une série d'attaques racistes en Seine-Saint-Denis, revendiquées par l'extrême droite : le 30 mai 1980, un commando armé fait

---

\* Sur le patrimoine de la chanson dans l'immigration et sa reprise par les nouvelles générations, voir la revue *Origines contrôlées*, n° 3, automne 2007, [http://www.tactikollectif.org/#/article\\_32](http://www.tactikollectif.org/#/article_32) et *Vacarme*, n° 44, été 2008, <http://www.vacarme.org/article1615.html>

une descente à la cité De-Lattre-de-Tassigny à Bondy et pourchasse un groupe de jeunes – dont quatre Arabes et un Français blanc – aux cris de « Vive la France libre » et « À bas les immigrés ». Mohamed Messaoudi, 19 ans, a le dos tailladé à coups de rasoir. Pour le soigner, il faudra plus de cinquante points de suture. On lui a tracé une croix gammée, dit-on. Les agressions se multiplient dans le département, parfois à coups de flingue, tout comme les bombages racistes du genre « Un bon Arabe est un Arabe mort », signés par la Fédération d'action nationale européenne (Fane), le Parti des forces nouvelles (PFN) ou Front de la jeunesse 93 (FJ). Mais, pour le préfet, « ces affaires récentes ne veulent pas dire du tout que des groupes fascistes sévissent chez nous ; c'est simplement le fait de jeunes délinquants ». Le commissariat de police et la mairie socialiste persistent eux aussi dans un bel unanimité, à n'y voir que « règlements de compte », « rivalités amoureuses entre bandes » ou « affrontements entre "punks" et "rockers" ».

La « rumeur de Bondy » se répand, mélangeant le vrai et le faux, et sème une panique contagieuse parmi les immigrés, mais aussi parmi les Français « de souche ». Les jeunes des cités décident alors de s'organiser en groupes d'autodéfense et patrouillent pour assurer la sécurité, de Bondy à La Courneuve, en passant par les cités de Stains ou de Saint-Denis. Les médias se gaussent de l'armement hétéroclite et des motivations souvent confuses de ces lascars qui semblent rejouer *Les Guerriers de la nuit* (« *The Warriors* »), le film culte

de Walter Hill – dont la scène initiale, un grand rassemblement anti-police de toutes les bandes de New York, est censurée en France. Le PCF dénonce « quelques personnages à la recherche de solutions individuelles » ou des « autonomes téléguidés par Bonnet » (le ministre de l'Intérieur). Les maoïstes de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCFml) font la morale aux jeunes qui « réagissent parfois maladroitement et concourent à leur propre isolement, sinon à la dégradation des rapports sociaux d'ensemble dans les cités ». À Bondy même, la police use de pédagogie plus fine pour expliquer que les gens n'ont pas le droit de se défendre par eux-mêmes. Force doit rester à la police républicaine. Les jeunes répliquent qu'ils perçoivent la police comme une institution hostile en soi et qu'ils ont repéré parmi les policiers des « fachos ». L'actualité va d'ailleurs leur donner raison : la présence de policiers au sein de groupuscules néonazis est confirmée avec l'affaire Durand, du nom d'un inspecteur des Renseignements généraux démasqué comme un idéologue, membre dirigeant de la Fane, organisation qui sera dissoute le 3 septembre 1980 par le conseil des ministres.

Les lascars récusent la posture de victimes et lancent leur propre mot d'ordre : « Fafs, on ne vous attend plus, on vous cherche ! Le fasciste, ça s'écrase. » Mais, au-delà des attitudes de défi, ils développent une réelle entraide avec des familles apeurées : aux aguets, dans le bus, à la sortie des écoles, ils discutent avec les mères, les grandes

sœurs, accompagnent les petits. Les pères se disent fiers de leurs enfants « qui ont tenu tête aux racistes ». Et d'anciens résistants communistes, incrédules devant la frilosité du Parti, les encouragent et les conseillent. Des liens se tissent avec des groupes de Nanterre, de Vitry ou d'ailleurs, venus en solidarité. Et des cités du 9-3 à La Courneuve ou à Aulnay-sous-Bois se transforment en agora permanente, où l'on échange les expériences et l'on discute de tout : des mobilisations contre les crimes racistes ou sécuritaires, des violences policières et du quadrillage des cités, des expulsions et des « stages bidons », etc. Des concerts Rock against Police sont annoncés. On dénonce aussi le « deux poids deux mesures » de la justice qui libère des militants de la Fane et emprisonne les jeunes antifascistes. Ainsi, un comité composé de lascars et de militants politiques locaux se constitue pour exiger la libération de six jeunes arrêtés par la police alors qu'ils pourchassaient une voiture dont les occupants leur avaient tiré dessus. Par ailleurs, une commission d'enquête indépendante, constituée notamment d'associations (Accueil et Promotion, Mrap), du collectif SOS Refoulement et du journal *Banlieue d'Banlieue*, est mise sur pied pour vérifier la réalité des rumeurs qui enflent.

Au contact des militants politiques ou associatifs locaux proches des milieux chrétiens dits progressistes (Jeunesse ouvrière chrétienne, Association de soutien aux travailleurs immigrés) ou de l'extrême gauche, qui sont souvent travailleurs sociaux, enseignants, médecins ou juristes, les lascars

s'initient aux méandres du travail politique ou juridique de la contre-enquête dans la longue durée. Ils conviennent de la nécessité d'une plus grande rigueur dans leur démarche. « Des centaines de jeunes ont rejoint à leur manière les luttes de l'immigration », conclut Saliha Amara, cofondatrice de la troupe La Kahina (*Pour que les larmes de nos mères deviennent une légende*), dans le journal *Sans Frontière* (24 juin 1980). Parmi eux, Djamel Kelfaoui\*, une « grande gueule » du mouvement beur naissant, qui fera de Bondy l'un des épicentres de l'action pour l'égalité et contre le racisme, accueillant nombre d'initiatives interrégionales. Mais, dans la mémoire collective, l'attentat du 3 octobre 1980 contre la synagogue de la rue Copernic – quatre morts et des dizaines de blessés – ou encore l'affaire du bulldozer de Vitry en fin d'année supplanteront les ratonnades de Bondy, curieusement ignorées par les études sur l'histoire de cette période.

#### UN « RACISME DU VOTE »

À l'instar de ceux de Bondy, les jeunes des cités révéleront parfois une connaissance sociologique étonnante de l'adversaire, obligeant à se départir des préjugés clés en main. Les fachos, ils les connaissent. Il ne s'agit plus seulement des fils de bonne famille blanche étudiants en

---

\* Djamel Kelfaoui, animateur de l'association SOS ça bouge et du festival Y'a d'la banlieue dans l'air à Bondy, a participé aux Marches de 1983 à 1985, à Mémoire fertile, à la Caravane des quartiers et au Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB). Devenu réalisateur, il décède le 22 mai 2009 à Laghouat (Algérie), à la suite d'une violente altercation avec un officier de l'armée. Voir « Mémoire des luttes », *Plein droit*, n°85, juin 2010.



droit à Assas. Désormais, ils recrutent aussi des « Français ordinaires » et des jeunes paumés qui vivent au contact direct des immigrés dans les cités populaires et les écoles. C'est le cas, par exemple, du colleur d'affiches du Front national (FN) qui, le 23 août 1980 à Bondy, tire une balle dans le dos d'Arezki Saadi, un étudiant en mathématiques avec lequel il avait déjà eu maille à partir. À nouveau on parle de vengeance personnelle. Pourtant, la police trouvera chez lui un petit arsenal. Et son propre frère dira que l'agresseur en mal d'action avait reçu pour consigne de la section locale FN de participer à la « chasse anti-immigrés ».

Entre chasse anti-immigrés et électoralisme peinarde, l'extrême droite et un Front national encore poussif s'avancent comme expression politique en devenir des « masses silencieuses » ou de groupes tel le Comité de défense des Français et prétendent contester à la gauche ses bastions fragilisés, notamment dans la ceinture « rouge » de la région parisienne.

Face à cette concurrence politique montante à la veille de l'élection présidentielle de 1981, la gauche de gestion municipale réagit parfois par la surenchère raciste, et cela de manière spectaculaire. Sans verser dans l'anticommunisme primaire, force est de constater que dans certaines banlieues, le PCF n'hésite pas à verser dans l'ignominie : à Vitry-sur-Seine, en pleine fête de Noël, le maire lance le fameux bulldozer contre 300 travailleurs maliens installés dans un bâtiment de l'Association pour le développement des foyers

(Adef). Sur fond de « seuil de tolérance » et d'échéances électorales s'ensuit une polémique autour d'un « racisme du vote ». « La discrimination faite par les communistes n'est pas entre travailleurs blancs et travailleurs noirs, mais entre ceux qui votent et ceux qui ne votent pas », déclare doctement « l'antiraciste » Lionel Stoléru. C'est de bonne guerre, comme on dit. À ceci près qu'il omet de dire que la politique d'État qu'il sert barre la route au droit de vote du travailleur noir, aujourd'hui parce qu'il est de nationalité étrangère, hier parce qu'il était noir, africain, musulman ou jaune. En outre, les uns et les autres feignent d'ignorer que le travailleur noir de nationalité française – majoritairement antillais – a en principe le droit de vote. Quantité négligeable ? Le racisme électoral est une vieille histoire, elle reste très structurelle. En son temps, l'ancien Premier ministre Michel Debré affirmait ainsi sans ciller dans les colonnes de *Paris Match* : « Le suffrage universel ne pouvait pas se concevoir en 1958. Le corps électoral était le corps électoral de l'Union française, avec tous les Africains et les musulmans d'Algérie. » Dans ces conditions, « l'élection au suffrage universel était impossible », car le droit de vote des non-Blancs était impensable.

MARSEILLE : YAOULIDI, MON FILS !

21 février 1981. La nouvelle tombe en plein milieu d'un match de football entre les petits de la cité Balzac à Vitry et les visiteurs venus – entre autres – de Marseille pour

participer à un nouveau concert Rock against Police. Zahir Boudjellal, 17 ans, élève du collège technique, vient d'être tué à la Busserine, dans les quartiers Nord, par un voisin irascible qui a tiré au 22 long rifle du 18<sup>e</sup> étage, « à cause du bruit »... Les minots sont effondrés. Peu auparavant, ils venaient d'expliquer pourquoi, avec l'équipe de football du quartier, le JS Flamants, ils demandaient à chaque début de match une minute de silence. Et pourquoi plus personne ne portait le maillot du n° 6 : c'était celui de leur copain Lahouari Ben Mohamed, d'origine marocaine, 17 ans lui aussi, abattu d'un tir de pistolet-mitrailleur par le CRS Taillefer à la suite d'un contrôle d'identité dans un véhicule, quasiment au même endroit, cité des Flamants dans les quartiers Nord. Tué le 18 octobre 1980, un soir de veillée de l'Aïd el Kébir, par « trahison » dira sa maman, inconsolable. En effet, Lahouari et ses amis étaient en règle, le contrôle terminé, ils s'appêtaient donc à repartir. Mais le CRS fait du zèle : « Ce soir, j'ai la gâchette facile », a-t-il lancé avant de tirer. Ce meurtre intervient dans un contexte où les esprits sont déjà chauffés à blanc. « Certains éléments de la population d'immigrés sèment la terreur à un point tel qu'on vient de nous avertir que les fusils vont sortir... », rapportent des responsables des comités d'intérêt de quartier, les CIQ, lors de réunions avec l'état-major à l'hôtel de police. Ce dernier diffuse par ailleurs l'idée que « 90 % des jeunes délinquants sont maghrébins\* ».

---

\* Philippe Real dans « Marseille ça va mal finir », *La Vie*, repris dans *Mohammed, Moussa et les autres...*, Jørgen Jørgensen, Forlag Nuna, Danemark, 1983.

Des propos qui rappellent la fameuse diatribe en 1973 de Gabriel Domenech, rédacteur en chef du *Méridional*, proche de l'OAS et futur député FN : « Nous en avons assez de cette immigration sauvage qui emmène dans notre pays toute une racaille venue d'outre-Méditerranée... Assez de voleurs algériens, assez de casseurs algériens, assez de fanfarons algériens, assez de trublions algériens, assez de syphilitiques algériens, assez de violeurs algériens, assez de proxénètes algériens, assez de fous algériens, assez de tueurs algériens... Ne se sentant pas protégés, les citoyens risquent d'avoir recours à des actes de justice directe qui ne pourront qu'entraîner le désordre. » Il écrit aussi : « Un jour ou l'autre, il faudra employer les CRS, les gardes mobiles, les chiens policiers pour détruire les casbahs marseillaises si d'ores et déjà des mesures ne sont pas prises pour limiter l'immigration algérienne et toutes les plaies sociales qui en découlent\* ».

Peu auparavant, en juin 1973, une manifestation de travailleurs agricoles sans papiers à Grasse avait provoqué une véritable ratonnade. Dans le film *Souvenirs de Grasse* réalisé par Jean-Jacques Béryl-Lissac, on voit sur les murs de la ville l'affiche « Halte à l'immigration sauvage » d'Ordre nouveau. Ce groupe d'extrême droite clame avec des accents guerriers au meeting du 21 juin 1973 à la Mutualité (qui a donné lieu à de violents incidents, prétextes à l'interdiction de la Ligue communiste) qu'« une partie des immigrés

---

\* *Le Méridional*, 26 août 1973.

difficilement assimilable campe comme une armée dans notre pays ». De fait, ils surenchérisissent sur un thème déjà introduit depuis 1968 dans le débat public, pour en tirer la conclusion que « seuls les Français doivent jouir des droits permettant la conduite de ce pays » et « qu'il doit y avoir discrimination entre Français et immigrés ».

Durant tout l'été, les agressions vont alors se multiplier. « Des incitations au passage à l'acte », concèdera ultérieurement Étienne Ceccaldi, substitut du procureur\*. L'appel du *Méridional*, faisant suite au meurtre d'un traminot marseillais par un déséquilibré algérien, avait ouvert « la chasse à l'Arabe », comme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle on avait fait « la chasse à l'Italien » dans les quartiers et sur les chantiers. Dans la nuit du 28 au 29 août 1973, un jeune ouvrier algérien est blessé par un jet de cocktail Molotov lancé contre les bâtiments d'une entreprise de nettoyage des chantiers navals de La Ciotat. La même nuit, le jeune Lounès Ladj, 16 ans, est tué par balles devant un café à La Calade. L'un des tueurs est un sous-brigadier de police pied-noir. À la suite d'une contre-enquête menée par la famille, il sera finalement arrêté et incarcéré aux Baumettes, où il mourra d'une crise cardiaque à la fin de décembre 1974. Rien qu'à la fin de l'été 1973, on a relevé une douzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés. Au début de septembre, une « grève générale contre le racisme » de vingt-quatre heures est lancée par le MTA à Marseille, puis dans tout le Midi, et enfin le 14 septembre en

---

\* *Marseille 73, la ratomade oubliée*, film-enquête de Morad Aït Habbouche et Hervé Corbière, diffusé sur Canal Plus le 15 janvier 2007.

région parisienne\*. Le 14 décembre, un attentat à la bombe contre le consulat d'Algérie revendiqué par le Club Charles-Martel fait quatre morts et vingt blessés. « Ce n'est pas un attentat raciste », s'empresse aussitôt de déclarer le préfet aux journalistes abasourdis, tandis que le commissaire chargé de l'enquête persiste dans sa thèse d'un règlement de compte entre Nord-Africains. De leur côté, les juges d'instruction et la cour d'appel d'Aix considèrent d'abord non établi le caractère raciste des meurtres de l'été 1973, puis déclarent irrecevable la constitution de partie civile de l'Association de solidarité franco-arabe, en se fondant sur les limites de la nouvelle loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme. En effet, si celle-ci permet bien de poursuivre les injures ou discriminations racistes, elle ne prévoit rien pour les meurtres et les assassinats ! S'ensuit une « politique des non-lieux » qui choque les familles et nombre de démocrates ou de journalistes\*\*.

À l'orée des années 1980, sur la Canebière, on n'a pas oublié. Aujourd'hui, « on ne laissera plus passer une agression ou vexation raciste sans riposter », déclare solennellement un groupe de femmes et de jeunes des Flamants lors d'une conférence de presse. Des témoins font état d'une population « assiégée par la police », de rondes lors desquelles des policiers font des bras d'honneur et exhibent leurs armes. Des syndicats de police prennent fait et cause pour le CRS Taillefer et menacent de porter plainte pour

---

\* Voir *Migrance* n° 25, éd. Mémoire-Génériques, 3<sup>e</sup> trimestre 2005.

\*\* Voir François-Noël Bernardi, Jean Dissler, Alain Dugrand, Alex Panzani, *Les Dossiers noirs du racisme dans le Midi de la France*, Le Seuil, « Combats », 1976.

diffamation. À force d'insistance, une délégation emmenée par six femmes maghrébines des quartiers est reçue par le préfet qui déplore un « tragique accident ». « Non, ce n'est pas un accident, c'est un crime, un acte délibéré ! » rétorque la délégation, qui réclame des actes forts. « Faites cesser les contrôles de police dans les quartiers Nord. Respectez les quarante jours de deuil de notre religion. » Dehors, les manifestants scandent : « Ils ont tué notre fils, halte au racisme » ; « un crime raciste de plus, désarmez les flics\* . »

« CRÉER, ÇA SERA NOTRE FAÇON  
DE VENGER NOTRE AMI »

« Créer, ça sera notre façon de venger notre ami, de refuser qu'il soit mort pour rien. » Cette réplique théâtrale de la pièce *En attendant l'association*, montée en 1983 par des *cousins* de Saint-Chamond\*\* (Loire), s'inspire directement de l'expérience des copains de Lahouari. Moussa Maaskri et Djamel Bara, ses partenaires de jeu au football, ont, avec amis et familles du quartier, cherché à transformer leur rage en énergie positive. Lors d'échanges avec des jeunes, des animateurs et des artistes de la cité Bassens autour de l'expérience du théâtre N'taa Nou, naît l'idée de constituer leur propre compagnie et de monter une pièce, *Yaoulidi* (« Mon fils »), en hommage à Lahouari et à

---

\* Voir Mustapha Mohammadi, « Lahouari Ben Mohamed ou l'Aïd endeuillé », *Sans Frontière*, 28 octobre 1980.

\*\* Voir le catalogue de l'exposition *Les Enfants de l'immigration*, CCI/Centre Pompidou, 1984.

sa mère. « Pour nous, c'est faire revivre Lahouari à chaque fois que l'on joue », disait Moussa Maaskri\*. La troupe des Flamants, composée d'une dizaine de personnes, hommes et femmes, va ainsi bourlinguer plusieurs années durant à travers le pays et connaîtra même une certaine notoriété internationale. La chanson *Yaoulidi* de Mohamed Bouzidi, qui accompagne la pièce, voyage aussi sur les ondes des nouvelles radios libres. « Adieu Djamel. Pourquoi t'ont-ils assassiné?/Yaoulidi, toi qui savais être si gai/Il est parti comme ça sans même dire salut!/Il est parti un soir pour ses cheveux frisés/Yaoulidi. Pourquoi t'ont-ils assassiné? Ya Rab, mon Dieu, pourquoi est-ce qu'on l'a tué? » Au-delà de la plainte, la pièce dénonce les postures de contrition des autorités promettant que le « malheureux accident ne restera pas impuni ». Le ministre de la Justice Robert Badinter aurait lui-même vu la pièce, rencontré famille et amis pour faire part de sa compréhension. Mais la justice est indépendante, explique-t-il en demandant de lui faire confiance. Une réponse bien dérisoire à la réplique théâtrale de la mère, jouée par Soraya Maaskri : « Vos belles paroles ne ressusciteront pas mon fils. Ce disque que vous nous ressortez, vous l'avez déjà utilisé pour faire passer sous silence tous vos crimes impunis. Assassins de raison et de vie, que vous n'ayez aucun repos de toute votre existence, et que jusque dans la mort vous poursuivent nos mémoires. Vous faites tout pour mener à bien vos projets inhumains,

---

\* Voir Djamel Bara, *Les Flamants au bout du canon du CRS Taillefer*, bulletin agence IM'média, décembre 1983.



quitte à tuer des enfants, mais vos provocations ne font que nous enrichir et forger notre sagesse. Et maintenant, laissez-nous en paix. »

À sa façon, *Yaoulidi* décrit l'intrusion brutale de la police et de la mort dans le quotidien familial, marqué par le travail ménager à la maison, l'investissement parental dans la scolarité des enfants, *lehsab* ou l'argent ric-rac du père ouvrier éreinté, les discussions devant les infos télévisées sur la Palestine et les guerres pour le pétrole, les incompréhensions entre générations, les fréquentations filles-garçons, le chômage et le ras-le-bol des formations bidons, les rêves de réussite personnelle dans le *show-business*. Un rêve qui devient réalité pour Moussa Maaskri, poursuivant une carrière professionnelle d'acteur de cinéma reconnu, sans pour autant oublier son quartier et ses amis d'enfance.

L'effervescence autour de la pièce est aussi un indicateur des nombreuses vocations professionnelles, sociales et culturelles dans les quartiers Nord suscitées par la mobilisation autour des familles de Lahouari Ben Mohamed et de Zahir Boudjellal. Pour la plupart, ses acteurs expriment un sentiment d'appartenance locale fort et s'ancrent durablement dans la vie du quartier. Les femmes, en particulier, seront très sollicitées dans le cadre du maillage socioculturel et politique caractéristique du clientélisme marseillais. Elles n'oublieront pas pour autant Lahouari et Zahir, qu'elles s'efforcent d'inscrire dans la mémoire collective locale, et au-delà.

AUX SOURCES DE LA MARCHE  
POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME

Le va-et-vient entre Marseille et Paris contribue à donner à ces affaires une dimension nationale. Les Marseillais de *Sans Frontière*, dont plusieurs anciens du MTA\*, viennent à Paris pour le bouclage de chaque numéro dans les locaux de *Libération*. Les radios libres (Provisoire et Gazelle à Marseille, Léon et Trait-d'Union à Lyon, Canal Sambre dans le Nord, Soleil à Paris) se coordonnent, échangent des programmes sous forme de cassettes. La nécessité de relier les affaires, d'informer et de mener campagne au niveau national aboutit aussi à la création d'outils comme l'agence de presse IM'média au printemps 1983 (en référence directe à l'agence du même nom qui, au milieu des années 1970, fut une boîte à outils culturels pour les nouveaux mouvements sociaux, et qui a produit les premières cassettes audio de Radio Assifa ou encore les affiches *Le Cri des murs*). L'objectif est alors de développer la circulation de l'information en la diversifiant, aussi bien dans les nouveaux réseaux militants que dans les grands médias, et de densifier les échanges sur le mode « un pour tous, tous pour un ». De Lille à Marseille, on manifeste désormais en soutien aux Copains de Kader de Vitry, contre le flingage de Nacer M'Räidi par un policier à Châtenay-Malabry\*\*. À Nanterre,

---

\* Plusieurs membres du MTA ont participé à la fondation de *Libération* et de l'Agence de presse *Libération* (APL).

\*\* Voir le bilan du collectif Les Amis de Kader dans la brochure *L'État assassin, meurtres racistes et sécuritaires*, publiée par l'équipe de Parloir libre en décembre 1986.

cette dernière affaire va pousser les jeunes à saborder leur local et à stopper immédiatement leurs activités d'animation auprès des gamins. « Pas question de passer notre temps à gérer la misère comme des bouffons pendant qu'on tire sur nos frères! On n'est pas des pompiers. Et si ça explose, tout le monde aura été prévenu! » clament-ils dans leur journal-tract *G 125*. Le journal *Le Monde* s'en alarme le 3 mars 1983 et l'info remonte promptement jusqu'à l'Élysée.

À travers le pays, la colère gronde contre la répétition du même scénario : violence des discours racistes ou sécuritaires incitant à la chasse aux délinquants, zèle policier, complaisance des médias, banalisation des crimes et indulgence à l'égard des meurtriers. Alors que la plupart des meurtriers sont libérés, simultanément, des jeunes sont lourdement condamnés, malgré tout le tintouin d'une droite revancharde qui prétend le contraire en accusant Badinter de « vider les prisons ». On se rend bien compte qu'il ne s'agit pas de cas isolés ou de « bavures », et qu'on est confronté à une « justice à deux vitesses » érigée en système. Les attermoissements de la gauche au pouvoir ont vite eu raison de l'état de grâce qui a suivi le 10 mai 1981. Certes, l'ilotage comme « formule systématique de gardiennage bloc par bloc » a été remis à la suite du rapport présenté par le député socialiste Jean-Michel Belorgey en janvier 1982, au motif que les populations seraient allergiques « à l'idée de vivre sous surveillance » et que cette formule comporte des « risques d'un quadrillage institutionnalisé ».

Des consignes ont été données pour restreindre le droit de faire usage des armes de service. Pourtant, dès l'automne 1981, le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre envoie une lettre à chaque policier de France dans laquelle il déclare : « J'ai l'habitude, je l'ai fait tout au long de ma vie, de couvrir ceux qui travaillent sous mes ordres. Je couvrirai les policiers mis en cause personnellement ou professionnellement par suite d'incidents ou d'accidents. » Et le gouvernement socialiste, de reculade en reculade, finit par donner raison au ministre de l'Intérieur dans son bras de fer avec le garde des Sceaux sur les contrôles d'identité préventifs. « L'identité de toute personne peut également être contrôlée dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée », précise le texte de juin 1983 censé abroger la loi sécurité et liberté. « Une géographie de la délinquance est ainsi établie, qui recouvre des populations particulières », protestent plusieurs avocats dès l'été 1982. « On ne se place plus sur le terrain de l'infraction, mais sur celui de (leur) dangerosité potentielle\* ». Robert Badinter reconnaît son isolement lors du congrès du Syndicat de la magistrature à la fin du mois de novembre 1982. Il fustige un « poujadisme judiciaire » qui occupe les esprits et regrette « la persistance dans l'opinion publique de l'idéologie sécuritaire (qui) est désastreuse ». Au même moment, un juge d'instruction clame au congrès de l'association *Légitime défense* son

---

\* « Contrôles d'identité : l'inquiétante notion de "lieux déterminés" », Michel Laval, Germain Latour, Jean-Pierre Mignard et Francis Teitgen, *Libération*, 24-25 juillet 1982.

ras-le-bol envers les immigrés déferés à la justice, avant de conclure : « La meilleure prévention, excusez-moi, c'est la répression\*. » De leur côté, plusieurs milliers de policiers manifestent le 3 juin 1983 jusqu'à la place Vendôme aux cris de « Badinter démission ». Après la mort de quatre collègues, ils estiment que leur sécurité n'est plus assurée et menacent de sédition. La Fédération autonome des syndicats de police (Fasp), classée à gauche, réclame pour sa part la réouverture des bureaux d'expulsion pour les « délinquants étrangers récidivistes ».

#### LA CONTRE-OFFENSIVE DES MINGUETTES

À Lyon et dans sa banlieue, la base policière réclame également le « quadrillage » permanent des quartiers chauds et « des peines exemplaires pour les meneurs et leurs complices, des opérations systématiques de police avec de nombreux effectifs équipés de moyens pour le maintien de l'ordre ». Le 21 mars 1983, une imposante descente de police aux Minguettes (à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon) pour deux histoires distinctes de vol et de recel dégénère en affrontement collectif. Un local, dans la tour 10 du quartier Monmousseau, est laissé sens dessus dessous ; des mères de famille sont molestées. Les jeunes répliquent, obligeant les forces de l'ordre à battre en retraite. Pour sortir du cercle vicieux d'une « guéguerre » quasi privée entre lascars et policiers, et pour ne plus

---

\* *Libération*, 29 novembre 1982.

« vivre avec le risque quotidien d'être humiliés, emprisonnés ou tués », 11 jeunes entament le 28 mars une grève de la faim illimitée au cœur du quartier. Ils veulent « être traités à égalité avec les Français par la police et la justice », réclament l'arrêt de l'intimidation policière permanente et des poursuites judiciaires consécutives aux affrontements, la création d'une commission d'enquête indépendante, la fin des « contentieux » personnels avec certains policiers, mais aussi la participation à la réhabilitation de la zone à urbaniser en priorité (ZUP) : embauche sur le chantier, relogement des familles dites « lourdes »...

Si les pouvoirs publics au plus haut niveau acceptent la négociation, après la médiation active de Christian Delorme, « le curé des Minguettes », il est selon eux impossible de répondre favorablement aux demandes concernant le volet police-justice. Les négociateurs parisiens proposeront comme alternative que Toumi Djaïdja, un jeune de la ZUP désigné président de l'association SOS Avenir Minguettes (créée pendant la grève de la faim), et Christian Delorme participent à une nouvelle commission communale de prévention de la délinquance. À titre consultatif. Mais les policiers refuseront de siéger aux côtés de Toumi Djaïdja qu'ils s'acharnent à considérer comme un « délinquant » avec lequel ils ont des « contentieux personnels » à régler.

Pour expliquer le mot d'ordre « Nous sommes tous meneurs » et la désignation d'intermédiaires lors des négociations, Toumi Djaïdja confie au journal *Sans Frontière* que « les flics risquent de réagir très mal et d'emmerder le

plus possible ceux qui seraient apparus parmi nous comme les porte-parole ». Il ne croyait pas si bien dire. Le 9 juin, à quelques jours de la destruction spectaculaire d'une première tour à Monmousseau, la police fait une nouvelle descente brutale à la cafétéria du petit centre commercial et arrête Kamel, un des grévistes de la faim soupçonnés d'avoir été présents lors des affrontements. Le 20 juin, Toumi Djaïdja est lui-même gravement blessé d'une balle au ventre tirée par un maître-chien alors qu'il tente de sauver un jeune attaqué par un chien policier. La préfecture et la plupart des médias allèguent aussitôt la légitime défense d'un policier à terre, entouré par 30 personnes menaçantes, dont Toumi Djaïdja, « bien connu des services de police ». « D'agressé, je suis devenu agresseur », résume-t-il dans un entretien au *Quotidien de Paris* (27 juillet 1983). « Le policier en uniforme, tout près de moi, s'est mis en position de tirer, les jambes écartées, et le pistolet braqué sur moi. Il a tiré, comme ça, froidement, sans sommation. Et moi, j'en ai marre des mensonges officiels ! » Une version des faits corroborée par de nombreux témoins et des preuves matérielles (expertise balistique, blouson, etc.) indiquant un tir à l'horizontale. Mais « quand ils veulent faire tomber quelqu'un, ils font comme ils veulent », s'offusque-t-il en pointant des « provocations policières ». « Il faut le savoir et rétablir la vérité, avant le dialogue. »

L'acharnement est similaire de la part de la justice, ou du moins de certains juges qui, eux aussi, semblent vouloir

régler des comptes. Encore hospitalisé, Toumi Djaïdja est l'objet d'un mandat d'amener délivré par le juge Cretin pour une autre affaire, qui sera classée sans suite. Selon une logique de revanche, les jeunes qui ont eu maille à partir avec la police ou la justice ne pourront jamais devenir des interlocuteurs valables. « “Vous êtes animateur?” m’a dit le juge qui m’interrogeait un jour. “Beaucoup de Maghrébins comme toi sont animateurs pour couvrir d’autres activités répréhensibles.” On ne nous croit jamais\*! »

C’est sur son lit d’hôpital que, selon la légende, Toumi Djaïdja rêve d’une grande marche pour l’égalité et contre le racisme, allant de Marseille à Paris. Une idée inspirée par le film historique sur Gandhi, de Richard Attenborough, tout juste sorti sur les écrans en France\*\*. Le projet séduit d’emblée. Les jeunes veulent démarrer la marche sans attendre. Mais Christian Delorme leur demande un peu de patience. Une initiative d’une telle ampleur, ça s’organise. Ils acceptent à contrecœur et délèguent l’organisation à la Cimade de Lyon, ainsi qu’au Mouvement pour une alternative non violente (MAN).

---

\* Le 16 octobre 1984, Toumi Djaïdja comparait avec des amis devant le tribunal correctionnel de Saint-Étienne. Il est condamné à quinze mois de prison ferme et arrêté à la barre pour des faits de vols et violences commis en 1982, bien qu’il nie toute implication. Dans son réquisitoire, le procureur s’en prend aux « aptitudes à la fonction de meneur-vedette des Minguettes » de l’accusé et vilipende une marche « menée par des pseudo-ecclésiastiques, des pseudo-intellectuels et des para-animateurs ». Une peine aggravée en appel à Lyon (novembre 1984). Mais à la suite d’une remobilisation, le président Mitterrand graciera Toumi Djaïdja la veille de Noël.

\*\* Voir SOS Avenir justice, *IM média magazine*, supplément au n° 1, automne 1984; et *Minguettes 83, paix sociale ou pacification?*, Film d’atelier, 26 minutes, 1983, agence IM média.



Christian Delorme et le pasteur Jean Costil obtiendront l'appui des réseaux chrétiens, humanistes et antiracistes (dont le journal *Sans Frontière*), qui avaient efficacement soutenu leur grève de la faim victorieuse avec Ahmed Boukhouna contre les expulsions, à la veille de l'élection présidentielle de 1981. Le soutien des protestants, bien représentés au gouvernement, sera particulièrement déterminant pour la suite.

LE PETIT TAOUFIK,  
TUÉ POUR CAUSE DE RAMDAM À LA COURNEUVE

La mort du petit Taoufik Ouanès, samedi 9 juillet 1983, un peu avant 21 heures, va émouvoir le pays : la presse publie en une le portrait de ce gamin de 9 ans au visage angélique, tué encore une fois à la carabine, cité des 4000 à La Courneuve, par un machiniste de la RATP, parce qu'il lançait des pétards. Le président Mitterrand rendra visite à Mme Ouanès sur place, deux semaines plus tard. Autour d'elle se manifeste un militantisme affectif : l'émotion provoquée par l'innocence assassinée l'emporte sur toute autre considération. Dans son livre-chronique sur la Marche, Bouzid Kara, le marcheur d'Aix-en-Provence si sensible, confie le sentiment de pudeur qui le submerge face à la maman de Taoufik. Un sentiment partagé par ses camarades, désarçonnés. Bouzid avait tant voulu la voir, la consoler. Pour se consoler lui-même, aussi. Lui redire les paroles de la chanson de Bob Marley : *No Woman no Cry*,

« Non, femme, ne pleure pas ». Mais, en sa présence, il ne sait comment l'aborder, l'observe à la dérobée. Et se dira dans un dialogue intérieur qu'il n'ira plus la voir. « Petit frère... je ne pourrai plus regarder ton portrait\* ». Plus tard, une affiche (pour la troisième Marche, en 1985) témoignera de cette prééminence de l'affectif sur le message politique : sous le titre « Pour toi Taoufik et tous les autres, nous sommes toujours là », l'innocence du visage porté en effigie frappe davantage que le thème des droits civiques, quasi anecdotique.

Cependant, la mémoire collective retient que le petit Taoufik a été tué « la veille du 14 juillet », mobilisant ainsi spontanément autour de cette date de la fête nationale une rhétorique sur la justice comme une des grandes valeurs de la République. Or, le drame s'est produit le 9 juillet, à la fin du mois de ramadan, ce qui laisse à penser qu'il y aurait aussi une motivation islamophobe, pour reprendre un terme encore peu usité à l'époque\*\*. Sur les lieux du drame, il y a bien eu quelques inscriptions religieuses, mais peu de jeunes de la cité ont su les décrypter, ne lisant pas l'arabe. Et si les référents religieux sont fréquents face à la mort, ils ont peu à voir avec une conscience d'un racisme anti-musulmans. Une dimension occultée, bien involontairement, par ceux qui ont essayé de faire aboutir l'affaire en justice.

---

\* Bouzid Kara, *La Marche*, Sindbad, 1984.

\*\* Voir Abdellali Hajjat et Marwan Mohamed, « Islamophobie, une invention française », <http://islamophobie.hypotheses.org/193>. Selon les auteurs, l'origine du mot remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle.

De même, qui se souvient que le soir où Toumi Djaidja a été blessé, c'était l'une de ces veillées de ramadan lors desquelles la police rôde, surveille les musulmans sous prétexte de les protéger et pour éviter tout débordement? *A posteriori*, ces «oublis» révèlent combien le discours *assimilationniste* déteint sur la plupart des militants et, en particulier, sur les « Beurs publics » qui, en quête de reconnaissance par les autorités, s'autocensurent. Au risque de leur dépersonnalisation. Il y aurait tant de choses à dire sur le mot même de *ramdam*, passé dans le vocabulaire courant, qui montre à quel point dans l'imaginaire populaire français le mois de ramadan et les fêtes musulmanes sont devenus synonymes de bruit. Un bruit ainsi renvoyé à une altérité nuisible qui désinhibe les pulsions racistes. D'ailleurs, on n'a sans doute pas mesuré alors l'impact sur les esprits des soudaines charges gouvernementales contre les ouvriers «intégristes» : en réaction aux grèves des travailleurs immigrés dans l'automobile, le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy avait déclaré qu'ils ont « peu à voir avec les réalités françaises ». Jean Auroux, ministre du Travail, s'en était pour sa part vivement pris à une expression religieuse «extrasyndicale» allant à l'encontre de « l'intérêt national ». « Lorsque des ouvriers prêtent serment sur le Coran dans un mouvement syndical, il y a des données extrasyndicales, il y a un risque de déstabilisation politique ou sociale de notre pays\*. » Des médias et des humoristes ont surenchéri. *France Soir* vit des « aya-tôliers » partout, et Thierry Le Luron brocarda les 3-8

---

\* Jean Auroux sur France Inter le 10 février 1983.

à l'usine, désormais réparties entre « arrêt de travail, grève et prière ». Les uns et les autres flattaient ainsi un certain racisme ouvrier, selon lequel les travailleurs français ne seraient plus chez eux dans leur propre usine, leur propre quartier et se verraient dépossédés de leurs traditions syndicales. De quoi attiser un peu plus la haine, individuelle ou collective. Celle-ci éclata au début de janvier 1984 à Talbot-Poissy sous forme d'affrontements raciaux entre non-grévistes de l'encadrement CSL (Confédération des syndicats libres, le syndicat maison du groupe Citroën\*) et grévistes immigrés, violemment chargés aux cris d'« Au four, à la Seine ». Lors de l'évacuation des immigrés blessés, on chanta *La Marseillaise*. Ces événements se déroulèrent tout juste un mois après l'arrivée triomphale de la Marche à Paris\*\*. Mais, le 12 janvier, seuls quelques marcheurs défilèrent à Paris en soutien aux grévistes attaqués derrière la banderole « Nous sommes tous des immigrés de chez Talbot ».

#### LES « FOLLES DE LA PLACE VENDÔME »

Le 21 mars 1984, 14 familles de victimes de crimes racistes ou sécuritaires, dont celle de Taoufik Ouanès, se sont donné rendez-vous devant le ministère de la Justice, place Vendôme à Paris, pour obtenir un entretien avec le garde des Sceaux Robert Badinter. Quelque 200 personnes

---

\* Sur ce point, voir « Les conflits Talbot, du printemps syndical au tournant de la rigueur (1982-1984) », par Nicolas Hatzfeld et Jean-Louis Loubet, <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-151.htm>

\*\* Voir le livre et le film *Douce France, la saga du mouvement beur*, de Mogniss H. Abdallah et Ken Fero, 81 mn, 1993.

les accompagnent, parmi lesquelles des membres des associations et collectifs qui ont participé à la Marche pour l'égalité, ainsi que quelques intellectuels et artistes. Mobilisés sous l'impulsion de l'universitaire lyonnaise Jeannette Colombel et de la chanteuse Dominique Grange, ces derniers ont lancé un appel public au ministre de la Justice pour qu'il accueille en personne les familles. Peine perdue. Douze d'entre elles sont bien reçues, mais par le directeur de cabinet et deux adjoints. Une petite délégation est également reçue à l'Élysée. Pendant ces entretiens, les manifestants entament une ronde sur la place Vendôme. Une représentante du mouvement de solidarité avec les mères de disparus en Argentine, connues sous le nom des « Folles de la place de mai », encourage l'assistance en rappelant qu'au départ ce mouvement qui a frappé l'opinion internationale ne regroupait pas plus de sept familles. D'après une confidence de ses conseillers, Badinter lui-même aurait très mal pris ce rapprochement avec la dictature argentine. Ce à quoi il a été répondu qu'il ne s'agissait pas de comparer des régimes politiques, mais d'entendre enfin la douleur des mères et des familles face à la disparition des leurs. Lorsqu'on manifeste sous le slogan « Plus jamais ça », régulièrement repris y compris par les ténors socialistes au moment de l'affaire Malik Oussekkine, viendrait-il à quiconque l'idée d'une comparaison douteuse avec l'holocauste nazi?

La démarche des « Folles de la place Vendôme » ne part pas d'une défiance *a priori*. Elle résonne davantage comme un appel de détresse adressé à l'opinion et aux pouvoirs

publics. Il y a là une forte demande de justice de la part des familles, qui espèrent encore une « justice juste » et une intervention politique en ce sens, contrastant avec l'incrédulité ambiante vis-à-vis de l'institution judiciaire. Certes, toutes savent que la bataille sera longue et rude. Mme Mirval, la mère de Patrick Mirval, est là pour en témoigner. Cela fait alors presque dix ans que cette mère-courage se bat pour « rouvrir le dossier » de son fils, mort par strangulation lors de son transfert au mitard le 22 février 1974. Le juge d'instruction a entériné la version de l'administration pénitentiaire, aussi confuse soit-elle, d'une « possible fragilité cardiaque » de ce grand gaillard guadeloupéen de 20 ans ou de la « folie » d'un « psychopathe », « insolent » et « menaçant ». Bref, Patrick Mirval, homme en colère, serait seul responsable de sa propre mort. Mais des détenus et des intervenants en prison ont témoigné d'un passage à tabac et de l'étranglement. Cette vérité-là, mise en évidence par la contre-enquête de Bernard Cuau dans *L'Affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime*<sup>\*</sup>, Mme Mirval veut la faire partager à l'opinion publique. « Quelle que soit la décision de ceux qui nous jugent, plutôt que de se laisser prendre encore une fois aux débats sur l'idéologie, la théorie et la pratique, et si la tâche politique de maintenant n'était pas de produire de la vérité, de l'objecter partout où c'est possible, d'en faire un point de résistance irréductible ? La vérité n'est jamais politiquement indifférente ou inutile », comme l'écrit Michel Foucault dans la préface. Aux côtés des autres

---

<sup>\*</sup> *L'Affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime*, op. cit.

mères, pères, frères, sœurs et cousin-e-s des victimes de crimes racistes ou sécuritaires, immigrés ou Français, Noirs ou Blancs, Mme Mirval interpelle cette fois encore le garde des Sceaux. Un homme qui incarne, à travers son combat pour l'abolition de la peine de mort récemment votée par l'Assemblée nationale (le 18 septembre 1981), la possibilité même d'une intervention politique, dès lors qu'il y en a la volonté, y compris à contre-courant de l'opinion publique.

« À CHAQUE FENÊTRE, JE VOIS UN 22 LONG RIFLE »

« Monsieur Mitterrand, monsieur Badinter, faites que ces tirs cessent, parce qu'à chaque fenêtre, je vois un 22 long rifle », s'écrie pour sa part Mme Hachichi, la mère de Wahid, un lycéen de 18 ans tué le soir du 28 octobre 1982 dans le centre-ville de Lyon, à proximité d'un commissariat de police et du consulat d'Algérie. Son meurtrier, Nicolas Bardelli, affirme avoir tiré depuis sa fenêtre pour faire fuir des jeunes qui rôdaient autour de sa BMW et qui, d'après lui, s'apprêtaient à voler son autoradio. Le lendemain, la presse régionale titre sur un « drame de l'autodéfense » et sur « la vie brisée de Nicolas Bardelli », portrait-photo à l'appui. Wahid Hachichi, lui, est présenté comme un quelconque voleur de voiture. Son frère, Naguib, refuse cette inversion des rôles, où le coupable est métamorphosé en victime. Il n'admet pas non plus les appels à ne pas réagir. Il prend la parole pour le faire savoir : « Éducateurs, adjoints, consul, etc., même des jeunes issus de notre propre communauté

– je l’ai entendu de mes propres oreilles – nous demandent de ne pas élargir le fossé entre Français et immigrés... Si un gars perd son frère et qu’il continue à réagir comme avant, c’est ça qui me fera peur\*. » Il engage dès lors un méticuleux travail de contre-enquête sur les faits et se dévoue sans compter pour réhabiliter la mémoire de Wahid. Au début, seul avec quelques amis de son quartier des Écharmeaux à Vaulx-en-Velin, il lance Wahid-Association. La libération du meurtrier, six mois après les faits, pousse l’ensemble de la famille à rejoindre l’action publique pour sortir de l’abattement. Des contacts sont établis avec d’autres familles, en banlieue lyonnaise et ailleurs en France, alors que des affaires de meurtres se multiplient.

La campagne électorale pour les municipales de mars 1983 bat son plein. Elle est marquée par une surenchère sécuritaire aux conséquences dramatiques. Dès la rentrée 1982 à Bron (dans l’est lyonnais), des élus d’une droite revancharde s’affichent avec un groupe de joueurs de pétanque en conflit ouvert avec des jeunes des cités et participent à la toute nouvelle association Sécurité individuelle pour tous. Ils alimentent un climat d’affrontement entre rapatriés, immigrés sud-européens et Maghrébins cohabitant au sein des mêmes cités. Le 28 septembre 1982, cette tension endémique tourne au drame : Ahmed Boutelja, Algérien de 25 ans, est tué dans la cité de transit du quartier Saint-Jean, à Bron, à la suite d’un énième conflit de voisinage. Son meurtrier, Jean-Claude Lopez, habitant de la

---

\* Naguib Allam, dans « À la mémoire de Wahid Hachichi », *Sans Frontière*, été 1983.



cité, n'a pas tiré moins de 12 balles. Il a la réputation d'être membre d'un groupe de légitime défense surnommé Cobra (un groupe OAS du même nom a existé pendant la guerre d'Algérie). Leur sentiment d'exaspération va aller *crescendo* : quelques semaines après, Bernard Taffine, l'inspecteur de police chargé de l'enquête sur la mort d'Ahmed Boutelja, blesse grièvement Mohamed Abidou, 41 ans, lors d'une rixe à la sortie d'un restaurant. Bien qu'inculpé d'homicide volontaire, il bénéficie d'une libération conditionnelle, tandis que 150 policiers manifestent dans la rue en sa faveur au moment de la reconstitution des faits. Jean-Claude Lopez est libéré le 16 mars 1983. Trois jours auparavant, la campagne municipale s'est terminée par un énième meurtre, cette fois à Marseille : une bombe explose à proximité de la cité de La Cayolle, tuant un petit Gitan. Le lendemain, une manifestation de protestation appelée par les habitants et les organisations antiracistes est interdite par le maire réélu et ministre de l'Intérieur Gaston Defferre. Raison invoquée : il faut « calmer les esprits ».

« LE TEMPS EST VENU DE DÉPASSER LES PLEURS  
ET DE PASSER À L'ACTION »

Les préparatifs de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, qui part symboliquement le 15 octobre 1983 de la cité de La Cayolle, ont montré combien était prégnante dans les cités la question des meurtres racistes ou sécuritaires, ainsi que celle des violences policières. Cependant, les

réseaux chrétiens qui, sous la houlette de Christian Delorme et du pasteur Jean Costil, ont pris en charge l'organisation officielle de la Marche privilégiant un message consensuel de fraternité et « une stratégie d'action non violente », « au grand dam du collectif des associations de jeunes de la région lyonnaise », écrira Delorme. Dans un texte-bilan, il affirme que son action a eu pour effet de « court-circuiter » les velléités d'auto-organisation, voire « la tentation de la guérilla urbaine » (*sic!*) de Rock against Police\*. Certes, il ne conteste pas la gravité du conflit entre jeunes et policiers, mais parle « d'interventions policières légitimes mal conduites » et reporte la responsabilité de tensions excessives sur le dos de « certains secteurs de la police », un sous-entendu qui vise des syndicats de droite suspectés de provocations séditionnelles. Ce discours, appuyé dans la presse par quelques scènes de fraternisation des marcheurs avec les motards de la police, est à même d'amadouer le gouvernement socialiste, au sein duquel il a de nombreuses entrées. Il ne réussira pas pour autant à empêcher des initiatives autonomes. Quelques groupes critiquent son « âme missionnaire » et sa « stratégie des coulisses » au point de prôner le boycott. Mais réintroduire des revendications plus conflictuelles au sein même d'une marche à vocation œcuménique, dans le souci du débat contradictoire et non pas dans un esprit de défiance ou de récupération, se révèle bien plus porteur. Il s'agit de se côtoyer sans s'exclure. Il y aura donc plusieurs marches dans la dynamique de la Marche.

---

\* Christian Delorme, « Le mouvement beur a une histoire », Les Cahiers de l'Angi, 1984.

Le Collectif jeunes-Paris organise ainsi, le jour même du départ de la Marche, un hommage aux manifestants algériens du 17 octobre 1961, victimes du plus grand massacre d'État à Paris depuis la Commune. Plusieurs groupes se coordonnent au niveau national pour organiser des « forums justice » sur le parcours. La veille de son étape lyonnaise, le 28 octobre, Wahid-Association accueille un groupe de marcheurs – dont plusieurs membres de l'association SOS Avenir Minguettes – pour un premier forum à Vaulx-en-Velin. Ils écoutent avec un grand respect les mères, les sœurs, les frères et les amis de victimes, dont certains sont venus de Marseille ou de Nanterre. Ici, pas de Monsieur Loyal pour formater l'événement en meeting politique ou en spectacle médiatique. Ni de militants professionnels, d'experts de la chose judiciaire ou d'autres intermédiaires pour filtrer la parole. On remarque d'ailleurs l'absence de la scène antiraciste lyonnaise, ainsi que celle des avocats, des magistrats ou des journalistes.

Debout et ensemble sur la tribune, les intervenants donnent, à travers la relation de leur expérience propre, une visibilité nouvelle à ce qui n'apparaît désormais plus comme une simple accumulation de « faits divers », mais bien comme un fait de société majeur. S'exprimant avec une facilité qui les surprend elles-mêmes, les mères soulèvent les tripes de l'auditoire. Leurs témoignages, submergés par l'émotion, communiquent douleur et quête de justice, et rendent impunité et inaction insupportables,

intolérables. Comme le dira Hanifa Boudjellal, la sœur de Zahir, tué à Marseille en 1981, « le temps est venu de dépasser les pleurs et de passer à l'action », à la fois par l'entraide entre les familles, par le suivi des dossiers judiciaires et par l'interpellation des pouvoirs publics à tous les échelons. Aux discours moraux généraux et abstraits, il faut opposer l'aide concrète pour soutenir moralement, psychologiquement et matériellement les familles. Les frais de justice coûtent cher, mais une certaine pudeur empêche souvent d'en parler, alors que certaines familles y consacrent toutes leurs économies, voire s'endettent.

C'est ainsi que naît l'idée de constituer une association nationale des familles. Remotivée, Hanifa rentre chez elle et organise avec l'Association des femmes maghrébines en action (Afma) de Marseille un nouveau forum justice, le 24 novembre, à la Maison de l'étranger. Il y est beaucoup question de mobilisation pour les procès à venir, dont celui du CRS Taillefer, le meurtrier de Lahouari Ben Mohamed. Sur le plan judiciaire, l'action vise à faire renvoyer le meurtrier aux assises pour homicide volontaire. Maître Gilbert Collard, avocat de la famille, plaide en ce sens, mais n'évoque plus le crime raciste. Ce choix, fait sans débat et mal accepté, témoigne du malaise dans les rapports entre les avocats et le public. Dans le cas présent, il est d'autant plus perceptible que maître Collard joue de son bagout de ténor du barreau pour impressionner et faire valoir ses vues. Le crime raciste n'est pas reconnu en droit, affirme-t-il à la famille et aux amis interloqués.

Le 18 juin 1984, la cour d'assises d'Aix-en-Provence condamne le meurtrier de Zahir Boudjellal à cinq ans de prison, dont trois avec sursis. Son avocate, connue par ailleurs pour son militantisme antiraciste, a ainsi réussi son pari : en citant une quinzaine de braves citoyens (agents de maîtrise, médecins, pharmaciens, responsables du comité d'intérêt de quartier) au discours sécuritaire accusateur, elle a fait passer l'insécurité pour la véritable coupable de la mort de Zahir.

Le 24 septembre 1987, le CRS Taillefer comparait à son tour devant les assises d'Aix. Il est condamné à dix mois de prison dont quatre avec sursis. Une « trahison » s'exclamera Mme Ben Mohamed, « il a tué Lahouari et la justice l'a tué une deuxième fois ! » À nouveau, l'avocat Gilbert Collard se démarque de la mobilisation en déclarant impossible la contestation de la chose jugée et irrecevable la demande d'une révision du procès. Tout au plus concède-t-il la possibilité d'une « révision morale » par un travail de mémoire.

INTERVENIR DANS LES DOSSIERS,  
NE PAS RESTER DES SPECTATEURS PASSIFS  
DE LA JUSTICE

Le besoin d'une meilleure coordination entre les campagnes publiques et le suivi spécifiquement judiciaire des dossiers revient comme un enjeu majeur dans chaque affaire. Le 6 novembre 1983, à Nanterre, l'association Gutenberg

organise, au cœur même de la cité de transit où est mort Abdennbi Guémiah, un grand hommage à ce lycéen d'origine marocaine, tué à coup de fusil par un pavillonnaire voisin tout juste un an auparavant. Abdennbi rentrait de la mosquée. D'après les gamins, le tireur visait « la cité » et ses habitants dans leur ensemble, comme d'autres pavillonnaires l'avaient fait avant lui. Le meurtrier en voulait aussi aux Gitans qui cherchaient à se brancher sur son réseau électrique.

Au rassemblement sous chapiteau, 1 500 personnes sont présentes, parmi lesquelles plusieurs familles de victimes, ainsi que des représentants du Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature. On note une forte présence des familles du quartier : Mme Guémiah, derrière son apparence effacée, a en effet réussi à les mobiliser grâce à ses réunions d'appartement entre femmes. Elle les a convaincues du bien-fondé de l'action des jeunes.

Maître Jean-Pierre Choquet, un des avocats de la famille Guémiah, est un homme de terrain qui suit depuis des années la situation des habitants de la cité de transit, notamment pour obtenir leur relogement. Par une présence constante, il a su établir une relation de confiance durable avec les gens. S'adressant à l'auditoire comme un « porte-voix » de la famille devant la justice, il précise qu'en aucun cas il n'entend se substituer à elle. Parties civiles, parents, frères et sœurs d'Abdennbi « savent absolument tout ce qu'il y a dans le dossier, c'est notre façon de travailler, de

les associer au procès qui est en cours ». Après les précautions d'usage pour ne pas violer le secret de l'instruction ni enfreindre les règles professionnelles, il insiste pour dire qu'il ne faut pas rester simplement spectateurs de la justice. Il y a des moyens d'intervenir dans le cours même du suivi du dossier. Des pièces tendant à salir la réputation de la cité de transit et de ses habitants, présentées par la défense du meurtrier, ont ainsi été récusées. Dans le même temps, les membres de l'association ont mené des actions publiques pour dénoncer la mise à l'index de la cité Gutenberg comme un « foyer d'insécurité », dont « les voyous devront être chassés de la ville ». Le siège de *L'Éveil*, journal local du Parti communiste qui relaie cette stigmatisation, sera par exemple occupé pour exiger un droit de réponse. Abdennbi lui-même avait dénoncé le caractère criminogène et mortifère de cette prose sécuritaire lors de la préparation d'un concert-rassemblement Rock against Police à la cité, le 8 mai 1982.

Pour autant, les avocats ne partagent pas forcément toutes les options du mouvement Gutenberg, ce qui ne leur est d'ailleurs pas demandé, et se cantonnent dans une certaine obligation de réserve. Aussi, l'association déclarera-t-elle de son côté son intention de se porter elle-même partie civile, considérant qu'elle a subi un préjudice grave et direct. Abdennbi en était trésorier et membre fondateur. Au-delà, l'un des objectifs de cette revendication consiste à conquérir un nouveau droit : celui pour les associations de se constituer partie civile dans les affaires de crimes

racistes ou sécuritaires. Lors de cette rencontre publique à Nanterre, Mme Guémiah et Mme Hachichi, intervenant côte à côte, s'imposent naturellement comme les deux porte-parole de l'Association nationale des familles des victimes des crimes racistes, qui commence à se doter d'une plate-forme de revendications formulées au cours des différents forums justice et d'autres réunions privées ou publiques (hommage à la personnalité des victimes et soutien moral et financier à leur famille, reconnaissance comme des associations d'aide aux victimes, commission d'enquête indépendante sur la police et la justice, saisine de la haute autorité de l'audiovisuel, désarmement des beaufs, extension de la loi contre le racisme de 1972 aux violences à caractère raciste, etc.).

Pendant ce temps, alors qu'elle s'approche de Paris, la Marche pour l'égalité est rattrapée par la question des violences policières et des crimes racistes. En effet, aux Minguettes, d'où tout est parti, des CRS tabassent cinq jeunes à L'Ami burger, le 21 novembre. Mais c'est surtout la défenestration de Habib Grimzi par des légionnaires dans le train Bordeaux-Vintimille, la nuit du 14 au 15 novembre, qui choque l'opinion publique\*. Les marcheurs, unanimement, mettent dès lors au centre de leurs revendications le mot d'ordre « Justice pour tous ». À la veille de leur arrivée, ils se rendent à un nouveau forum organisé à Levallois par le Collectif jeunes-Paris.

---

\* Cette affaire va inspirer le film *Train d'enfer*, de Roger Hanin, 1985.



Le lendemain, samedi 3 décembre 1983, les familles des victimes forment les premiers rangs du défilé, suivies par près de 100 000 personnes. Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la Solidarité nationale, promet, au nom du gouvernement, des modifications de la loi pour sanctionner les crimes racistes. Elle parle aussi d'interdire la vente libre d'armes – encore disponibles dans des hypermarchés – et, enfin, elle s'engage à ce que les services de l'État concernés étudient tous les dossiers judiciaires qui lui seront présentés.

PAS DE « CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES »  
POUR LES CRIMES SÉCURITAIRES!

Après le « coup de cœur pour les Beurs », les promesses tardent à se traduire en actes forts. Pour « ne pas désespérer Manufrance », l'un des principaux producteurs français d'armes de chasse, en faillite, le gouvernement se contente d'interdire la vente libre de fusils à plus de 10 coups! Exit donc l'idée de répondre clairement à la revendication de « désarmer les beaufs ». L'État français n'est pas encore prêt à se départir de sa position officielle, formulée en 1963 à l'ONU : « Partout où règnent la loi et les mœurs françaises, la discrimination raciale n'a pas droit de cité. Elle n'a même pas lieu d'être interdite, car c'est là une attitude si naturelle aux Français qu'il n'est besoin d'aucun règlement pour en assurer le respect\* ». Ce type de déni de tout racisme français, culturel ou institutionnel, maintes fois réitéré depuis,

---

\* Cité dans *Arabicides*, de Fausto Giudice, p. 342, La Découverte, 1992.

en dépit d'une réalité flagrante, s'accompagne du scepticisme de nombreux faiseurs d'opinion face à l'ampleur réelle du phénomène. André Glucksmann, contacté pour signer l'appel des intellectuels en faveur des Folles de la place Vendôme, aurait ainsi demandé de faire la part des choses entre crimes racistes et... règlements de compte entre Maghrébins! Combien de fois n'a-t-on entendu le même argument pour contester ou relativiser par exemple le nombre d'Algériens morts lors du massacre d'octobre 1961 à Paris (certains arguant que la guerre fratricide entre MNA et FLN a été bien plus meurtrière que la répression d'État), ou encore pour étouffer les enquêtes sur les *ratonnades* de l'été 1973 à Marseille? Le « nouveau philosophe » aurait également demandé de faire un tri par nationalité afin de comparer les chiffres obtenus avec le nombre de Français tués dans la même période. Un comble, d'autant plus malvenu que la campagne voulue par les familles insiste pour ne pas focaliser l'attention exclusivement sur les motivations racistes et xénophobes, et qu'elle récuse la tendance à une « communautarisation » chauvine : certaines associations organisées par nationalité se mobilisant en effet pour les victimes de leur seule communauté nationale. Au risque parfois de quiproquos cocasses. Ainsi, en rendant visite au responsable de l'Amicale des Algériens à Nanterre, les jeunes de la cité Gutenberg s'entendent-ils dire : « Vous avez raison les gars, allez-y, battez-vous! Nous, on n'est pas des poules mouillées comme les Marocains. » Chacun le toise aussitôt du regard, et pour cause. Ledit responsable

a tout simplement oublié qu'Abdennbi était marocain. Et son frère, présent, n'a pas apprécié !

Parmi les 40 familles désormais regroupées au sein de l'Association nationale des mères et des familles, Arabes, Noirs antillais ou africains, Sud-Européens et Gitans, mais aussi Français blancs se côtoient. Il n'y a pas de tri entre « bonnes » et « mauvaises » victimes. Et la dimension sécuritaire de nombreux cas est mise en évidence. L'affaire Moussa Mezzogh, par exemple, du nom d'un jeune Algérien de 19 ans tué le 17 juin 1983 par un vigile armé à Livry-Gargan à la suite d'un vol de blousons à Radar, incite les familles à une réflexion plus approfondie sur l'articulation entre racisme et motivations sécuritaires. S'il paraît acquis que la motivation raciste sera considérée comme une circonstance aggravante, l'association se bat aussi contre la banalisation de l'idéologie sécuritaire, qui fait de la délinquance, réelle ou supposée, et du « sentiment d'insécurité dans les grands ensembles », une circonstance atténuante pour les tontons-flingueurs, les vigiles et autres cerbères. En associant les dimensions racistes et sécuritaires sans les confondre, elle entend aussi se prémunir contre le risque de hiérarchisation des crimes : d'un côté, les plus odieuses agressions racistes revendiquées comme telles, lourdement sanctionnées ; les autres types d'agressions étant traités avec plus d'indulgence, renforçant du coup le sentiment d'impunité de leurs auteurs, exonérés de l'accusation de racisme. Derrière cette bipolarisation se

profile le dessein politique de faire endosser toute la responsabilité du racisme – réduit à des pathologies individuelles – au Front national et à l'extrême droite.

Entre 1985 et 1987, une série de procès confirme cette tendance, alors que la loi 85-10 du 3 janvier 1985, passée inaperçue, permet enfin aux associations de se constituer partie civile dans les affaires de crimes racistes. Il leur faut néanmoins cinq ans d'existence préalable, ce qui exclut de fait les nouvelles associations, y compris SOS Racisme (créée à la fin de 1984), au profit des institutions traditionnelles de l'antiracisme. De plus, l'accord des familles n'est pas nécessaire. Ainsi, le Mrap se constitue partie civile au procès (en septembre 1985) d'un « nazi solitaire », électeur du FN, meurtrier de deux ouvriers turcs à Châteaubriant. Le procureur évoque en ce personnage « notre honte à tous ». Verdict des assises de Nantes : la perpétuité. Janvier 1986, les trois légionnaires qui avaient défenestré Habib Grimzi dans le train Bordeaux-Vintimille comparaissent devant les assises de Montauban. Verdict : quatorze ans de réclusion criminelle pour l'un, perpétuité pour les deux autres. Enfin, en décembre 1987, la cour d'assises de Nice condamne les deux meurtriers d'Aziz Madak, Marocain de 28 ans tué à Menton, à quinze années de réclusion. Le parquet avait requis la perpétuité. Francis Terquem, l'avocat lié à SOS Racisme, et la Licra, partie civile, tiennent là « leur » victoire face à M<sup>e</sup> Peyrat, avocat de la défense et député FN à l'Assemblée nationale.

« JE COMPRENDS VOTRE LUTTE CONTRE LE RACISME,  
J'EN SUIS PAR PRINCIPE SOLIDAIRE, MAIS DANS LE CAS  
DE MON FILS, CE N'EST PAS MON COMBAT. »

Pour les familles concernées, l'articulation entre luttes contre les crimes racistes et les crimes sécuritaires ne va pas toujours de soi. Ainsi, le père de Marc Pinkert, jeune Français blanc de 20 ans tué par un pavillonnaire à Rueil-Malmaison en mai 1984, exprimera sa gêne lors du deuxième rassemblement de la place Vendôme, le 27 octobre 1984 : « Je comprends votre lutte contre le racisme, j'en suis par principe solidaire, mais dans le cas de mon fils, ce n'est pas mon combat. » Une réflexion qui semble assigner les victimes arabes ou noires à un type de violence raciste dont la nature serait forcément distincte de la violence sécuritaire anti-jeunes subie par les Blancs. Mais qui, en creux, méconnaît le fait que les victimes arabes ou noires sont aussi, pour la plupart, des jeunes parmi leurs pairs. Ce sentiment d'altérité sera en outre conforté par les conseillers du ministère de la Justice, qui insistent pour que chaque famille présente son cas séparément, comme pour mieux les dissocier. Le sens du combat commun réapparaît pourtant dès que M. Pinkert et sa femme énoncent leurs propres intentions de « lutter contre les Dupont Lajoie pour qu'ils ne tuent plus nos enfants » et qu'ils réclament des « sanctions exemplaires contre ceux qui pratiquent le tir à l'homme » et « une réglementation sévère des armes ».

D'autres familles françaises « de souche », participant au rassemblement, se plaignent de l'absence de solidarité sur le terrain. « On est 100 000 à Vitry, et il n'y a personne pour m'aider ! », se lamente Colette Aubourg. Son fils, François-Michel, 21 ans, est décédé après avoir été roué de coups par des pompiers au bal du 14 juillet 1983. Il avait tenté de s'interposer dans une bagarre entre des pompiers et des jeunes Arabes et Noirs. Des jeunes qu'il connaissait bien du temps où ils se bougeaient ensemble pour Kader de Vitry. François-Michel, musicien à ses heures, avait même composé une chanson pour Kader de Valenton, qu'il avait personnellement fréquenté dans un foyer de jeunes. Ils avaient lutté ensemble contre une tentative d'expulsion locative de sa mère, à la cité de transit des Marronniers. L'appartement de Mme Aubourg fut alors un lieu de passage, de réunion ou de fête. Mais, depuis la dispersion des cadres militants, passés à autre chose, la solitude et le sentiment d'être maudit ont repris le dessus. Comme si la lutte à Vitry n'avait servi à rien. Plane alors un malaise, peut-être même un non-dit en forme de ressentiment : la solidarité collective serait-elle moindre dès lors que les victimes sont françaises et blanches ?

Reste le réconfort et la solidarité humaine auprès des autres familles de victimes mobilisées, toutes origines mêlées, et leurs rares soutiens réguliers, pour l'essentiel des femmes. Colette Aubourg, partageant la même précarité sociale que les familles immigrées de sa cité, s'est toujours élevée contre ce qu'elle nomme elle-même un *racisme anti-jeunes*. Elle sait très bien que son fils défunt fréquentait de jeunes

amis arabes, qu'il prenait leur défense et ce jusqu'au soir même du drame. Elle ne considère pas pour autant qu'il a été la victime collatérale du seul racisme anti-Arabes. Un point de vue que partagent peu ou prou d'autres familles de victimes, elles-mêmes issues de l'immigration. Comme celle de Zouaoui Benelmabrouk, Français d'origine algérienne, 23 ans, tué par un policier dans la nuit du 6 au 7 mai 1984 sur un boulevard des Maréchaux. Avec des amis de Montrouge, il était allé à Paris pour s'acheter des cigarettes. Frères et sœurs récusent le label de « crime raciste » brandi par certaines organisations avant même de connaître les faits et le contexte précis. Pour la famille et son avocat, Jean-Pierre Mignard, il s'agissait avant tout de faire reconnaître le caractère criminel, et non pas accidentel, de l'acte. Cela, au-delà de toute surdétermination idéologique (ce qui n'empêche pas des actions dites « radicales », comme l'occupation de la cour intérieure de la préfecture de police de Paris pour y organiser une retentissante conférence de presse). Sur ce point, au moins, la famille obtiendra satisfaction aux termes d'une longue procédure judiciaire : le 12 octobre 1990, la cour d'assises de Paris condamne le policier Christian Holz à trois ans de prison avec sursis, avec inscription au casier judiciaire, ce qui entraîne en principe sa révocation de la police nationale. Instigatrice de l'Association 102 à Montrouge, elle rejoint aussi les Folles de la place Vendôme. C'est d'ailleurs à son contact qu'est formellement complété le nom de l'association des familles sous l'appellation Association nationale des familles des victimes des crimes racistes ou sécuritaires.

L'HOMMAGE À ABDENNBI GUÉMIAH À NANTERRE.  
GAGNER RESPECT ET DIGNITÉ EN JUSTICE,  
C'EST POSSIBLE!

N'ayant pas encore cinq années d'existence légale, l'association Gutenberg et l'Association nationale des familles ne pourront pas se constituer parties civiles en tant que telles lors du procès du meurtrier d'Abdennbi Guémiah, qui s'ouvre à la fin de janvier 1985 devant la cour d'assises des Hauts-de-Seine, à Nanterre. Les avocats restent partagés quant à l'idée de ferrailer malgré tout pour que les associations puissent intervenir en leur nom propre dans l'enceinte judiciaire. Cela ne risque-t-il pas de faire diversion? Au sein même de la famille, on s'interroge : une parole autonome, non cadrée, imprévisible ne pourrait-elle pas indisposer les jurés? Abdelghani, un des frères très actifs dans la mobilisation, est lui-même tiraillé face à ces craintes. Il ne faut pas laisser planer le doute sur une quelconque velléité d'instrumentalisation. Hors de question pour les deux associations de jouer sur d'éventuelles différences de vues entre membres de la famille : il est au contraire impératif de rechercher et de consolider les points d'unité indéfectible en son sein. Alors, tant pis pour la concession qui consiste à déléguer leur pouvoir de représentation en justice. Cependant, elles seront indirectement représentées par la famille, notamment par la mère et par Abdelghani, plutôt offensif, qui sauront tout au long des audiences faire prévaloir leurs prérogatives comme parties civiles avec beaucoup de dignité.



Paradoxalement, c'est le président de la cour lui-même qui citera en référence les principales actions publiques des mères de famille, signifiant avec bienveillance à la salle qu'il a bien reçu « le message des amis d'Abdennbi ». L'avocate générale, Mme de Givry, rendra un hommage appuyé à la victime, « cet individu pacifiste, conciliateur, intelligent », qui représentait l'espoir pour sa famille, pour les jeunes enfants de la cité dont il s'occupait, mais aussi pour les jeunes de sa classe du lycée. « On a l'impression que son œuvre continue par son frère, ses amis. » Elle souligne ensuite l'inquiétude grandissante devant la « folie meurtrière », l'attente de justice par la société, avant de requérir quatorze années de réclusion criminelle. Au terme du procès, la cour déqualifie les faits en « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner », mais condamne le meurtrier à douze ans de prison ferme. Le public, médusé, retiendra surtout le volontarisme des juges pour que la justice soit rendue dans le respect des victimes.

Les amis d'Abdennbi ne seront pas dupes des effets de manche moralisateurs et des prétentions pédagogiques de la cour, qui a essayé de leur faire « avaler » l'idée selon laquelle « il n'y a qu'une seule justice en France et non deux justices inégales comme certains le pensent ». Pour eux, ce qui importe c'est le sentiment d'avoir assumé leur serment auprès des parents d'Abdennbi. Ils leur avaient déclaré solennellement après le drame : « Il y en a qui vous apportent des fleurs et rentrent à la maison. Nous, on s'engage à poursuivre jusqu'au bout le combat pour

obtenir justice et pour que le rêve de notre frère Abdennbi, le relogement décent de tous les habitants de la cité de transit, devienne réalité. » Et, de fait, la veille du procès, la dernière famille de la cité quitte les lieux. La réparation morale, victoire symbolique, se double donc ici d'une victoire sociale concrète, qui servira de tremplin pour les habitants des autres cités de transit de la banlieue nord-ouest de Paris, relogés dans la foulée de « l'effet Gutenberg ». Un comité de coordination des cités a en effet assuré le suivi plusieurs années durant. Au-delà, les lascars de Gutenberg ont réussi à dépasser la logique du simple « soutien » à une action locale – aussi large soit-il – pour transformer leur lutte en enjeu national. Avec, au bout, le sentiment d'avoir accompli leur mission.

#### L'AFFRONT LYONNAIS :

« QUE VAUT LA VIE D'AHMED BOUTELJA ?

QUE VAUT LA VIE DE WAHID HACHICHI ? »

L'ambiance est tout autre au début du mois de décembre 1985 à Lyon, lors du procès du meurtrier d'Ahmed Boutelja. Y règne l'intimidation, tant dans le prétoire qu'autour du palais de justice, où est déployé un impressionnant dispositif policier. Le président et l'avocat général rudoient la famille par des interrogatoires infantilisants, et le déballage complaisant des antécédents judiciaires de la victime et des témoins des parties civiles.

Mme Boutelja, d'habitude si loquace, se tait, consternée et résignée. Mais la colère intérieure jusque-là contenue finit par éclater. D'abord dans le cadre d'un échange du tac au tac entre l'avocat général et un témoin de moralité en faveur d'Ahmed Boutelja. « Pourquoi me posez-vous toutes ces questions? Je ne suis pas un assassin! » Applaudissements dans la salle. « Vous savez que votre fils a été condamné? » lui lance l'avocat général. « Et alors? Tous les enfants font des conneries, ça peut arriver à vos fils aussi! » réplique le témoin. À l'énoncé du verdict, cinq années de prison dont une avec sursis pour homicide volontaire, la mère et l'épouse d'Ahmed Boutelja crient à l'injustice. Le président ordonne alors l'évacuation : « Qui est cette femme? Faites la sortir par la force s'il le faut. » Ce faisant, il libère une hargne policière jusque-là contenue. Le père est matraqué, la mère jetée à terre, même le portrait d'Ahmed, accroché aux colonnes du palais de justice, est jeté à bas, profané. Des gaz lacrymogènes sont lancés dans la salle des pas perdus et des chiens démuselés lâchés sur les gens qui tentent de s'interposer pour protéger la famille. On relève plusieurs blessés qui, avec la famille Boutelja, déposeront plainte pour réclamer réparation du préjudice moral et physique subi\*. Le 7 décembre, le palais de justice sera occupé par les plaignants. S'engage alors un long processus de négociation avec les représentants de la justice lyonnaise.

---

\* Voir Mogniss H. Abdallah, Tarek Kawtari et Farid Taalba, « Intimidations et humiliations au procès Boutelja à Lyon, réparez le préjudice subi! » dans *IM'média* spécial justice, automne-hiver 1985-1986.

Le procès dans les mêmes lieux, le 17 février 1986, du meurtrier de Wahid Hachichi se déroule à nouveau sous haute tension. *Le Progrès*, principal quotidien local, titre par avance sur le « quadrillage par de nombreuses forces de l'ordre » aux alentours du palais de justice pour neutraliser les 2000 manifestants attendus. L'Union syndicale des magistrats proteste contre de prétendues « menaces » et « pressions ». Un filtrage tatillon à l'entrée de la salle d'audience gêne considérablement la circulation entre les membres de la famille et les soutiens. Ceux qui ont pu se faufiler à l'intérieur ne retiendront pas grand-chose des débats, menés par une justice lyonnaise discréditée aux yeux des parties civiles et de leurs soutiens. Maître La Phuong, avocat de la partie civile, néglige la contre-enquête de la famille. M<sup>e</sup> Henri Leclerc, de la Ligue des droits de l'homme, déçoit également. Il faut dire qu'il n'a été désigné que trois semaines auparavant pour remplacer au pied levé Paul Bouchet, ex-bâtonnier du barreau de Lyon, qui s'est désisté sans explication au dernier moment.

Le verdict est à l'avenant : cinq ans de prison, dont deux avec sursis. « La vie de Wahid n'est même pas cotée à l'Argus », persifle le caricaturiste Cabu sur le plateau de l'émission « Droit de réponse ». Mais le visage souriant de Wahid Hachichi nous saluant d'un signe amical de la main, affiché sur de grands panneaux publicitaires en ville à la veille du procès, restera gravé dans les mémoires. Tout comme l'interrogation, obsédante, de la famille et des amis : « Que vaut la vie de Wahid ? »

Une telle débauche d'énergie pour arriver à ça ! Les familles lyonnaises, découragées par l'attitude de la justice et des pouvoirs publics, mais aussi déçues par la pusillanimité militante, se retirent de la scène publique, tout en gardant pour certaines le contact entre elles. D'autres vont émerger et prendre la relève. Les associations, conscientes qu'une certaine concurrence puérile a pu nuire à la cohésion d'ensemble de la campagne pour Wahid, s'engagent à surpasser divergences et batailles d'ego pour mieux unir leurs forces.

#### « LA PART DE BLUFF DANS LA MOBILISATION »

Dès l'automne 1985, individus, comités et associations impliqués dans les questions de police et de justice (Accueil et Promotion, Caif, Fasti, Gisti, Hors la Zone, Mrap, Radio Soleil, Radio Beur, Rencar, etc.) mettent en place une coordination à vocation nationale. Des réunions hebdomadaires pour soutenir les campagnes en cours sont organisées en présence de membres des familles des victimes. À l'origine de ce regain d'activités, le procès à venir du meurtrier du petit Taoufik Ouanès, annoncé par un coup de fil affolé de la famille sur le ton de la remontrance : « Pourquoi ne faites-vous plus rien ? » Jusque-là, la mère et la sœur avaient plutôt demandé à ne pas remuer le couteau dans la plaie. Aussi, les militants les plus proches ont-ils fait prévaloir une règle d'or communément admise : les familles sont souveraines quant à la décision d'assurer ou non un suivi judiciaire et

de le porter sur la place publique. On ne prend pas d'initiative sans aval préalable, même si l'on sait par expérience que leurs vases-hésitations sont préjudiciables pour une action efficace dans la durée. Dilemme. Il faut bien faire face aux appels au secours de dernière minute, pour cela il est nécessaire de disposer d'un lieu-ressource. La nouvelle Coordination justice entend répondre à cette situation. Son secrétariat est assuré par l'agence IM'média, qui édite plusieurs publications « spécial justice », réalise un vidéo-journal et des cassettes audio, diffusées sur les radios libres. Dans la foulée du capital de sympathie suscité par les Folles de la place Vendôme, des chroniques sur le suivi judiciaire des crimes racistes ou sécuritaires sont régulièrement publiées dans des médias nationaux ou locaux. L'objectif consiste à s'adresser à un public plus large que les milieux militants ou les seuls lectorats de *Libération* et du *Monde*. Les articles publiés dans la presse féminine ou familiale (*Elle*, *Clair foyer*), s'attachant à la personnalité des mères et aux portraits des victimes, ont un impact inattendu auprès de lectrices peu touchées jusque-là, certaines venant même aux procès comme témoins de moralité des victimes. De même, la reproduction dans le magazine de bande dessinée *À suivre* de l'affiche *La Justice à la tête du client*, dessinée par Jacques Tardi, permet de toucher un public de fans jusque-là peu concerné, notamment au festival d'Angoulême.

IM'média est bien là dans son rôle de « conseil » et de production multimédia, à la fois militante et professionnelle. Plusieurs journaux, qui ne sont plus à un paradoxe

près, reprennent parfois tels quels certains tracts, sans doute parce qu’écrits avec une veine journalistique prêt-à-publier. Pourtant, l’agence s’interroge sur la délimitation de son rôle dans la Coordination justice, ainsi qu’aux côtés des familles et des amis des victimes. Dans un contexte de relative démobilisation, les uns et les autres ont tendance à reporter sur IM’média le rôle d’« écrivain public » administratif pour le suivi juridique des dossiers ou de porte-plume politique. Le nez dans le guidon, il y a le risque de se cantonner à la rédaction de courriers officiels et de ne plus avoir le recul nécessaire pour aller au-delà de la seule propagande. Or, l’agence a beau assumer pleinement une fonction d’*organisateur collectif*, elle n’a pas vocation à servir de *substitut* aux comités ou aux associations à l’activité fluctuante, ni au projet évanescant de collectif d’avocats dédiés. Et, par défaut, à assumer le boulot « ingrat » à la place des militants ou des avocats. Le principe fondateur d’IM’média est l’*empowerment*, c’est-à-dire la transmission d’expérience et de savoir-faire permettant aux acteurs de s’emparer des outils de communication pour élaborer leur propre narration. De ce point de vue, il est important de rappeler que les principales initiatives (forums justice, rassemblements à Nanterre, Vaulx-en-Velin ou place Vendôme) ont été imaginées et conduites par les familles et les amis eux-mêmes, appuyées ensuite par des militants ou intellectuels *organiques*.

Ceci étant dit, s’afficher aux côtés des familles ne suffit pas à établir une légitimité politique *a priori*, et la complaisance démagogique ne constitue pas la meilleure

forme de solidarité. Tarek Kawtari (ex-Collectif jeunes-Paris, Convergence 84, Coordination justice) met ainsi en garde contre « la part de bluff dans la mobilisation », un « bluff » sur les faits, sur l'état des dossiers ou sur les démarches effectivement entreprises, parfois alimenté par des familles ou certains de leurs membres\*. Il relève ainsi les effets pervers d'un affichage public militant et velléitaire, déconnecté d'un engagement familial réel, faisant dans plusieurs cas l'impasse sur l'absence de coordination intrafamiliale pour cause de brouilles diverses. Pas question bien sûr d'interférer dans des histoires privées ni de les étaler en public. Néanmoins, elles ne doivent pas être négligées dès lors qu'elles ont des retombées négatives sur l'action publique. Mme Melyon, toujours d'attaque depuis la mort de son fils Lucien en octobre 1977, ne cesse de répéter : « Le travail se fait dans les familles\*\* ! » En racontant sa propre histoire et ses multiples prises de bec avec ses proches, à commencer par son mari, elle témoigne avec force qu'il faut aussi se battre pour forger l'unité intrafamiliale sur la longue durée. Il y a le fatalisme ambiant, des humeurs changeantes et des va-et-vient incessants entre impossible oubli et volonté de mémoire. On entend souvent dire : « Laissez nos morts reposer en paix », « on souffre déjà assez comme ça ». Et puis il y a la crédulité persistante vis-à-vis des avocats désignés, plutôt méfiants à l'égard des mobilisations publiques. Une méfiance parfois partagée

---

\* Voir IM'média, spécial justice, automne-hiver 1986.

\*\* Vidéo-news n° 1, *22 ça craint !* IM'média, 1985.



par des amis des victimes, et qui peut donner lieu à de violentes empoignades : « Salauds ! Un frère est mort et vous, vous déliez sur la politique... Toi [et tes “projets viables”], t’es qu’un fumier ! Tu veux faire ton bénéfice sur la mort d’un ami... » Cette diatribe, clamée dans la pièce de théâtre *En attendant l’association*, reflète des situations maintes fois vécues. Elle résume le soupçon récurrent d’opportunismes individuels ou d’instrumentalisation à d’autres fins, elle exprime aussi en creux les tensions internes aux groupes des proches des victimes, qui se demandent comment s’organiser sans prêter soi-même le flanc aux détournements de leur cause initiale. Par instants, la réponse jaillit sans tergiversation. Ainsi, lors de la préparation en catastrophe du procès du meurtrier de Taoufik Ouanès, prévu les 21 et 22 avril 1986 devant les assises de Bobigny, tout le monde bondit à l’idée que l’association France Plus se constitue partie civile au nom de la famille. Hors de question que cette nouvelle structure, sorte de pendant « beur » de SOS Racisme, utilise l’affaire Taoufik Ouanès comme tribune pour ses visées ouvertement électoralistes autour du vote de la « communauté » des Français musulmans. S’ensuivent d’âpres discussions avec l’avocate pressentie, Malika Ouarti, qui finira par reconnaître la bévue. Avec son confrère Christian Bourguet, elle tente de rattraper le temps perdu sur un dossier en friche. Pour un résultat mitigé : le meurtrier sera condamné à cinq ans de prison, dont deux avec sursis. La mobilisation, malgré une présence militante et une forte délégation lyonnaise, aura été

faiblarde. Les jeunes de la cité des 4000 n'ont pas fait le déplacement, justifiant leur absence par le « dégoûtage » vis-à-vis des pugilats idéologiques antérieurs.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE :  
L'APPORT DU BLACK PARENTS MOVEMENT  
(GRANDE-BRETAGNE)

Cependant, la réflexion se poursuit sur la façon de s'organiser de manière autonome tout en préservant les alliances possibles. Des échanges d'expérience ont lieu avec le Black Parents Movement en Angleterre (BPM), créé en 1975 par les parents de Cliff McDaniel, un lycéen arrêté et tabassé par la police à Haringey (Londres), puis poursuivi pour « outrage ». Cliff et ses amis constituent de leur côté le Black Students Movement (BSM). BPM et BSM mènent campagne ensemble, et obtiendront en appel son acquittement. Depuis, le BPM a pris une envergure nationale.

Intéressés par la situation en France, plusieurs membres du BPM se déplacent pour soutenir l'action des familles et pour lui conférer une dimension internationale (interventions de Michael La Rose du BPM et de Leïla Hassan du collectif Race Today de Brixton à des meetings et à des procès à Lyon, réalisation du documentaire *Licence to Kill* sur les mères de la place Vendôme, diffusé sur Channel 4, participation du *dub poet* Linton Kwesi Johnson – alias LKJ – à des concerts en solidarité, etc.).

Roxy Harris, par ailleurs responsable d'une *Supplementary School* (école du soir dispensant un enseignement de base) rappelle le principe inspiré par l'intellectuel organique John La Rose qui prévaut au BPM : « Il est essentiel que les personnes impliquées avec les familles et les amis des victimes constituent le noyau central de toute campagne, aucune organisation politique ne doit s'imposer ni agir en votre nom sans un accord direct et explicite\* ». »

Dans le poème *Independant Intavenshan* (« Intervention indépendante »), LKJ scande : les groupes d'extrême gauche, la Commission pour l'égalité raciale ou les syndicats du TUC « *can't set wi free/can't dhu it fi wi* », (« ils ne peuvent pas nous libérer/ils ne peuvent pas le faire à notre place ») et que les travaillistes « *dem naw goh fite fi wi rites* » (« ils ne vont pas se battre pour nos droits »). LKJ, membre de Race Today et du BPM, a pris part à l'organisation de la Black People's Day of Action du 2 avril 1981, mobilisant 20 000 personnes contre l'incendie criminel raciste qui a provoqué la mort de 14 jeunes Noirs à New Cross (Londres), deux mois auparavant. Il a célébré *Di Great Insohrekshan* (« la grande insurrection ») partie de Brixton en avril 1981 à la suite de l'opération de police *Swamp 81* (« submersion de la délinquance »), avant de s'étendre à tout le pays. Dans ses textes-chansons, il met aussi en garde contre *Di Black Petty-Booshwah*, les petits-bourgeois noirs, en bien des points similaires aux « Beurgeois » de France. Il

---

\* Interview de Roxy Harris dans *L'Europe multicommunautaire*, IM'média/Plein Droit, 1989-1990 et Roxy Harris, *Foundations of a Movement – A tribute to John La Rose*, George Padmore Institute, London, 1991.

n'épargne pas les Born again Blacks, ces nationalistes noirs qui perçoivent les Noirs comme le seul groupe opprimé et qui tendent à exclure les autres communautés de la lutte\*.

Selon Race Today et le BPM, « *Black is a political colour* ». Le noir est une couleur politique contre la domination normative britannique blanche. Depuis la fin des années 1970, des Indo-Pakistanaï, Turcs, Arabes ou Irlandais se reconnaissent dans cette identité politique noire. Il en va de même pour ces jeunes chômeurs blancs côtoyés dans les *inner cities* paupérisés, qui ont rejoint la révolte. Selon Darcus Howe (Race Today), Noirs et Blancs subissent un harcèlement policier dont les principes remontent à la période de l'industrialisation du pays et qui ont pour objectif de les discipliner, de « les forcer au travail ». Toute autre activité devient suspecte, d'où la *sus-law* et les contrôles policiers à l'origine des émeutes. Darcus Howe défend l'idée que les chômeurs sont partie prenante d'une classe ouvrière en recomposition. S'attaquer à leurs activités revient dès lors à s'attaquer à la classe ouvrière elle-même. Aussi préconise-t-il de construire une alliance politique autonome de classe, tout en prédisant qu'à l'avenir, si l'on n'y prend pas garde, la dimension de classe pourrait céder à une perception exclusive de race\*\*.

Toutes générations confondues, les militants du BPM s'assument comme *Black British*, autour du mot d'ordre

---

\* LKJ, *Inglan is a Bitch*, Race Today Publications, Londres 1980 et *Tings an'Times*, Bloodaxe Books, Londres 1991.

\*\* Voir Darcus Howe, *From Bobby to Babylon, Blacks and the British Police*, Race Today Publications, avril 1988, Londres.

« *Come what may we are here to stay* », l'équivalent du « J'y suis, j'y reste » en français, et insistent sur l'importance de l'unité des parents et des nouvelles générations autour de cette affirmation. Différence notable avec l'absence, ou du moins la faiblesse en France, de transmission intergénérationnelle des luttes : les Noirs britanniques ont maintenu un fil continu entre luttes anticoloniales, postcoloniales et luttes *ici et maintenant*. De plus, des figures politiques ou culturelles noires vivent dans les quartiers populaires, ce qui les rend plus accessibles, et elles y créent des institutions indépendantes (librairies, centres d'information et de ressources, permanences juridiques...). Nombre de campagnes y élisent domicile. Les familles, les amis de victimes du racisme et de l'oppression policière peuvent débarquer à tout moment, y compris au domicile des militants, pour échanger des infos, prendre conseil, discuter... Même le vieux C. L. R. James (1901-1989), qui a bien connu Trotski et le dirigeant ghanéen Kwame Nkrumah, habite là, au-dessus du siège de Race Today, et ne rechigne pas, malgré une santé chancelante, à causer avec ses jeunes visiteurs\*.

Les révoltes des Noirs et la persévérance des familles de victimes en Grande-Bretagne aboutissent à des acquis non négligeables en matière de *monitoring* de la police ou d'*accountability* (l'obligation de rendre des comptes), à la mise en place de commissions d'enquête indépendante

---

\* Voir C. L. R. James, *Les Jacobins noirs, Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Gallimard, 1949. Réédité par les éditions Amsterdam en 2008.

et, au-delà des « pommes pourries dans le panier », à la prise de conscience de l'importance du *racisme institutionnel* dans la police et la justice. Dans une perspective de consolidation de ces acquis, les animateurs du BPM envisagent de les porter au niveau européen et proposent aux militants en France et en Allemagne de participer à un réseau commun, European Action for Racial Equality and Social Justice\*.

En attendant, ils apportent leur soutien aux campagnes en cours par une présence active. Leïla Hassan, du journal *Race Today*, intervient ainsi à nouveau le 28 octobre 1985 à un meeting à Lyon, où une importante campagne se développe autour de la famille de Nordine Mechta, un jeune Algérien poignardé à mort par des videurs de boîte de nuit, à la fin de septembre 1985. Les Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (Jalb), association héritière de Zaâma d'banlieue, groupe de jeunes femmes emmené par Djida Tazdaït\*\*, suivront l'affaire de bout en bout. Et, dans la perspective du procès, ils négocieront avec les services de police et le parquet les conditions de son déroulement, mis sous « surveillance civique » par des « casques blancs », parmi lesquels Tahar Ben Jelloun, Françoise Gaspard ou Salem Kacet. Il est demandé en contrepartie aux Jalb de ne pas manifester sur la place publique, afin de garantir la « sérénité » de la justice. Il faut dire que la donne a changé.

---

\* *Racism Nazism Fascism and Racial Attacks, the European Response*, édité par John La Rose, Londres 1991.

\*\* Éluée députée au Parlement européen en 1989 sur la liste des Verts.

Le président de la cour d'assises, André Cerdini, qui avait déjà dirigé le procès dans l'affaire Wahid Hachichi, a une nouvelle réputation à défendre : celle du fameux procès du chef de la Gestapo nazie à Lyon Klaus Barbie, qui l'a exposé sous les projecteurs de l'actualité internationale durant tout le printemps 1987. De concert avec l'avocat général, il conduit les débats à charge contre « l'exécution » de Nordine Mechta et « l'ordre » des videurs, confrontés à « l'insupportable défi de l'égalité ». Le message est clair : non, les milices privées ne font pas la loi. Maître Garaud, chef de file du mouvement Légitime défense et avocat des videurs, en perd son sang-froid et se lance dans une diatribe pitoyable contre le procureur, les Jalb et les casques blancs. Il sent qu'il a perdu la partie... Le videur meurtrier est condamné le 11 mai 1988 à douze ans de réclusion criminelle, ses deux complices respectivement à six et cinq ans.





DEUXIÈME PARTIE

« PAS DE JUSTICE PAS DE PAIX »



« ABDEL, MALIK, PLUS JAMAIS ÇA »

Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, Malik Oussekiné et Abdelwahab Benyahia, dit Abdel, sont tous deux tués par des policiers, respectivement rue Monsieur-le-Prince à Paris, et aux Quatre-Chemins, à Pantin-Aubervilliers\*. L'affaire Malik Oussekiné défraye la chronique parce qu'elle intervient en plein mouvement étudiant s'opposant au projet de loi Devaquet sur la réforme de l'université. Malik, 22 ans, un étudiant français d'origine algérienne, a été tabassé par deux membres du peloton voltigeur motocycliste (PVM), une unité spécialisée dans la dispersion violente des fins de manifestations. Il est dès lors érigé en victime, symbole des méthodes policières et des lois sécuritaires scélérates du tandem Pasqua-Pandraud. Une victime politique. Étudiant sous dialyse, il est présenté comme « bon Arabe » et « bon Français » (la révélation de son parcours « exemplaire » aura d'ailleurs pour effet de limiter les projets en cours de remise en cause du code de nationalité). Un million de personnes manifesteront en hommage le 10 décembre à Paris et dans plusieurs autres villes sous le slogan « Plus jamais ça ! ». Pour redorer le blason de l'institution policière, les PVM seront dissous et un des

---

\* Voir le film *Abdel pour mémoire*, agence IM'média, 1988.

tabasseurs mis à la retraite d'office. Sur le plan judiciaire, l'affaire n'intéresse guère, et c'est dans un relatif anonymat que deux policiers sont condamnés en janvier 1990 aux assises de Paris à respectivement cinq ans et deux ans avec sursis pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et « violences sans motif légitime par fonctionnaires de police ». Cependant, le nom de Malik Oussekin va continuer à hanter les institutions d'État comme celui de la mort de trop, comme celui d'un niveau de violence dans la répression qui atteint le point de rupture avec ce qui serait « acceptable » pour la société. D'un autre côté, la mémoire de Malik sera honorée sur sa tombe au Père-Lachaise ou sur les lieux du drame, rue Monsieur-le-Prince. Vingt ans après, une plaque à la mémoire de Malik Oussekin sera inaugurée sur les lieux de sa mort. Elle mentionne le fait qu'il a été « frappé à mort » mais ne dit pas par qui. À Ivry et à Vitry, la mention « assassiné par les forces de répression » avait été retirée, en 1987, de plaques commémoratives similaires après une plainte en référé de l'association La France avec la police.

D'abord considérée comme un simple fait divers de banlieue, l'affaire Abdel Benyahia est moins spectaculaire, moins médiatisée, mais elle déclenche un mouvement conséquent sur le plan de la mobilisation populaire et du suivi judiciaire. Un *black-out* initial décuple les efforts de la famille et des amis d'Abdel afin de comprendre ce qui se trame : il faut en effet plus

de quarante-huit heures pour que la famille retrouve le corps d'Abdel à l'Institut médico-légal. Ses frères et amis, témoins directs des faits, avaient tout de suite informé les parents sur une bagarre devant le café Tout est bien, vendredi 5 décembre 1986 vers 22 h 30. Abdel avait voulu s'interposer pour y mettre fin. Un homme a alors crié « Police ! », braquant son arme en direction du groupe et a tiré à bout portant sur Abdel, le touchant en pleine poitrine. On le sait blessé, mais impossible de savoir où il a été emmené. Au commissariat et dans les hôpitaux : silence radio. Et à l'Inspection générale des services, où les témoins sont entendus, on fait croire à un frère d'Abdel que ce dernier est encore vivant. Ce n'est que le lundi que la famille apprend la terrible nouvelle de son décès, en même temps que celle de la remise en liberté du meurtrier, Patrick Savrey, un inspecteur de police judiciaire. La famille, outrée, se constitue aussitôt partie civile, mais les avocats eux-mêmes n'auront accès au dossier que cinq jours plus tard. Ils découvriront que « c'est sur réquisition du ministère de l'Intérieur que le juge d'instruction n'a pas délivré de mandat de dépôt à l'encontre du policier ». Le parquet de Bobigny tarde aussi à communiquer toutes les informations. En fait, le pouvoir est intervenu pour cacher les faits au moment où l'émotion publique atteint son comble avec la mort de Malik Ousseine. Il a eu peur d'un embrasement. Certes, le policier meurtrier n'était pas en service au moment des faits, et il a agi en dehors de son territoire,

de surcroît en état d'ébriété avec 1,89 gramme d'alcool dans le sang. Mais la police parisienne dans son ensemble est alors sur le qui-vive à cause des grandes manifestations étudiantes, violemment réprimées les jours précédents sur ordre d'en haut. Le 4 décembre au soir, plusieurs étudiants ont été grièvement blessés place des Invalides par des jets de grenade lacrymogène à tir tendu. Parmi eux, François Rigal et Jérôme Duval. Et dans la journée du 5 décembre, l'inspecteur Patrick Savrey avait lui-même été consigné dans le commissariat de Madeleine pour parer à toute éventualité. Pas le moment donc d'évoquer d'éventuels « dérapages » dans la police. D'autant que retentit encore le célèbre « je vous couvre » de Pasqua.

Une fois la nouvelle de la mort d'Abdel rendue publique, la jonction n'ira pas pour autant de soi entre les banlieues et les étudiants – qui ont obtenu le retrait du projet de réforme des universités et la démission du ministre Devaquet, mais ont maintenu l'appel à manifester contre la répression et en hommage à Malik. Malgré l'accord passé la veille avec la Coordination nationale étudiante, les amis d'Abdel, rejoints par un cortège d'étudiants de Nanterre, devront jouer des coudes pour s'imposer à la tête de la manif du 10 décembre avec leur banderole : « Abdel, Malik, plus jamais ça ! » Ils ont le sentiment qu'Abdel est « boycotté ». Néanmoins, dans le carré de tête, le contact avec les autres familles des victimes finit par s'établir. Et on prend date pour l'avenir.

## LE COMITÉ JUSTICE POUR ABDEL ET LES AUTRES

Échaudés par cette hostilité inattendue, les amis d'Abdel se retrouvent également confrontés à une tentative de mainmise des « professionnels de l'antiracisme » sur leur mobilisation. À commencer par Harlem Désir, président de SOS Racisme, captant les médias pour stigmatiser « le silence irresponsable des autorités qui cachent la vérité du racisme » (*Libération*, 9 décembre 1986). Ils décident alors de prendre en main leurs propres affaires et constituent autour de la famille le comité Justice pour Abdel et les autres. Basé à la cité des 4000 à La Courneuve, le comité se réunit au centre culturel Jean-Houdrement, au pied de la barre Renoir, où habitait Abdel avec ses parents, ou encore à la bourse des associations dépendant de la mairie communale. Les militants de toute obédience sont les bienvenus à titre individuel, mais on leur demande de laisser sigles et programmes politiques de chacun au vestiaire. Il faut dire que le comité brasse large. Autour de son président Djamel Benyahia, le frère aîné, se regroupe le premier cercle des autres frères et du père, lui-même membre de l'Amicale des Algériens en Europe, ainsi que les amis d'Abdel, pour beaucoup des jeunes de La Courneuve. Dans le cercle des intimes, quelques travailleurs sociaux aussi, un peu en retrait de la scène publique et de ses joutes oratoires, mais *adoptés* par les lascars et leur famille. Tout au long de la campagne qui suivra, les porte-parole du comité seront

exclusivement choisis parmi des membres de la famille et des jeunes des 4000.

Ce premier cercle prend immédiatement en charge les tâches pratiques, le rapatriement du corps à Nedroma en Algérie, les contacts avec les avocats et avec la presse, la détermination des mots d'ordre pour les premières marches dites «silencieuses». Un euphémisme pour évacuer toute récupération opportuniste, mais aussi pour marquer le deuil d'Abdel. Parmi les banderoles retenues : « Tirez, je vous couvre = Abdel est tombé » ou « Halte aux meurtres policiers ». Mais il y a d'abord un grand portrait d'Abdel souriant, pour restituer avant tout la personnalité de ce garçon de 19 ans à qui l'on a soudain ôté la vie. Jeune travailleur précaire à l'optimisme communicatif, il avait monté des animations pour les petits des 4000. D'autres images filmées, en partie diffusées dans l'émission «Taxi» sur FR3 du 12 décembre 1986, le montrent parlant avec ce même air rieur lors d'un stage de formation à la cité de La Villette. À revoir ces images, Abdel apparaît très attachant, en particulier lorsqu'il dit : « Il y a des gens avec qui on peut parler et des gens avec qui on ne peut pas parler. Mais il faut qu'on parle avec eux, parce que c'est notre travail. Et j'aime ça. »

Au comité, il y a ensuite le deuxième cercle des jeunes et des militants d'autres banlieues ou quartiers populaires, de Châtenay-Malabry à Nanterre en passant par Barbès ou le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, eux-mêmes impliqués dans des comités ou initiatives contre d'autres violences racistes ou sécuritaires, ou encore contre des incendies criminels de



logements. Des contacts préexistaient, notamment depuis la mort du petit Taoufik en juillet 1983, au bas de Renoir, la « barre maudite ». Certains s'étaient rencontrés du temps du Yuro Theatro, salle située au beau milieu de la cité des 4000 et autogérée par un groupe de lascars sous la houlette de l'inénarrable Jimmy l'Antillais. Abdel, encore tout gamin, avait fréquenté cette salle.

Enfin, il y a les membres de nombreuses organisations politiques ou syndicales, du PCF et de la CGT à l'extrême gauche et aux libertaires, le Mrap, etc., sans oublier les militants inorganisés. Dans un tract intitulé « Les amis d'Abdel ont raison », le PCF 93 proclame : « Rejoignons tous les amis d'Abdel, laissons nos différences de côté pour trouver dans la volonté de justice une solidarité nouvelle. » L'unité très large alors affichée se réalise contre la politique répressive menée par le tandem Pasqua-Pandraud dans le contexte de la cohabitation entre le gouvernement Chirac et le président François Mitterrand. Cette unité n'empêche pas des visions ou des pratiques contradictoires, voire divergentes. Ainsi, la plupart des militants politiques ne s'intéressent pas à la mise en place du suivi judiciaire de l'affaire. Certains s'enferment même dans une surenchère politicienne anti-Pasqua, réclamant la démission du ministre de l'Intérieur, et dans d'interminables débats rhétoriques sur la détention préventive, allant jusqu'à présenter le policier meurtrier d'Abdel comme un « bouc émissaire » des « véritables responsables » de la politique d'État. « Pour nous, l'enfermement n'est souhaitable pour personne », écrit

ainsi Pepe Carvalho dans le journal *Lutte ouvrière* (15 janvier 1987). Se mêlent ici cynisme politique, idéalisme abstrait autour du principe de la présomption d'innocence et inquiétude face à une demande de justice qui se confondrait avec une volonté de vengeance personnalisée.

« DISCRIMINATION RACISTE  
DANS LA DÉLIVRANCE DES MANDATS DE DÉPÔT »

Quoi qu'il en soit, les revendications phares du comité restent intangibles, à savoir la prison pour l'assassin d'Abdel, la requalification de son acte en homicide volontaire et la fin de l'impunité pour les crimes policiers. À leur façon, les parents expriment aussi leur principale hantise : savoir l'assassin d'Abdel en liberté avec le risque que leurs autres enfants le croisent un jour dans la rue. Dans sa mise en liberté, ils voient l'impunité policière et une incitation à ce que l'engrenage infernal continue. Celui des meurtres, mais aussi celui des incessantes brimades quotidiennes de la part de membres des forces de l'ordre qui se croient tout permis : des contrôles d'identités au faciès aux gardes à vue humiliantes, sans parler des inculpations pour outrage ou rébellion.

Jacques Vergès, avocat de la famille aux côtés de Mourad Oussedik et de Lev Foster, partage sans ambiguïté la ligne du comité et déplace le curseur. Renouant avec les accents offensifs du temps de sa « défense de rupture », en opposition à la « défense de révérence », il fustige une « discrimination

raciste dans la délivrance des mandats de dépôt » dans une lettre ouverte à la juge d'instruction\*. En ligne de mire, la justice à deux vitesses, qui met en détention préventive des jeunes des cités pour vol à la tire, simple bruit ou désordre sur la voie publique, tandis que les meurtriers sont rarement arrêtés. Ce n'est donc pas tant le geste du meurtrier qu'il désigne comme raciste, mais bien les pratiques de la justice et de la police. Ainsi, le soir même du drame, un des policiers chargés de relever les premiers éléments d'enquête n'hésite pas à dire à Catherine, une jeune Française « de type européen » témoin de la scène : « Ton témoignage compte, mais moins que celui du seul autre témoin blanc. Pour nous, tu es une Arabe, puisque tu traînes avec eux\*\* ». Cette énième expérience d'un racisme énoncé dans le cadre même du dispositif policier déteint en retour sur les témoignages des amis d'Abdel, qui intériorisent spontanément une dimension raciste du meurtre, et cela bien que le meurtrier lui-même n'ait pas proféré de propos ouvertement racistes.

Maître Vergès prend soin de ne pas heurter personnellement la juge, Mme Sapène. Il sait pertinemment qu'elle a subi des pressions d'en haut et, pis encore, elle-même n'aurait pas eu accès à toutes les pièces du dossier. De quoi prêter davantage l'oreille aux arguments des avocats des parties civiles. Dès le 6 janvier, elle aggrave d'ailleurs le chef d'inculpation : il passe d'« homicide involontaire » à « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de

---

\* Voir Jacques Vergès, *De la stratégie judiciaire*, Minuit, 1968. Et *Actualité de l'émigration*, le journal de l'AAE, 24 décembre 1986.

\*\* *Libération*, 8 décembre 1986.

la donner ». Cela, quelques jours avant un grand meeting organisé par le comité le 9 janvier 1987, à La Courneuve, sous les auspices de la famille et des avocats.

Le temps d'une soirée très animée, la banlieue devient force invitante pour le Tout-Paris révolté contre la police de Pasqua-Pandraud. Le comité a invité les autres familles des victimes des violences policières, l'ex-coordination étudiante, le Syndicat des avocats de France, etc. Devant une salle pleine à craquer, le comité introduit Jacques Vergès qui, de façon didactique, explique l'importance d'une action publique sachant articuler dimension politique et maîtrise du dossier judiciaire. Il réitère ses critiques contre la collusion entre l'appareil judiciaire et les forces de l'ordre, et de manière plus générale, contre une logique pour laquelle « la défense de la propriété est plus importante que le sang versé ». Puis il réclame une « enquête sérieuse » digne d'un État de droit, faute de quoi tout citoyen serait tenté de faire justice lui-même. Il insiste sur la nécessaire requalification des faits et la mise en détention du meurtrier, pour signifier que ce crime ne peut rester impuni. « Un homicide involontaire, c'est deux ans maximum. Un crime, c'est quinze ans », ajoute-t-il. Assis à ses côtés, Francis Terquem, avocat de SOS Racisme et de la famille de William Normand, tué le 31 juillet 1986 d'une balle dans le dos par un policier à Fontenay-sous-Bois alors qu'il fuyait à moto un contrôle, déclare pour sa part : « Au risque de choquer, je ne suis pas pour la mise en détention préventive de qui que ce soit... fût-il policier, sauf circonstances exceptionnelles

ou en l'absence de garanties de représentation. » Il concède toutefois qu'« il y a injustice dans le droit tel qu'il se pratique ». Les porte-parole du comité ne se laissent pas distraire par cet échange contradictoire mais courtois, quand bien même l'argument de l'absence de « circonstances exceptionnelles » ou de « garanties de représentation » leur paraît effectivement choquant, et « bourgeois ». Car la mort d'Abdel constitue bien une « circonstance exceptionnelle ». Et c'est bien parce que tant de gens des classes populaires n'offrent pas de garantie de paix sociale que les prisons sont pleines à craquer. Djamel Benyahia lit alors une déclaration dans laquelle il répète : « Nous ne sommes pas des fanatiques de la prison ou de la répression. [Mais] le meurtrier d'Abdel représente à nos yeux un grave danger pour le public [...]. Et nous voyons mal, au nom de quelle morale, de quelles lois, de quelle justice, des jeunes et des personnes coupables de délits mineurs sont incarcérés alors que des policiers coupables d'assassinat restent en liberté. »

Le comité ne cessera de marteler ce message auprès de la préfecture, du parquet et des ministères qui entrouvrent leurs portes. Des membres de la famille seront reçus chez Pandraud. Le substitut du procureur, accueillant une délégation de manifestants, promet d'accélérer la mise en place d'une reconstitution minutieuse des faits sur les lieux. Celle-ci permet de démontrer qu'il y a eu tir à bout portant, à l'horizontale, avec une forte pression sur la gâchette. La thèse du coup de feu accidentel s'effondre. En conséquence, quelque temps après, la juge d'instruction décide

d'une requalification des faits en « homicide volontaire » et ordonne l'incarcération du policier, écroué à Fleury-Mérogis. Pour le père d'Abdel, cette décision constitue un des moments les plus importants de la campagne. « J'étais un peu soulagé », se remémore-t-il souvent, prêt désormais à aborder le procès avec davantage de sérénité. Entre-temps, il participe à plusieurs manifestations publiques de soutien aux autres victimes des violences policières, réunies en un nouveau comité des familles. Une manière de répondre à l'appel du père de Jérôme Duval ; lors du meeting du 9 janvier 1987 à La Courneuve, celui-ci avait souhaité l'unité de toutes et de tous, au-delà des différences d'origine. Car « il ne faut pas croire que les Français de souche soient à l'abri des violences policières », avait-il alors souligné.

UN POLICIER « TOUJOURS EN SERVICE »  
CONDAMNÉ POUR « HOMICIDE VOLONTAIRE »

Le procès du meurtrier d'Abdel a lieu les 23-24 et 25 novembre 1988 devant les assises de Bobigny. Le contexte politique a encore changé, avec le retour en mai-juin de la gauche au pouvoir. L'ambiance est alors au relâchement, voire à une certaine démobilisation militante. La veille des élections législatives de juin, lors de l'émission « Médiations » de François de Closets, sur TF1, consacrée aux bavures policières, le célèbre commissaire Robert Broussard – devenu directeur central des polices urbaines – reconnaît devant Djamel et Mustapha Benyahia, deux

frères d'Abdel, qu'il y a des bavures et qu'elles doivent être condamnées de manière exemplaire par la justice. Un syndicaliste policier concède qu'il faut sanctionner son collègue comme il se doit, « nous ne voulons pas le protéger ». Mais il regrette par ailleurs « les limites de la loi qui n'autorise à tirer qu'en cas de légitime défense », assume la « violence légitime » et réclame pour les policiers un « pouvoir d'anticipation » (une doléance constante, préfigurant la « présomption de légitime défense » qui rejaillira lors de l'élection présidentielle de 2012).

Prévaut alors l'impression que l'inspecteur Savrey est lâché de toutes parts. Une « bonne » police et une justice « exemplaire » seraient-elles donc sur les rails ? La mise en exergue du dénouement de l'affaire Hakima Belili, présente sur le plateau de « Médiations », tend à le suggérer. Elle a été agressée sexuellement dans un terrain vague à Drancy par trois policiers. Confondus, ces derniers ont été condamnés à des peines allant de sept à quinze ans de réclusion criminelle. Dans un même élan volontariste, le préfet de police de Paris Pierre Verbrugghe adresse à tous les gardiens de la paix une circulaire datée du 24 octobre 1988 les mettant solennellement en garde contre « l'incitation à la haine raciale » et le « mauvais usage des armes\* ». Face à ces opérations de rédemption (« Policiers, faites-vous aimer ! » s'est écrié l'avocat Georges Kiejman à l'émission « Médiations »), le comité Justice pour Abdel

---

\* *Le Monde*, 8 novembre 1988.

et les autres, lâché en cours de route par nombre d'ex-militants « anti-Pasqua », se présente divisé avant le procès. « Est-il réel de penser qu'il y a des "bons" et des "mauvais" flics ? » s'interrogent dans un tract intitulé « Pour un débat » les auteurs de la brochure *L'État assassine : crimes racistes et sécuritaires* (publiée en décembre 1986). Ils appellent à « la mobilisation permanente de la population sur des bases claires : pas d'unité avec ceux qui participent à la répression ». En cause, le « double langage » de la mairie, qui s'indigne de la mort d'Abdel tout en réclamant des renforts de policiers à la suite de la mort d'Ali Mahfoufi, jeune des 4000 décédé au début de juillet 1988, après avoir été percuté par un véhicule de police alors qu'il circulait en moto-cross ; une nouvelle affaire qui ne mobilise pas grand monde. En cause également, l'Amicale des Algériens en Europe, inaudible sur la répression de la révolte d'octobre 1988 en Algérie. La politique de sécurité publique de la mairie, sa croyance en une « bonne » police républicaine et ses exhortations pour « une police plus présente » sont connues depuis longtemps\*. Tout comme le rôle de l'Amicale, relais de l'État algérien pour le contrôle de l'immigration, mais aussi héritière de la Fédération de France du FLN (M. Benyahia avait manifesté sous son égide le 17 octobre 1961). Ceci dit, sur l'affaire Abdel elle-même, il n'y a pas eu de « récupération » manifeste : la mairie comme

---

\* Si la mairie réclame à l'État des renforts de la police nationale dans une optique de « police de proximité », elle s'opposera par la suite à l'idée d'une police municipale voulue par des élus socialistes locaux proches de SOS Racisme et rejetée par la population lors d'un référendum à La Courneuve le 18 juin 2011.



l'Amicale ont aidé la famille et plutôt respecté la volonté d'autonomie. C'est sur la ligne d'intervention politico-judiciaire du comité que l'unité s'est construite, au vu et au su de tous. Une ligne constante, élaborée en concertation étroite avec les avocats, dont les frais ont en partie été pris en charge, notamment par l'Amicale. La vigilance restera évidemment de mise pour contrer toute velléité de phagocytage ou de détournement.

« Nous allons savoir si une bavure est toujours couverte », déclare en ouverture du procès maître Foster, représentant des parties civiles. « La cour n'est pas là pour juger la police », réplique la présidente au détour d'un débat sur l'alcoolisme chez les forces de l'ordre... D'après l'ancien chef de l'inspecteur Savrey, on n'y boit pas. Mais le système de défense paraît aberrant : il assure avoir bu « normalement » le jour du drame. Il n'était donc pas ivre, « aveuglé par l'alcool ». Quant à la question de savoir s'il était en service au moment des faits, un inspecteur de l'IGS signale à la barre qu'un officier de police judiciaire est toujours en service, qu'il est autorisé à porter son arme en permanence, et qu'il est dans l'obligation d'intervenir en cas de trouble à l'ordre public, même en période de repos. Par déduction, c'est en tant que policier « toujours en service » qu'il aurait agi. La responsabilité de son institution d'attache est donc en principe engagée.

L'audience n'approfondira pas davantage. La conduite des débats par la présidente et l'absence d'égards pour la famille d'Abdel donneront l'impression d'une connivence

avec la hiérarchie policière que le comité dénonce aussitôt dans un communiqué distribué à la presse, conviée à visionner les images d'Abdel que la présidente a refusé de voir produites devant la cour, mais diffusées en boucle en face du tribunal. Au bout du compte, le meurtrier d'Abdel est condamné à sept ans ferme pour « homicide volontaire ». À la sortie du tribunal, devant un public aux réactions mitigées, le père d'Abdel déclare qu'il restera mobilisé pour « vous tous les vivants » et conclut, en pointant de la main les policiers présents, « pour qu'ils ne tirent pas encore une fois ».

L'épilogue judiciaire des autres affaires de violences policières de 1986 se révèle plus dérisoire, voire désastreux : le meurtrier de William Normand, jeune prothésiste-dentaire tué à Fontenay-sous-Bois, est acquitté en juillet 1989. Celui de Loïc Lefèvre, peintre-carrossier de 24 ans tué par un CRS dans le quartier de l'Opéra, à Paris, en essayant de fuir un contrôle de police, est pour sa part condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis. Il sera révoqué de la police. Le Comité des familles, appuyé notamment par la Ligue des droits de l'homme, lance un débat public sur le thème « Quel contrôle sur la police ? » et cherche à associer les syndicats de policiers à ses réflexions sur la nécessité de constituer une instance de contrôle indépendante, un temps imaginée sous le nom de « Conseil supérieur de la police ». Ces travaux contribueront, bon an mal an, à la création de la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) en l'an 2000.

À la fin des années 1980, tandis que l'immigration, les limites du modèle d'intégration « à la française » et la « racialisation » des rapports sociaux reviennent en force dans les discours publics, on assiste à l'épuisement de l'énergie militante et fédératrice des « années beur » ou « black-blanc-beur » et au repli sur l'action locale. Nombre de militants décrochent, s'évaporent dans de nouvelles activités professionnelles ou s'institutionnalisent. Leur « passage au politique » ou au travail social dans des cadres institués se traduit généralement par l'abandon des engagements antérieurs sur les questions police/justice. Un nouveau groupe, Résistance des banlieues (RDB), dans lequel on retrouve des anciens des Marches pour l'égalité repliés dans les Yvelines (Mantes-la-Jolie, les Mureaux, Chanteloup-les-Vignes, Sartrouville...), essaie alors de relancer la mobilisation sur ces questions ainsi que sur celle de la double peine (prison plus expulsion pour les résidents de nationalité étrangère). RDB tente de reformuler une réponse politique d'ensemble au nouveau cycle d'émeutes dans les quartiers populaires qui débute en octobre 1990 avec la mort de Thomas Claudio, 21 ans, d'origine espagnole, passager arrière d'une moto percutée par une voiture de police à Vaulx-en-Velin, au pied d'une tour d'escalade flambant neuve, censée symboliser la réhabilitation du

---

\* Traduction littérale de « *No Justice No Peace* ». Ce slogan attribué à Martin Luther King est devenu, depuis les émeutes de Los Angeles en 1992 consécutives à l'acquittement de quatre policiers blancs accusés d'avoir bastonné l'automobiliste noir Rodney King, un cri de ralliement international contre les violences policières et l'impunité judiciaire.

quartier Le Mas du Taureau. Revient alors à la mémoire de cette ZUP jusque-là moins exposée médiatiquement que celle des Minguettes une trop longue expérience de violences parfois meurtrières. On se souvient ainsi de Barded Barka, 15 ans, tué lors d'un contrôle le 16 mars 1985. Ou encore de Wahid Hachichi et des multiples escarmouches au quotidien avec policiers ou gendarmes relatées en son temps par Wahid association (basée dans la ZUP, quartier des Écharmeaux). Thomas, « le gavroche du quartier », avait la polio, raconte Farid, un ami proche, dans le texte « Voilà pourquoi la haine ! » Mais « il ne voulait pas être un handicapé, un assisté de la vie, il voulait être autonome. C'est de cette volonté d'être comme les autres qu'il puisait son intelligence [...] ». Thomas mort, « c'était comme un couteau dans mon cœur. Une haine sans limites, celle qui nous faisait avancer vers les rangs de CRS sans sourciller...\* » Le cycle de révoltes se poursuit avec la mort de Djamel Chettouh, lycéen de 19 ans tué d'un coup de fusil à pompe par un vigile arabe à l'hypermarché Euromarché de Sartrouville (Yvelines), le 26 mars 1991. À la fin du mois de mai, Aïssa Ihich, 18 ans, succombe à une crise d'asthme au commissariat de Mantes à la suite d'un tabassage. Le 9 juin, Youssef Khaïf, 23 ans, est tué d'une balle dans la nuque au volant d'une voiture volée\*\*.

À Vaulx-en-Velin et à Sartrouville, des comités *ad hoc* se constituent pour organiser la solidarité avec les familles

---

\* *Les Temps modernes*, n° 545-546, décembre 1991.

\*\* Pour le suivi de l'affaire Aïssa Ihich, voir *L'Écho des cités*, n° 17, janvier-février 2001.

et les jeunes révoltés menacés de poursuites. On y retrouve quelques anciens des Jalb ou des marches, des étudiants issus des quartiers, des animateurs et surtout des « petits frères » à cran. Une fois l'émotion retombée, de nouvelles associations locales (dont Agora à Vaulx et l'Association des jeunes de Sartrouville) prendront le relais, élargissant leur champ d'action à la défense des intérêts de l'ensemble des habitants. Mais un net clivage transparaît en leur sein entre ceux qui se concentrent sur le rapport à la police et à la justice, et ceux disposés à tester une stratégie d'ouverture institutionnelle autour d'un « partenariat social ». Les pouvoirs publics jouent en effet la carte de la « négociation » pour mieux détourner les plus jeunes de la violence émeutière. À Vaulx, les responsables du comité Thomas-Claudio répètent qu'il ne peut pas y avoir de dialogue possible tant que des jeunes restent menacés d'une inculpation pour violences sur la voie publique consécutive à la révolte. Après le verdict du tribunal correctionnel au printemps 1992 (relaxe du brigadier au volant de la voiture de police, condamnation à trois mois avec sursis du conducteur de la moto), ils menacent de ne plus jouer le rôle de médiateurs auprès des jeunes. Règne alors, de tous côtés, la hantise du « double jeu ». Des jeunes soupçonnent un « marchandage », voire un « complot », et par mesure de rétorsion menacent de saborder l'association Agora. Des édiles locaux prennent quant à eux prétexte du regain de contestation pour remettre en cause les projets de « partenariat » avec des acteurs associatifs à leurs yeux trop ambivalents. À Sartrouville, les plus jeunes imposent une

seule mission à leurs « négociateurs » : obtenir la « justice pour Djamel ». Un objectif qui passe par le jugement des vigiles, la remise en cause des sociétés sous-traitantes (Cobra, Assistance et Sécurité) recrutant en priorité des Arabes pour « nettoyer » le centre commercial des « jeunes désœuvrés qui traînent sans consommer ». Implantée citée des Indes, l'enseigne Euromarché sera boycottée pendant des mois par nombre d'habitants, et les jeunes rejettent ses offres d'emploi. Monnayer ainsi la révolte leur paraît indécemment. Euromarché, comme donneur d'ordre, est considéré coresponsable de la mort de Djamel. De fait, ses dirigeants ne seront jamais entendus par le juge d'instruction. En revanche, le ministère de l'Intérieur retire son agrément à la société Assistance et Sécurité, et deux vigiles arabes seront condamnés le 27 janvier 1996 par les assises de Versailles à douze ans de prison ferme. Un verdict acclamé par une centaine de familles et d'amis, des jeunes surtout. Leur présence témoigne d'une persistance de la mobilisation initiale. Mais dès lors qu'on parle de « politique de la ville » ou de « projets », la plupart se désengagent\*. Quelques-uns continueront néanmoins à fréquenter le réseau Résistance des banlieues.

Au Val-Fourré (Mantes-la-Jolie), le comité Justice pour Aïssa et Youssef « assure le suivi » avec davantage de longévité. Il organise plusieurs marches et des Forums

---

\* Voir Adil Jazouli, *Une Saison en banlieue*, Plon, 1995 ; et Ahmed Boubeker, « Vaulx-en-Velin dans la guerre des images. Les événements d'octobre 1990 et l'expérience de la visibilité publique » dans Jean Métral, *Les Aléas du lien social : constructions identitaires et culturelles dans la ville*, La Documentation française, 1997.

justice. En 1996, il s'élargit à l'affaire Jawad (19 ans, mort asphyxié dans sa cellule de Bois d'Arcy), sous l'impulsion de son père Salah Zaouiya\*. L'apport des parents sera d'ailleurs déterminant non seulement pour mieux prendre en compte la question des morts en détention, mais aussi pour dépasser l'image d'éternels jeunes qui colle aux militants des quartiers. Salah Zaouiya ou encore Fatiha Damiche, femme d'un détenu menacé d'expulsion, participent directement aux différentes «galères» pour relancer sans cesse les mobilisations. Ce faisant, ils donnent une réelle impulsion intergénérationnelle aux campagnes à venir, impressionnent les plus jeunes qui voient dans leur détermination un exemple à suivre. Ils s'adressent aussi aux autres parents pour les valoriser et les faire sortir d'une certaine réserve en public. « Ne permettez à personne de dire que vous êtes de mauvais parents! » s'exclame ainsi Fatiha Damiche (meeting « Justice en banlieue », Bourse du travail de Saint-Denis, 17 octobre 1999).

LE MIB,

UN « REGROUPEMENT SOCIAL ET NON ETHNIQUE »

Une coordination intercités se met en place vaille que vaille, d'abord sur le plan régional puis au niveau national, formant les prémices du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), dont l'une des premières actions

---

\* Salah Zaouiya obtient en 2008 la condamnation de l'État et de l'administration pénitentiaire par le Conseil d'État. Toutes ces années, il coanime l'Association des familles en lutte contre l'insécurité et les décès en détention (Aflidd).

d'envergure sera la campagne « Justice en banlieue ». Celle-ci est lancée en mars 1997 par un grand concert à la Cigale co-organisé avec le groupe de rap Assassin autour d'une liste de thèmes aux allures de programme : les violences policières, la double peine, le chômage programmé, l'éducation au rabais, la justice raciste, les cités à l'abandon, l'islam criminalisé, les contrôles au faciès, la drogue : victimes oubliées, prisons mortelles...

Fondé en 1995, le MIB oscille entre réseau interassociatif « pour une citoyenneté active et solidaire », mouvement politique autonome et sorte de syndicat des quartiers populaires représentant les intérêts des habitants des « cités à l'abandon ». Il reprend le siège de la Maison des travailleurs immigrés (MTI, créée en 1974 pour accueillir les associations autonomes de l'immigration organisées par nationalité, désormais à la recherche d'un nouveau souffle), dans la perspective d'assurer une continuité historique entre différentes générations de militant-e-s.

Il se retrouve à l'intersection de cultures politiques très différentes, portées respectivement par les militants de l'immigration des années 1970 à la formation politique de gauche classique, par la génération des marches pour l'égalité, et par les nouveaux venus des années 1990. Un véritable challenge. À la différence de leurs aînés, ces derniers rechignent à se reconnaître dans le vocable d'«immigration» qui, à leurs yeux, participe de leur stigmatisation dans un contexte de suspicion croissante (affaire du foulard à Creil en 1989, première



guerre du Golfe en 1991, plan Vigipirate, islamisme algérien, retour de Pasqua aux affaires en 1993, etc.). Ils se considèrent comme citoyens français : « Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout on est ici chez nous ! » scandent-ils. Aussi perçoivent-ils la *hagra*, le mépris et l'injustice en banlieue, comme le marqueur d'un « état d'exception » incompatible avec l'égalité de traitement dans un État de droit. Actualité aidant, ils manifestent aussi un regain d'intérêt pour les questions internationales, au premier rang desquelles l'*Intifada* (« soulèvement ») en Palestine, et amorcent une réflexion sur « la gestion coloniale des quartiers populaires et de la planète ». « Les banlieues sont héritières du colonialisme », résume Pierre-Didier Tchétché Apéa, président d'Agora (Vaulx-en-Velin). « Mais nous sommes l'avenir de cette ville, non plus une minorité indigène. » Se projeter ainsi en avant implique de s'envisager soi-même tout en se réappropriant un passé, des références historiques et culturelles jusque-là négligés. À l'intention de ceux qui verraient là une incitation au « repli communautaire », il est précisé : « Le MIB doit se mouvoir en termes de regroupement social et non ethnique » (réunion nationale du 5 avril 1999). Sur le terrain, des militants participent par exemple au mouvement des chômeurs lors de l'hiver 1997-1998 : La Chorba, association partie prenante du MIB créée au départ pour fournir une soupe chaude aux démunis pendant le ramadan, approvisionne en nourriture les Assedics

occupées. Une marche de chômeurs et de jeunes des cités partie de Vaulx-en-Velin pour rejoindre Nanterre se termine par un grand repas au MIB. Côté revendications, ils mettent en avant l'égalité des droits pour les chômeurs de nationalité étrangère, mais aussi pour les jeunes de 18 à 25 ans toutes origines confondues qui n'ont pas accès à certaines allocations, et réclament la gratuité des transports pour tous les chômeurs et précaires (*L'Écho des cités*, n° 10, avril 1998).

En revanche, la démarche politique d'ensemble des Mibiens, de leur propre aveu, s'avère quelque peu erratique : mélange de dénonciation radicale de la *hagra* et de la « gestion policière de la misère », demande citoyenne de reconnaissance, voire d'accès au champ politique local ou national. Mais en termes de projet politique global, on reste flou, comme dépassé par les joutes oratoires anticapitalistes. « Ce qui nous intéresse, proclament-ils, ce n'est pas ce que tu vas dire, mais ce qu'on va vivre ensemble\* », en particulier dans des situations « indéfendables ». Plutôt décontenancés face à une fougue qu'ils perçoivent comme trop téméraire, les aînés se cantonnent en général à la frontière du MIB, mais ils reconnaissent aux lascars un volontarisme communicatif, une énergie d'enfer et un culot impressionnant capables de faire bouger les lignes, de bousculer les rapports de force, ne serait-ce que de manière fugace.

---

\* Déclaration au meeting Justice en banlieue, Bourse du travail de Saint-Denis, 17 octobre 1999.

AFFAIRE YOUSSEF KHAÏF.  
HARO SUR LE CONTRE-PROCÈS  
D'UNE « JUSTICE COLONIALE »

Youssef Khaïf participait aux actions de Résistance des banlieues et du Collectif jeunes au Val-Fourré. Ceux qui l'ont connu le présentent comme « impatient d'en découdre », intègre et solidaire, mais certainement pas « tueur de flic ». Dix ans durant, sa famille et ses amis resteront mobilisés pour rétablir les faits afin que l'affaire aboutisse en justice. Inlassablement, ils rappellent que Youssef Khaïf n'était pas sur les lieux lorsqu'une demi-heure auparavant, une policière, Marie-Christine Baillet, fut tuée par le conducteur d'une autre voiture, condamné par ailleurs en 1997 à dix ans de prison ferme. Le tribunal reconnaîtra le caractère accidentel de ce drame tragique. Le MIB, omniprésent, se bat bec et ongles contre les velléités de clore l'affaire par un non-lieu, synonyme pour lui d'un « permis de tuer ». Et il s'oppose à la campagne menée par la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), syndicat de policiers classé à l'extrême droite, qui instrumentalise la défense du meurtrier pour « obliger l'administration à donner à tous les policiers la possibilité de tirer après sommations », même en l'absence d'une situation de légitime défense.

Le 28 septembre 2001, le policier est acquitté par la cour d'assises de Versailles, alors qu'au regard des faits, sa culpabilité était établie. Comment expliquer ce déni de justice ? Les policiers dans l'exercice de leurs fonctions

sont-ils donc à ce point intouchables ? L'issue de quelques affaires ayant défrayé la chronique avait pu laisser espérer une impunité policière non absolue : le policier qui tua à bout portant Makomé M'Bowolé, un Zaïrois de 17 ans, le 6 avril 1993, au commissariat des Grandes-Carrières (Paris XVIII<sup>e</sup>), a en effet été condamné par les assises de Paris, en février 1996, à huit ans de prison ferme. Le 10 décembre 1999, la justice a condamné le meurtrier de Fabrice Fernandez, 24 ans, tué deux ans plus tôt lors d'un interrogatoire au commissariat à Lyon, à douze ans de prison ferme pour « violences volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Des peines ont donc été prononcées ici ou là, mais la mémoire collective retient surtout l'insatisfaction, voire la colère, exprimée à la sortie des tribunaux face à ce qui reste vécu comme une « parodie de justice ».

Pour Youssef Khaïf, la mobilisation a été importante, impressionnante même, notamment lors des trois journées de procès. En amont, le suivi de l'instruction judiciaire par la famille et le MIB fut plutôt rigoureux, permettant de reconstituer les faits avec précision. Une information circonstanciée fut communiquée aux médias. Peine perdue ? De *Libération* au *Figaro*, le récit journalistique du déroulement des événements et sa mise en page accréditent la version imaginaire d'un « rodéo sanglant », au fondement du système de défense du policier incriminé. L'éditorialiste Max Clos écrit noir sur blanc que Youssef Khaïf a lui-

même renversé et mortellement blessé la femme policière (*Le Figaro*, 28 septembre 2001). Toutefois, quelques journalistes s'interrogent, après le verdict, sur la notion de « légitime panique » inventée sur mesure pour le policier (Jean-Pierre Berthet, chroniqueur judiciaire de TF1) ou sur une « justice à sens unique » et assument le droit de critiquer un tel jugement. « L'article 434-25 du code pénal ne sanctionne que "le fait de chercher à jeter le discrédit" sur la justice "comme institution fondamentale de l'État" », écrit Robert Solé (*Le Monde*, 14 octobre 2001). D'autres rendent compte de l'appel du MIB à une « riposte politique autour d'une table » (*France-Soir*, 1<sup>er</sup> octobre 2001).

Pour comprendre cette issue, il faudrait questionner aussi les formes de la mobilisation durant le procès. Ce qui a d'abord choqué, c'est le peu de combativité des avocats de la partie civile et leur manque de coordination avec la famille, et les centaines de manifestants présents dans la salle d'audience ou sous les chapiteaux installés à l'entrée du tribunal. De grandes banderoles ont annoncé la tenue d'un forum permanent pour faire « le procès d'une justice coloniale » et des « juges racistes ». Ce contre-procès, tenu en parallèle à celui des assises de Versailles, incarne un contre-pouvoir symbolique et concrétise le refus de se laisser intimider par le dispositif policier et judiciaire. Il permet en outre de décrypter *in situ* la teneur des débats de la cour et de dénoncer le racisme à peine voilé qui y prévaut. « Que font les femmes de votre génération pour s'occuper de leurs

enfants? » demande ainsi la présidente Müller à la mère de Youssef Khaïf. « Tu crois quoi? Qu'on est des chats qui avons mis au monde une portée de chatons et qu'on doit faire le tri et noyer nos mômes? On les aime, nos gosses », s'écrie Fatiha Damiche, « la mamie de la double peine\* ».

Mais le choix du choc frontal n'a sans doute pas bien mesuré le rapport de force réel. Le contexte politique est en effet très défavorable: la campagne électorale pour l'élection présidentielle 2002 a déjà commencé, sur le thème de l'insécurité et de la nouvelle guerre contre « l'ennemi intérieur », avec en toile de fond des faits divers associant la délinquance de quartier au grand banditisme et surtout avec les attentats du 11 septembre à New York. Hormis Maurice Rajsfus (Observatoire des libertés publiques), Gilles Sainati (Syndicat de la magistrature), Pierre Tevanian, quelques médias libres, Act Up et une poignée de militants « antisécuritaires », les forces démocratiques ont brillé par leur absence. Aucune personnalité politique officielle pour soutenir la famille de Youssef Khaïf et ses amis. En revanche, Bruno Mégret (Mouvement national républicain, dissidence FN) fait le déplacement pour soutenir bruyamment le policier accusé. La défense de ce dernier fait mine de récuser un soutien aussi encombrant, et le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT) renvoie dos-à-dos « le MNR et le MIB (qui) mènent le même combat : accentuer les haines pour disposer d'un fonds de commerce permanent. Le MIB

---

\* *L'Écho des Cités, Nous sommes tous Youssef*, octobre-novembre 2001 et *Que vaut la vie de Youssef Khaïf?*, documentaire, agence IM'média/MIB/Zalea TV, octobre 2001.

a déjà jugé et condamné notre collègue... » Ce syndicat, classé à gauche, enfonce le clou dans les colonnes du journal *Libération*, fustigeant la « remise en cause permanente des institutions républicaines ». Dans le même article, intitulé « Manifestation devant le tribunal », *Libé* s'en prend au « ton des slogans du MIB », décrit des visages dissimulés sous des keffieh rouges dans une ambiance d'*Intifada*. « L'affaire dégénère en démonstration pro-islamique », renchérit *Le Figaro*. « Pression inadmissible, chantage choquant », s'étrangle l'hebdomadaire *Marianne* avant de conclure : « Une tentative de viol de la justice a provoqué la panne de la justice. » Ainsi, la mobilisation publique serait responsable de l'acquittement et serait elle-même intrinsèquement criminogène\*!

#### LES DIFFICULTÉS À ÉLARGIR LA MOBILISATION

Face à cette mise au pilori, la mobilisation sous l'égide du MIB souffre des difficultés à forger des alliances fiables avec d'autres forces sociales et politiques, quels que soient les désaccords par ailleurs. Certains, qui peinent à trouver leur place dans la campagne Justice pour Youssef, reprochent au MIB un réflexe corporatiste ou un fonctionnement « clanique » : il se prétendrait seul intervenant légitime pour parler au nom des quartiers, pour les représenter. Tout en

---

\* Mogniss H. Abdallah, « L'affaire Youssef Khaïf dans les médias », *Vacarme*, n° 18, hiver 2002.

lui reconnaissant une « authenticité » et une « base sociale » enviée, ils bougonnent : « On n'est pas des colleurs d'affiches du MIB. » Manière de critiquer en aparté la place prééminente prise par ce groupe au détriment d'une dynamique de comités ou de réseaux plus informels. Ainsi, la greffe avec les militants « antisécuritaires » ne prend pas vraiment : des chercheurs, enseignants, écrivains ou cinéastes scandalisés par l'acquiescement et par l'attitude des policiers fêtant avec ostentation leur victoire lancent un appel pour la constitution d'un réseau contre « la fabrique de la haine ». Ils ambitionnent de rapprocher intellectuels critiques et militants des quartiers. Mais les coopérations ne seront qu'épisodiques pour cause de défiance réciproque : le MIB conteste les sous-entendus paternalistes relatifs au « bricolage d'identités refuge » ou à une « sous-culture de ghetto » évoqués dans le projet de charte de ce réseau. Le clash sera irrémédiable après des déclarations publiques du porte-parole du réseau affirmant à propos des jeunes des banlieues : « Ils ne sont pas organisés. N'ont pas de conscience politique. Quand ils brûlent des voitures, ce sont des pauvres qui s'attaquent à d'autres pauvres\* ». Significativement, dans un recueil de textes publié par ce réseau\*\*, on ne trouve aucune trace des combats du MIB ou d'autres groupes organisés en banlieue.

En revanche, il y est question de la « régression (qui) prospère en banlieue », des « comportements barbares des petits racketteurs », de « mentalités machistes et prémafieuses », ou

---

\* « Éveil militant contre "l'hystérie sécuritaire" », *Libération*, 4 février 2002.

\*\* *La Fabrique de la haine, contre la logique sécuritaire et l'apartheid social*, L'Esprit frappeur, 2002.



de « communautarisme à connotation religieuse ». Une rhétorique qui, malgré les positions radicales ou « subversives » prises par ailleurs contre « le basculement sécuritaire des classes moyennes », présente par moments d'étranges similitudes avec les coups de menton répétés de Malek Boutih (SOS Racisme) – dont les antisécuritaires ne partagent évidemment pas les préconisations, comme celle de « remettre au boulot » la police ! En effet, dans la même période, Boutih s'en prend violemment aux « caïds » et aux « barbares des cités » qui « terrorisent les quartiers, violent les filles en tournantes, cament leurs petits frères jusqu'à l'os, s'équipent en armes de guerre [...] ». Ces voyous ont réussi à faire croire que leurs comportements asociaux étaient politiques. [Il faut] enlever leur faux nez politique et leur casquette de révolté ». Le fameux slogan « Police hors des quartiers » devient dans son esprit un étendard des dealers. Et « les islamistes sont encore plus dangereux que les caïds. Sous prétexte de faire du soutien scolaire, ils quadrillent pour imposer le voile et leurs normes... Le Coran, pour eux, ça sert à justifier des positions fascistes\* ».

La « voyoucratie » et l'islamisme : deux spectres qui hantent la France de ce début de *xxi*<sup>e</sup> siècle. Et qui, par amalgame, suscitent des craintes à l'idée même d'un rapprochement avec les réseaux citoyens musulmans comme l'Union des jeunes musulmans (UJM), proche de l'intellectuel Tariq Ramadan. L'UJM est partie prenante de DiverCité, un collectif d'associations en Rhône-Alpes (dont Agora) contre toutes les formes de discriminations. Au

---

\* *L'Express*, 9 mai 2002 et *Le Monde*, 13 juin 2002.

contre-procès de Versailles, un dirigeant de l'UJM confiait que la présence de l'association avait aussi pour objectif de former ses propres membres à une campagne nationale de « citoyenneté active » pour la justice aux côtés d'autres forces réputées laïques, dont le MIB. Sans pour autant gommer tout référent islamique. Face au désarroi général provoqué par l'annonce de l'acquittement, il suggère ainsi de faire une prière collective à la mémoire de Youssef Khaïf. Après discussion, il est décidé que chaque croyant – musulman ou chrétien – fasse s'il le souhaite une prière intérieure, mais que priorité doit être donnée à une expression publique commune partagée par tous.

La présence de références musulmanes n'est pourtant pas quelque chose de nouveau, et elle n'a guère suscité de méfiance ou de polémiques jusque-là : ainsi, c'est au nom de la « communauté musulmane » et du respect des traditions religieuses qu'une délégation négocia en préfecture la fin de la pression policière après la mort de Lahouari Ben Mohamed à Marseille (octobre 1980). En septembre 1973 déjà, le MTA avait appelé à se rassembler devant la Grande Mosquée un vendredi, jour de grande prière, pour lancer la « grève générale contre le racisme » à Paris. Le recteur se désolidarisa d'ailleurs aussitôt de cette initiative. Il faut dire que les pouvoirs publics ont fréquemment recours aux instances religieuses musulmanes pour désamorcer des mobilisations jugées incontrôlables, contribuant ainsi à la confessionnalisation des situations. Mais l'État français n'est pas à une contradiction près.

Enfin, absents durant la campagne Justice pour Khaïf, les forces de la gauche traditionnelle et leurs alliés associatifs issus de l'immigration sont en revanche omniprésents dans des affaires politiquement plus « sûres » : ils se mobilisent chaque année pour commémorer la mort d'Ibrahim Ali, jeune Marseillais d'origine comorienne tué le 21 février 1995 par des colleurs d'affiches du FN, ou encore celle de Brahim Bouarram, Marocain de 29 ans, jeté le 1<sup>er</sup> mai de la même année dans la Seine par des skinheads en marge de la manifestation FN d'hommage à Jeanne d'Arc. La dénonciation constante de « l'intolérance et du racisme » de l'extrême droite et de « l'effacement » des crimes racistes dans le débat public reste plus que jamais nécessaire. Elle ne saurait pour autant justifier une indignation sélective, négligeant d'autres crimes commis dans un contexte moins explicitement politique (les meurtres d'Ibrahim Ali et de Brahim Bouarram ont eu lieu en pleine campagne présidentielle de 1995\*).

« C'EST TOUJOURS L'ACTION QUI PRIME »

La mobilisation pour Youssef Khaïf a aussi mis en évidence la dichotomie croissante entre agitation politique et intervention juridique, reléguée à sa dimension technique. Un clivage qui se répercute au sein même du MIB entre militants « tribuniens » adeptes de campagnes d'opinion

---

\* Voir Pierre Tevanian, « Hommage à Brahim Bouarram, retour sur un crime raciste et son effacement », <http://lmsi.net/Hommage-a-Brahim>

autour du thème « justice en banlieue » et « juristes » pragmatiques accrochés au travail de dossier au cas par cas, dans le cadre d'une méga-permanence juridique (police/justice, papiers, prisons, logement, santé, travail/revenu, etc.). Au point de se demander si les deux approches restent compatibles au sein d'une même structure à vocation politique.

Mais voilà, le MIB se vit comme une « grande famille », avec ses inévitables disputes, ruptures, bouderies et autres fâcheries. On se dit : « Tant pis, certains vont s'éloigner, prendre des vacances, un jour ou l'autre ils reviendront à la maison. » C'est le mode de l'esquive qui prévaut, comme au temps du MTA. À l'époque, rappelle son cofondateur Saïd Bouziri, les militants s'abstenaient « de s'organiser pour éviter des confrontations aussi stériles qu'inutiles... C'est toujours l'action qui prime ». À la question : « Et maintenant on fait un parti ou un journal? », le MTA avait tranché : « Il n'y a pas de choix là-dessus, le choix c'est continuer à informer, à exister avec les gens, mais pas question d'organiser pour organiser... Avec le recul, je peux dire qu'on n'avait aucune idée de nos objectifs\* ». »

Par ailleurs, le manque de moyens financiers réguliers, la précarité sociale des militants et l'intériorisation de cette précarité entraînent une hémorragie interne et une déperdition de l'expérience acquise, avec son corollaire, le sentiment d'un éternel recommencement. Les actions se font souvent « à l'arrache ». Cependant, le MIB s'accroche.

---

\* Saïd Bouziri, « Itinéraire d'un militant dans l'immigration », revue *Migrance* n° 25, 2005.

Et sa persévérance suscite l'estime au-delà du cercle de la « grande famille » ou des initiés.

Il devient ainsi un espace d'expression par procuration pour des travailleurs sociaux ou des salariés d'associations subventionnées qui n'osent pas assumer en leur nom propre, sur leur lieu de travail, une critique publique des dérives des institutions qu'ils sont censés servir ou promouvoir. Cette frilosité, patente en particulier face à la gauche au pouvoir, localement ou nationalement, se fonde sur des précédents fâcheux. Un exemple parmi d'autres : pour avoir osé éditer un numéro spécial intitulé « L'impunité policière : Basta ! », dédié à Riad Hamlaoui, Sydney Manoka et Habib Ould Mohamed dit « Pipo », tous trois tués par la police à Lille, Tourcoing ou Toulouse, le journal interassociatif roubaisien *Alerte!* s'est vu couper les vivres du jour au lendemain. Il n'y survivra pas<sup>\*</sup>.

DE DAMMARIE-LÈS-LYS

AU PETIT-BARD (MONTPELLIER) :

« LES BANLIEUES NE SONT PAS UN DÉSERT POLITIQUE ! »

Le volontarisme des Mibiens leur permet cependant de rebondir par à-coups et même d'étendre leur réseau national mis à contribution pour remobiliser les gens dans plusieurs affaires de violences policières. Une des plus emblématiques de cette période restera sans

---

<sup>\*</sup> *Alerte!*, hors-série n° 1, coédition FAJ-Fasti, avril 2001. Sur l'affaire Habib Ould Mohamed, voir *Ils ont tué Pipo!* CNT-AIT Toulouse, 2001. <http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?article5>; et *Le Bruit, l'odeur et quelques étoiles*, « opéra documentaire » d'Éric Pittard, 2002.

doute celle de Dammarie-lès-Lys, en Seine-et-Marne. Le 19 décembre 1997, Abdelkader Bouziane, 16 ans, est tué à Fontainebleau par des agents de la brigade anticriminalité (BAC). Quatre ans après, alors même que le policier flingueur a bénéficié d'un non-lieu, deux autres jeunes, Xavier Dhem et Mohamed Berrichi, sont à leur tour tués par la police, les 21 et 23 mai 2002, lors de deux événements distincts\*. Mohamed Berrichi, 28 ans, était un membre actif du mouvement associatif local (ADM, Bouge qui bouge, H2M) initié après la mort d'Abdelkader. Celui-ci n'a cessé de chercher à transformer la rage des jeunes et des habitants en énergie positive, tout en réclamant publiquement des comptes à la police et à la justice. Une réclamation « citoyenne » autoritairement rejetée par policiers et magistrats qui rétorquent que les jeunes n'ont « pas le droit d'aller demander des comptes aux policiers\*\* ». Les poursuites pour « outrage » ou « rébellion » se multiplient. La dénonciation des violences policières est elle-même criminalisée : une descente de police a lieu pour retirer des banderoles jugées « injurieuses » de la façade de la barre d'immeuble du Bas-Moulin, des responsables d'associations et le MIB lui-même sont poursuivis en justice pour « outrage par tract ». En cause, un tract intitulé : « La BAC tue encore, la justice couvre toujours. » Le maire UMP de Dammarie stigmatise de « petits terroristes de banlieue dont le seul motif est d'en découdre

---

\* Voir la chronologie, dans la revue *Vacarme* n° 21, automne 2002.

\*\* « À Dammarie, paroles contre paroles », *Libération*, 30 août 2002.

avec nos institutions\* ». Et tout est tenté pour fermer le local de Bouge qui bouge, mystérieusement incendié. Au déni de justice s'ajoute ici le déni du droit à la parole et à l'auto-organisation dans un conflit présenté comme un « laboratoire » de la nouvelle politique sécuritaire « décomplexe » de l'ère Sarkozy\*\*. Durant la même période, Nicolas Sarkozy – qui suit de près les événements à Dammarie – porte plainte pour « diffamation publique envers la police nationale » contre le groupe de rap la Rumeur qui dénonce des « humiliations policières régulières\*\*\* ». Il se constitue également partie civile dans l'affaire opposant le ministère de l'Intérieur à Clément Schouler. Auteur de *Vos Papiers. Que faire face à la police ?* (L'Esprit frappeur, Paris, 2001), ce magistrat, membre du SM, est poursuivi pour une caricature en couverture du livre qui représente un policier avec un groin de porc, mais aussi pour avoir écrit que « les contrôles d'identité au faciès sont non seulement monnaie courante, mais se multiplient ». C'est le prédécesseur de Sarkozy au ministère de l'Intérieur, le socialiste Daniel Vaillant, qui sous la pression de syndicats de police a initié la plainte en diffamation sur la base du déni de cette pratique policière discriminatoire\*\*\*\*.

Au quartier du Petit-Bard (Montpellier), le 13 juin 2004, la mort d'Hocine El Oumani, 31 ans, à la suite d'un

\* *L'Écho des cités*, numéro spécial Dammarie, été 2002.

\*\* « Dammarie-lès-Lys, les militants de l'incertitude », *Vacarme*, n° 21, *op.cit.*

\*\*\* Dans son fanzine, la Rumeur avait écrit : « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété. » Après huit ans de rebondissements, cette affaire se conclut en justice par une relaxe.

\*\*\*\* <http://www.syndicat-magistrature.org/L-affaire-vos-papiers-un-marathon.html>

incendie, déclenche une mobilisation populaire significative. Cette fois, il ne s'agit pas d'un acte raciste ou sécuritaire individuel, mais des « conséquences criminelles de l'apartheid urbain ». Un comité Justice pour Hocine se met en place localement, articule le travail d'hommage à la victime avec la « bataille pour des logements dignes », qui aboutira au relogement des familles sinistrées et à un plan de rénovation du quartier. Et l'association Justice pour le Petit-Bard, en lien avec le MIB, organise sur place des Forums sociaux de quartier (FSQ), préfiguration du Forum social des quartiers populaires (FSQP) national, qui prendra son envol après les émeutes de l'automne 2005. L'objectif : alimenter le débat public sur le terrain avec les *vrais gens*, développer la confiance en soi et ses capacités d'intervention politique, et renforcer les résistances citoyennes face à la *hagra*. Avec pour leitmotiv : « Les banlieues ne sont pas un désert politique ! » Afin de valoriser un « patrimoine commun de luttes », le FSQP lance son chantier « remue-mémoire », accordant une attention particulière aux expériences de mobilisation contre les crimes racistes ou sécuritaires. Pour cela, il ambitionne de rassembler les archives audiovisuelles, les affiches, les écrits, de les rendre visibles et de les mutualiser. Dans le Midi, le festival Origines contrôlées, initié à Toulouse par le Tactikollectif (lié au groupe de musique Zebda) et les Motivé-e-s, multiplie les débats publics en prélude à ses concerts. Depuis Nîmes, l'Association mémoire en images et sons (Amis) couvre en vidéo les différentes



initiatives liées au FSQP et réalise des montages entrecoupés d'images d'archives. Parmi celles-ci, de nombreux rappels de la mobilisation pour Mourad, un gamin de la ZUP Valdegour (Nîmes), 17 ans, tué par un gendarme le 2 mars 2003. « Gendarmes, arrêtez-vos armes ! » crie-t-on à nouveau. La mémoire de Mourad est aussi ravivée par de jeunes rappeurs, comme Jamel Mektoub, qui organisent plusieurs concerts de solidarité.

Les membres du MIB devenus au fil du temps plus pragmatiques se fondront dans le FSQP, qui recherche un élargissement à d'autres acteurs associatifs ou politiques, et cela au moment où apparaît, courant 2005, le mouvement des Indigènes de la République. Celui-ci théorise le « continuum colonial » et la « lutte des races sociales », pose comme enjeu central le « racisme structurel » et se donne pour objectif la constitution d'un espace politique propre aux « indigènes », descendants d'esclaves ou de colonisés\*. Selon eux, l'oppression policière est un avatar d'une « domination raciale » ou « coloniale » non réductible à la question sociale. Cependant, Saïd Bouamama insiste sur le processus de sélection par strates « indigènes » comme une des conditions mêmes de la reproduction d'un ordre social inégalitaire à combattre comme tel\*\*. Un discours global trop ésotérique aux yeux des Mibiens. Fidèles à leurs manières de faire

---

\* Voir Sadri Khiari, *La Contre-révolution coloniale en France, de De Gaulle à Sarkozy*, La Fabrique, 2009 ; et Rafik Chekkat et Emmanuel Delgado Hoch, *Race rebelle*, Syllepse, 2011.

\*\* Voir Saïd Bouamama et ZEP, *Nique la France, devoir d'insolence*, Darna éditions, 2010.

empiriques, ils continueront à privilégier l'action de terrain ici et là par à-coups, « à notre rythme » comme ils disent, en aidant et en accompagnant avec plus ou moins de succès. Les expériences de Dammarie ou du Petit-Bard serviront ainsi de cas d'école des années plus tard, par exemple dans le quartier de la Gauthière à Clermont-Ferrand. Les amis de Wissam El Yamni, 30 ans, mort le 9 janvier 2012 à la suite d'un coma au terme d'une interpellation mouvementée par la police la nuit du réveillon du nouvel an, se révoltent à leur tour. Lors des manifestations de rue, ils découvrent les banderoles du MIB/FSQP ou de Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires, et font connaissance avec les militants qui ont fait le déplacement de différents coins de France. Réconfortés par cette solidarité inattendue et intéressés par un discours dans lequel ils se reconnaissent, les amis de Wissam décident de s'organiser dans un esprit de fédération des quartiers. Ayant eu maille à partir avec la mairie et SOS Racisme, ils montent un collectif autonome, Justice pour les quartiers, et organisent le 26 mai 2012, à La Gauthière, une « journée des quartiers populaires ». Puis ils installent un petit chapiteau sur la place du marché pour informer sur les suites de la mobilisation. « Occupation illégale d'une place publique », s'empresse de dénoncer la mairie, qui porte plainte. « Trente ans de luttes contre la *hagra*, et aujourd'hui on continue », ripostent-ils, en se réappropriant la rhétorique du MIB/FSQP.

À l'automne 2005, trois semaines durant, des révoltes embrasent plus de 300 quartiers. L'étincelle : la mort de Zyed Benna, 17 ans, Bouna Traoré, 15 ans, et les graves blessures de Muhittin Altun, 17 ans, électrocutés dans un transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés afin d'échapper à un contrôle de police, le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois. Pour mater cette révolte d'une ampleur sans précédent, le gouvernement de Villepin décrète l'état d'urgence, réactivant une loi de répression politique coloniale du 3 avril 1955 – promulguée en pleine guerre d'Algérie –, qui permet d'instaurer le couvre-feu et de perquisitionner jour et nuit, de fermer les lieux de réunion, les cafés, de contrôler la presse. Dans les médias se propage en écho une « émeute de papier » qui alterne entre stigmatisation d'une « guerre raciale » ou « ethnico-religieuse » et tentatives de cerner les motivations de très jeunes révoltés « sans discours ni revendications ». Pourtant, ceux-ci expriment partout la même chose avec leurs mots à eux : au-delà même d'une révolte contre les discriminations sociales ou raciales au quotidien, ils ne supportent plus d'être traités comme des « étrangers », des « délinquants » par nature, ou encore comme de dangereux « intégristes » musulmans que la bonne société voudrait expulser, enfermer, éradiquer. Ils ne supportent plus de se faire contrôler ou courser pour rien jusque dans leur propre cité. Plus de « morts pour rien » ! Ils réclament le respect et des excuses de la part de

l'État, en particulier de Nicolas Sarkozy qui leur cherche directement noise : tout le monde a en tête ses déclarations guerrières et ses provocations sur le « nettoyage au Kärcher » ou les « bandes de racailles ». Et ils en ont ras le bol des mensonges d'État qui, une fois de plus, salissent les victimes et disculpent *a priori* les policiers : à Clichy, la thèse officielle a, cette fois, évoqué une tentative de cambriolage imaginaire sur un chantier et a nié toute course-poursuite.

Alors que la plupart des militants « historiques » des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires tardent à réagir resurgit la figure des médiateurs de quartier, portée par de nouvelles associations telles Au-delà des mots (ADM) ou AC le feu\*, créées après la révolte à Clichy-sous-Bois. Elles développent un discours sur la *médiation* comme antidote aux violences et entendent, avec un imaginaire très « Révolution française », recueillir les « doléances » de la population pour les soumettre aux forces politiques instituées. Ce genre d'appel à l'apaisement et au dialogue est très prisé, voire suscité, par les travailleurs sociaux, les élus locaux et par les forces politiques, qui recrutent nombre de « leaders naturels » apparus dans les quartiers. On retrouve ainsi, au Parti socialiste, Ali Soumaré, animateur pour enfants, secrétaire de section à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) et porte-parole des familles de Lakhamy Samoura et Moushin Sehhouli, deux jeunes décédés après avoir été percutés sur leur mini-moto par

---

\* Intitulé complet d'AC le feu : Association collectif liberté égalité fraternité ensemble unis.

une voiture de police à Villiers-le-Bel le 25 novembre 2007. Après plusieurs nuits d'émeutes, il contribue à calmer la situation en participant à l'organisation de marches silencieuses et rencontre Michèle Alliot-Marie au ministère de l'Intérieur. Dans la délégation figure Adama Kamara, un des cinq Noirs plus tard accusés, sur la base de témoignages sous X, d'avoir tiré sur la police lors des émeutes. Au procès, Ali Soumaré, conseiller régional, présente l'accusé comme un ami d'enfance et comme un médiateur. Ce faisant, il se fait rabrouer par la présidente de la cour. « J'espère que ce ne sera pas le procès de la banlieue », répond-il\*.

Après le non-lieu prononcé par la cour d'appel de Paris le 27 avril 2011 à l'encontre de deux policiers poursuivis pour non-assistance à personne en danger dans l'affaire de Clichy-sous-Bois, Mohamed Mehmache, le président d'AC le feu, déclare pour sa part : « On travaille pour que la jeunesse croie en la justice, mais après une décision comme celle-là, c'est dur\*\* ». Cette croyance en la justice malgré tout, maître Jean-Pierre Mignard n'y est sans doute pas pour rien. L'avocat des familles des victimes de Clichy et de Villiers-le-Bel, lui-même membre de la direction nationale du PS, s'expose publiquement à leurs côtés pour les sortir de leur isolement institutionnel, mais aussi pour en finir, dit-il, « avec l'aphasie des partis et syndicats, toutes tendances confondues ». Il donne ainsi davantage de crédit à la version des

---

\* Voir Collectif angles morts, *Vengeance d'État. Villiers-le-Bel, des révoltes aux procès*, Syllepse, 2011. Adama Kamara sera condamné à douze ans de prison ferme, son frère Abderrahmane à quinze ans. Ces peines sont confirmées en appel le 21 octobre 2011.

\*\* *Le Monde*, 29 avril 2011.

faits racontée par les jeunes et, par son omniprésence ultérieure, tend à souligner la légitimité de leur demande de vérité et de justice. Il met aussi en cause la droite au pouvoir, en particulier « la responsabilité de la gestion de l'ordre public dans les cités sous le règne de Nicolas Sarkozy\* ».

Mais, avec Mignard, pas d'apartés esthétisants sur le « langage émeutier » ni de posture de dénonciation *a priori* de la police. Il infuse au contraire une vision réformiste de l'action en justice, fondée sur le principe de « loyauté » réciproque et ne promet pas la lune. Les plaintes qu'il dépose au nom des parties civiles pour « non-assistance à personnes en danger » ou « mise en danger délibérée de la vie d'autrui » peuvent d'ailleurs, dans leur énoncé, paraître quelque peu dérisoires. Pour autant, son collègue Emmanuel Tordjman et lui-même assurent ne pas imposer leurs vues de manière arbitraire aux familles qui, insistent-ils, ont accès aux dossiers et sont systématiquement associées à chaque étape de la procédure. Pour que les gens des quartiers populaires se réapproprient leur défense par le droit, ils ouvrent même un cabinet d'avocats à Clichy sous-Bois (un cabinet qui ne durera cependant pas longtemps). Dans l'affaire de Villiers-le-Bel, maître Mignard ne se départit pas de la ligne selon laquelle « les torts sont partagés », tout en portant plainte contre un des policiers pour faux témoignage. Il souligne à nouveau le

---

\* Voir Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman, *L'Affaire Clichy. Morts pour rien*, Stock, 2006.

rôle de médiation que peut et doit jouer la justice dès le début de chaque affaire, à la fois pour « tordre le cou aux rumeurs » et pour empêcher les violences. Contribue-t-il ainsi à alimenter l'illusion d'une justice « impartiale » et « exemplaire » ? Certains militants le pensent, voyant même en lui un « gardien de l'ordre républicain », un « pompier de service chargé de désamorcer les conflits », voire un « pacificateur en chef\* ». D'autres lui reconnaissent constance et détermination. Ils restent fascinés par sa virtuosité procédurière, au point de ne pas oser s'ingérer dans sa « stratégie » sur le plan judiciaire. Ils s'en remettent ainsi entièrement à lui, au risque de ne plus avoir de prise sur le cours des événements, surtout s'ils tournent mal.

L'usage de tous les recours possibles en matière de procédure pénale est une qualité que les « clients » des cités apprécient aussi chez des avocats comme Yassine Bouzrou, qui n'hésitent pas à médiatiser leur engagement contre les violences policières ou, en amont, contre les contrôles au faciès. Avec parfois quelques résultats. Maître Bouzrou obtient ainsi la condamnation de deux policiers à quatre mois de prison avec sursis et 2 000 euros d'amendes à verser à leur victime, Abdoulaye Fofana, tabassé dans sa cité des Bosquets à Montfermeil (Seine-Saint-Denis). La scène, le 14 octobre 2008, avait été filmée par un habitant, Ladj Ly, du collectif Kourtrajmé,

---

\* Rafik Chekkat, « Justice à deux vitesses et militantisme indigène au point mort », <http://www.etatdexception.net/?p=1608>.

et postée sur Internet\*. Un collectif d'avocats s'associe par ailleurs à l'opération Stop le contrôle au faciès, en considérant illégaux parce que discriminants les contrôles des Noirs et des Arabes fondés sur l'apparence et non sur le comportement\*\*. La réalité de ce type de discrimination est désormais «scientifiquement» corroborée par des études démontrant que les Noirs sont six fois plus contrôlés à Paris que les Blancs, et les Arabes 7,8 fois plus ; les jeunes aux looks «racaille» ou gothique subissant 47 % de l'ensemble des contrôles\*\*\*. La campagne Stop les contrôles au faciès s'appuie sur ces confirmations académiques de pratiques dénoncées depuis longtemps pour réclamer l'obtention d'un reçu lors de chaque contrôle de police indiquant son motif et pour l'instauration d'une commission indépendante évaluant ces contrôles.

ENTRER DANS LA POLICE  
ET MILITER CONTRE SES DÉRIVES,  
UN CHOIX PARADOXAL

La question de l'existence et de la viabilité d'une instance indépendante de contrôle de la police revient de façon récurrente, d'autant que des observateurs internationaux

---

\* « Bavure de Montfermeil : épilogue accablant pour les policiers », Augustin Scalbert, Rue89, 24 janvier 2012.

\*\* <http://stoplecontroleaufacies.fr/slcaf/>

\*\*\* « Police : la réalité des “contrôles au faciès” établie », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juillet 2009, à propos du rapport de l'Open Society Initiative rédigé par Fabien Jobard et René Lévy du CNRS ; et Didier Fassin, *La Force de l'ordre*, Seuil 2011.



(Fédération internationale des droits de l'homme, Amnesty International, Human Rights Watch), inquiets des dérives policières en France, la posent avec insistance. Plus rares sont ceux qui réclament aussi, sous des formes encore à déterminer, un contrôle citoyen indépendant sur la magistrature afin de mettre un terme à ses collusions trop fréquentes avec la police\*. Amnesty s'interroge sur « une justice qui manque d'impartialité\*\* ». La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) fut instituée en 2000, en partie pour se mettre en conformité avec des directives européennes. Bien que dotée de pouvoirs limités, elle irrite le pouvoir sarkozyste par ses avis sans ménagement à l'encontre des « violences illégitimes » et des « traitements inhumains et dégradants » de la part de policiers. Dans son dernier rapport remis en avril 2011, la CNDS décortique les conditions d'interpellation d'Abdelhakim Ajimi, 22 ans, mort d'asphyxie lente à la suite d'une « clé d'étranglement » le 9 mai 2008 à Grasse (Alpes-Maritimes), ou encore celle d'Ali Ziri, chibani (retraité) algérien de 69 ans, décédé à Argenteuil à la suite d'un contrôle policier brutal, le 9 juin 2009. Le gouvernement met fin à la CNDS, intègre ses prérogatives au sein d'une nouvelle instance, le Défenseur des droits, qui regroupe l'ex-Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), le Défenseur

---

\* Voir l'entretien avec Yassine Bouzrou, avocat d'Abou Bakari Tandia (Malien sans papiers de 38 ans plongé dans le coma à la suite d'une garde à vue au commissariat de Courbevoie, mort le 24 janvier 2005), émission « Au fond près du radiateur », radio FFP, le 24 janvier 2012.

\*\* <http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Violences/Mauvais-traitements/Actualites/France-un-rapport-sur-5-cas-de-deces-aux-mains-de-la-police-4072>

des enfants et le Médiateur de la République. Par ailleurs, une nouvelle proposition de loi pour la création d'un Comité d'éthique de la sécurité, « neutre et indépendant », est déposée au bureau de l'Assemblée nationale. À l'origine de l'initiative, Sihem Souid, jeune policière suspendue pour avoir dénoncé les pratiques racistes, sexistes, homophobes de collègues dans un livre retentissant, *Omerta dans la police* (Le Cherche Midi, 2010). Son collectif de soutien, qui la présente comme un « modèle d'intégration républicaine », défend le principe d'une « police républicaine et légitime ». Sihem Souid, qui se sait perçue comme « une traître doublée d'une sale Arabe », mène campagne sans se démonter.

En fait, l'idée de changer la police, y compris de l'intérieur, est beaucoup plus répandue que ne le laisse penser la récurrence du fameux slogan « Nique la police », tant graffé sur les murs des cités ou repris dans des chansons de rap. Des habitants issus de l'immigration, qui vivent l'insécurité sociale au quotidien, intériorisent eux aussi le discours sécuritaire. Surfant déjà sur ce créneau en 2002, Malek Boutih, alors président de SOS Racisme, clamait : « Il faut remettre au boulot la police : le plus grand nombre de bavures n'est plus son fait, c'est la racaille qui tue le plus dans les cités [...]. Il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité\* ». En pleine affaire du RER D, Boutih reprit aussi la ritournelle du « laxisme » de l'appareil judiciaire qui « n'a

---

\* *Le Monde*, 13 juin 2002.

pas été sensibilisé à la répression nécessaire\* ». Quant à Rachida Dati, on voit combien l'éloge de la diversité peut faire diversion : se souvient-on encore que c'est elle qui, conseiller de Sarkozy puis ministre de la Justice, a porté nombre de projets sécuritaires (modifications de l'ordonnance de 1945 sur la protection des mineurs, responsabilité pénale dès 13 ans, peines plancher pour les récidivistes, politique du chiffre aboutissant à remplir davantage encore les prisons)?

Certains exercent comme vigiles, un métier sécuritaire en plein essor où le culte de la force l'emporte bien souvent sur toute autre considération d'ordre public. On a vu à Sartrouville comment les sociétés de surveillance recrutent les « grands frères » pour mâter les petits. D'autres rejoignent les rangs de la police. Comme Mohamed Douhane, un porte-parole du syndicat Synergie officiers, classé à droite, aux apparitions médiatiques fréquentes\*\*. Mais c'est aussi le cas de Hassan Ben Mohamed, le petit frère de Lahouari, tué, rappelons-le, par un CRS à Marseille. Il travaille dans une brigade anticriminalité avec, affirme-t-il, « le souci constant d'éviter tout dérapage ». Il s'en explique volontiers aux côtés de sa famille, au départ choquée par ce choix, et auprès des amis de Lahouari ayant directement vécu le drame. Simultanément, il cultive

---

\* LCI, 12 juillet 2004. Le 9 juillet 2004, une mythomane invente de toutes pièces une agression antisémite dans le RER – une bande de six Maghrébins et Noirs lui aurait tagué des croix gammées sur le ventre et violenté son bébé –, provoquant un spectaculaire emballement politico-médiatique. Cette fausse agression ne doit pas pour autant occulter la réalité d'autres crimes antijuifs, tels l'enlèvement et le supplice d'Ilan Halimi en janvier 2006 – dont le principal accusé a été condamné à perpétuité par la cour d'assises de Paris en juillet 2009. L'antisémitisme a alors été considéré comme « circonstance aggravante ».

\*\* Mohamed Douhane, *Les Tabous de la police, itinéraire d'un flic français*, Bourin, 2009.

aujourd'hui le « devoir de mémoire » à l'égard de Lahouari, en puisant dans le répertoire d'actions politiques ou culturelles d'antan : il fait rejouer la pièce *Yaoulidi*, organise la pose d'une nouvelle plaque commémorative (la précédente avait été ensevelie dans les gravats lors des travaux de réhabilitation de la cité des Flamants) et demande qu'une avenue des quartiers Nord porte le nom de Lahouari Ben Mohamed, un « enfant de Marseille\* ».

SORTIR DE LA LOGIQUE DE GUERRE INTÉRIEURE,  
MISSION IMPOSSIBLE?

Un pragmatisme éclectique aux repères brouillés l'emporte dans les mobilisations, en particulier depuis les révoltes de l'automne 2005. Il coexiste parfois avec un discours critique plus ou moins radical sur la police et la justice. Ainsi, le 5 février 2011 à Nice, Sihem Souid se retrouve aux côtés de Mathieu Rigouste, auteur de *L'Ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine* (La Découverte, 2009) et de Pierre Tevanian (collectif *Les mots sont importants*) pour une rencontre-débat nationale sur les violences policières et les dérives judiciaires organisée par le comité Vérité et justice pour Hakim Ajimi (Grasse). Sihem Souid défend la police malgré ses dérives et ses injustices, qui resteraient

---

\* Voir Ahmed Nadjar, *Lahouari Ben Mohamed, un drame à nouveau gravé dans les mémoires*, Med'in Marseille, 23 octobre 2011 <http://www.med-in-marseille.info/spip.php?article1616> ; et *Au nom du frère*, réal. Youssef Zouitni, 50 minutes, 2012 ; 2M international, Maroc.

encore minoritaires (d'après ses estimations, 30% du corps policier serait concerné par ces dérives) : « Je suis dans l'institution et j'y crois ! Il y a des policiers qui font bien leur boulot. » Mais « pour Hakim, c'est un meurtre ». Mathieu Rigouste, après un rappel de l'histoire de la BAC, développe ensuite l'idée qu'il ne saurait y avoir de police sans racisme ou sans violence, car c'est inhérent à cette institution chargée de maintenir un ordre de domination inégalitaire. La juxtaposition de ces interventions contrastées, sans le temps d'un réel débat contradictoire, laisse à penser qu'elles pourraient, en fin de compte, être compatibles, voire même qu'elles seraient complémentaires. À la question « où est la police républicaine ? », Sihem Souid répond qu'elle s'est dévouée pour l'incarner. Elle fait vibrer la corde sensible en assurant que sa vocation de policière était d'être « au service du public » et de « sauver des vies ». D'où son désenchantement. L'adhésion de l'auditoire lui est dès lors acquise\*. La rencontre se conclut sans anicroche sur un appel à « une mobilisation collective, indépendante des instrumentalisation idéologiques et politiciennes » autour du procès des policiers responsables de la mort d'Abdelhakim Ajimi. Celui-ci se tient du 16 au 19 janvier 2012 devant le tribunal correctionnel de Grasse\*\*. Pour protester

---

\* Mathieu Rigouste : <http://www.differences-larevue.org/article-violences-policiers-et-designation-de-l-ennemi-interieur-mathieu-rigouste-68077411.html> ; Sihem Souid : <http://www.differences-larevue.org/article-violences-policiers-temoignage-de-l-interieur-sihem-souid-68079436.html> ; Pierre Tevanian : <http://www.differences-larevue.org/article-omerta-dans-la-polis-pierre-tevanian-68080049.html>

\*\* Deux agents de la BAC seront condamnés à 18 et 24 mois de prison avec sursis pour homicide involontaire, et un policier municipal à six mois avec sursis

contre l'insulte faite à la mémoire d'Abdelhakim Ajimi, présenté comme un « fou furieux », sa famille et ses amis quitteront le dernier jour la salle d'audience\*.

Également à l'ordre du jour, le principe d'une nouvelle campagne pour l'interdiction de la clé d'étranglement, pratique prohibée dans plusieurs pays (Suisse, Belgique, Allemagne). La France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour abus de cette technique d'interpellation et la « violation du droit à la vie » qu'elle engendre (arrêt du 9 octobre 2007 dans l'affaire Saoud c. France). Ce projet va dans le sens d'initiatives déjà existantes, comme la campagne « Police! Personne ne bouge?! » lancée en 2008 par le FSQP, AC le feu, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et le Mrap autour de revendications ciblées : interdiction de pratiques policières comme le parechocage, des techniques d'interpellation comme la clé d'étranglement ou le « pliage », ou encore la suppression des nouvelles armes dites « non létales » (Taser, Flash-Ball). La banalisation de l'usage de ces dernières entraîne en effet de plus en plus de victimes\*\*, alors même que leur introduction était censée répondre au souci affiché par les sociétés dites « démocratiques et apaisées » de réduire le risque de tuer, de contenir la violence d'État. Elle dénote une accoutumance policière accrue à l'idée

---

pour non-assistance à personne en danger. Ils feront appel de cette décision, contre laquelle leurs collègues manifestent.

\* Voir « On vous laisse entre vous » du Collectif angles morts, <http://www.acontresens.com/contrepoints/societe/50.html>

\*\* Le 30 novembre 2010 à Colombes, Mahamadou Maréga, Malien, 38 ans, meurt à la suite de plusieurs tirs de Taser et de violences lors de son immobilisation au sol.

de tirer, en particulier à hauteur de visage. Trop de gens ont déjà été défigurés ou ont perdu un œil (dont Pierre, un jeune lycéen nantais, et Joachim Gatti à Montreuil). L'exhibition ostentatoire de ces armes constitue en soi une forme d'intimidation qui accentue davantage encore le climat de tension latente.

Avec l'élection en mai 2012 de François Hollande à la présidence de la République et une majorité de gauche à l'Assemblée et au Sénat, il est à nouveau question de mesures pour une « amélioration du rapport entre la police et les citoyens ». Mais, au-delà d'une volonté gouvernementale proclamée de ne plus stigmatiser les quartiers populaires, on semble bien loin d'envisager de prendre le mal à la racine. Il fut un temps pas si lointain où, la gauche au pouvoir, l'ancien ministre de l'Intérieur Pierre Joxe et SOS Racisme proposaient de « redéfinir les missions où les policiers seraient susceptibles de porter une arme », euphémisme pour suggérer leur désarmement\*. Et où la Fédération internationale des droits de l'homme, aux termes d'une enquête au sein de la police française, recommandait dans un rapport officiel « que les contrôles d'identité et la garde à vue soient abolis purement et simplement », et que tout policier coupable d'abus soit automatiquement sanctionné et révoqué. Le racisme de la police au quotidien « n'est pas un phénomène unique ou individuel », concluait-il en pointant la chaîne de commandement politique. Il est « encouragé

---

\* Voir Michel Wieviorka, *La France raciste*, Le Seuil, 1992.

par les articles du code de procédure pénale qui régit les contrôles d'identité » et « les directives données aux policiers sont parfois suspectes, puisqu'elles contribuent à l'accomplissement de missions discriminatoires ». Clairement, « certaines missions de police, à fort potentiel d'arbitraire, exigent de la part des policiers des actions racistes\* ».

Des voix s'élèvent encore pour remettre la volonté politique au poste de commande, au-delà de mesures spécifiques et limitées. Quitte à démentir Manuel Valls, le nouveau ministre de l'Intérieur, quand il déclare que plus « personne ne demande la suppression » des contrôles d'identité\*\*. Matthieu Bonduelle, président du SM, a maintes fois proposé de supprimer les contrôles policiers « administratifs\*\*\* ». Dans un « alter-gouvernement » imaginaire, le sociologue Laurent Mucchieli se verrait bien nommé ministre de l'Intérieur. Il s'engagerait alors sur 22 propositions, dont celle de « supprimer les BAC » ou encore celle d'« abolir la doctrine mensongère de la guerre à la délinquance\*\*\*\* ». À sa manière, il rejoint ainsi les aspirations des populations des quartiers populaires à sortir de la logique de guerre intérieure portée à son paroxysme sous l'ère Sarkozy et à en finir avec ses dispositifs de plus en plus militarisés\*\*\*\*\*. À en finir avec son cortège de vies

---

\* *Racisme et police en France*, rapport de la FIDH n° 153 par Jean-Claude Bernheim (Canada) et Giovana Borgese (Italie), Paris, 1992.

\*\* *Le Figaro*, 27 juin 2012.

\*\*\* Voir *Siné mensuel*, avril 2012 et *Le Monde*, 12 avril 2012.

\*\*\*\* <http://insecurite.blog.lemonde.fr/2012/05/15/si-jetais-nomme-ministre-de-linterieur/>

\*\*\*\*\* Voir Hacène Belmessous, *Opération banlieues. Comment l'État prépare la guerre urbaine dans les cités françaises*, La Découverte, 2010.



brisées. À en finir aussi avec les violences autodestructrices. Des aspirations exprimées par tant d'acteurs et d'actrices des quartiers populaires et par bien d'autres, mais qui, à force de combats inachevés et de désillusions, ont fini par se demander si elles sont bien «réalistes».

Entre-temps, la liste des victimes continue de s'allonger. Avec souvent comme point commun des contrôles d'identité qui, «abusifs» ou pas, n'ont pas cessé. Plusieurs familles de victimes de violences policières (Lamine Dieng, Ali Ziri, Mickaël Cohen, Abou Bakari Tandia, Mamadou Maréga, Amine Bentounsi) s'efforcent de se regrouper sous l'égide d'un nouveau collectif, Vies volées, avec l'appui du réseau Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires. Un projet au long cours d'une fondation indépendante, à la fois structure nationale d'aide aux familles des victimes et centre d'études et de ressources historiques, est également à l'étude. Et des appels se multiplient pour la convocation d'une nouvelle assemblée de coordination nationale des comités existants pour sortir de l'isolement et du morcellement des mobilisations actuelles. Seront-ils suivis d'effet? Ne préjugeons pas de l'avenir. Par le passé, il y a eu de longues traversées du désert. Où tout paraissait désespéré.



# نداء | APPEL

من فاطمة  
أخت محمد  
دياب



DE FATNA, SOEUR  
DE MOHAMED DIAB  
ASSASSINE AU  
COMMISSARIAT  
DE VERSAILLES  
PAR UN POLICIER

انني اتحدى كل العالم ليفقوا  
الأكاذيب. تصرخاتي هي  
الحقيقة بحسب. افع اطلب  
من كل المهاجر مساعدتي على  
كشف الحقيقة ومطالبة  
العدالة « أخي محمد قتل، وبغيلة  
مريضة.

انادي مع لجان الدفاع عن حقوق  
وحياة المهاجرين، لكل الذين  
يودون مساعدتي ان خلصوا

التجمع  
لكل جماهير فرنسا من  
فرنسيين في مهاجرين  
المحبتين العدالة  
الاحد 17 ديسمبر  
على الساعة 14  
في المحطة آفنديسة للباسنيل

JE DIS A TOUT LE MONDE :  
ARRETEZ DE MENTIR ! SEULES  
LES DECLARATIONS QUE J'AI  
FAITES SONT LA VERITE . JE  
VEUX QUE TOUS LES GENS  
M'AIDENT A FAIRE LA VERITE ET  
LA JUSTICE . MON FRERE EST  
MORT. ON MENT. LA FAMILLE EN  
EST MALADE . J'APPELLE AVEC LE  
COMITE DE DEFENSE DES DROITS  
ET DE LA VIE DES IMMIGRES, TOUS  
CEUX QUI VEULENT M'AIDER , AU

## RASSEMBLEMENT

DE TOUS LES HABITANTS  
DE FRANCE, FRANCAIS ET  
IMMIGRES EPRIS DE JUSTICE

ANCIENNE GARE DE LA BASTILLE  
N° BASTILLE  
DIMANCHE 17 DECEMBRE DE 14H A 19H

ARRIVEE DES DELEGATIONS A PARTIR DE 11H

Affiche de la famille de Mohamed Diab et du Comité de défense  
des droits et de la vie des travailleurs immigrés – décembre 1972.

# GREVE CONTRE LES CRIMES RACISTES

Aujourd'hui grève:

- à 100% à AIX et FOS
- à 70% à MARSEILLE

À AIX, APRÈS S'ÊTRE RASSEMBLÉS  
À 500 LES TRAVAILLEURS ARABES ONT  
DÉCIDÉ LA GREVE ILLIMITÉE

À MARSEILLE ILS VONT DISCUTER CESA  
DE LA POURSUITE DE LA GREVE  
IL N'Y A PAS EU D'INCIDENTS

COMITÉ DE DÉFENSE  
de la vie et des droits des travailleurs immigrés  
10 RUE NOTRE-DAME

**APPEL  
S TRAVAILLEURS  
E DE TRAVAIL  
ET IMMIGRÉS**  
nos papiers, clandestinement,  
sans aucun droit, nous avons  
sur des grèves de la faim et  
t obtiens des papiers provisoires  
ous refusent de nous donner des  
le l'exige la circulaire Fontanet!  
IS SANS CARTE DE TRAVAIL!  
EUR IMMIGRÉ EMBARQUE AIT LE  
TRAVAIL.  
FONTANET SOIT ABROGÉE.  
**A MARSEILLE.**  
N'AIJUSQU'EN 20 à 100. Porte d'Aix  
ET SOUTENEZ NOUS !  
du marketing (action 70)

**نداء**  
الى سبل العمال بدون اوراق و المهاجرين و العرب  
نحن افراتو فقوم دون اوراق. خدمت سيرة المهاجرين  
تأملنا من اجل متوقنا باسباب الاور و خاتمرات  
تعمل وسفنا على اوراق مؤقتة بالاف شعور  
لكن المهاجرين يرفضون ايماننا ان التوتيروا نعام  
و لا نزالا قومه اوراقى مسلم.  
اننا نقالب:  
(أ) ان يتحمل كل من يقدم على اوراقى مسلم.  
(ب) ان يقتضى تأثيث و التأثيث.  
من اجل هذا مستعمل مسجون في مرسيليا.  
اقتداء السوت 26 ماي من الساعة السادسة مساء.  
من لا يورق و دس.  
شاركوا جميعا و ايدونا  
حركة العمال العرب. ايكس مرسيليا تولوبه نوس

**APPEL  
A TOUS LES TRAVAILLEURS  
SANS CARTE DE TRAVAIL  
FRANÇAIS ET IMMIGRÉS**  
"Nous qui travaillons sans papiers, clandestinement,  
comme des esclaves, sans aucun droit, nous avons  
lutta pour nos droits par des grèves de la faim et  
des manifestations."  
Certains parmi nous ont obtenu des papiers provisoires  
de 3 mois. Mais les patrons refusent de nous donner des  
contrats de 1 an, comme l'exige la circulaire Fontanet!  
nous SOMMES TOUJOURS SANS CARTE DE TRAVAIL !  
"nous demandons :  
1) QUE TOUT TRAVAILLEUR IMMIGRÉ EMBARQUE AIT LE  
DROIT A UNE CARTE DE TRAVAIL.  
2) QUE LA CIRCULAIRE FONTANET SOIT ABROGÉE."  
**MARCHE A MARSEILLE.**  
SAMEDI 20 DIMANCHE 27 MAI (avant le 20 à 10h. Porte d'Aix)  
PARTICIPEZ TOUS ET SOUTENEZ NOUS !  
du marketing (action 70)

Photo D.R.



Photo D.R.

*À gauche. Grève générale des travailleurs immigrés  
contre les crimes racistes – Marseille, septembre 1973.*  
*Ci-dessus. Manifestation dans le quartier de la Goutte-d'or (Paris XVIII<sup>e</sup>)  
avec Jean-Paul Sartre et Michel Foucault, après le meurtre  
de Djilali Ben Ali en octobre 1971.*



*Ci-dessus.  
Dessin de Last Siou pour l'affiche  
et le journal Rock against Police – avril 1980.*

*À droite.  
Camp des résidents expulsés des foyers Sonacotra  
à Garges-lès-Gonesse – été 1979.*



Photo D.R.





Photo Alain Frilet





Photo D.R.

*À gauche, en haut.  
Portrait d'Abdelkader Lareiche, tué à Vitry-sur-Seine.  
Par Last Siou – février 1980.*

*À gauche, en bas.  
Manifestation organisée par les Copains de Kader  
à Vitry-sur-Seine, le 23 février 1980.*

*Ci-dessus.  
Marche à Nanterre le 10 novembre 1982  
en hommage à Abdenmbi Guémiah.*



Photo R.A.P.

*Ci-dessus.  
Graffitis antifascistes, cité De Lattre,  
lors de la « rumeur de Bondy » (93) – juin 1980.*

*À droite, en haut.  
Cité de transit Gutenberg à Nanterre, 1983.  
Écrit en arabe : « Vous vivez dans la merde. »*

*À droite, en bas.  
À Châtenay-Malabry, où Nacer M'Raidi a été grièvement blessé  
par un policier le 14 février 1983.*



Photo agence IM'média



Photo Amadou Gaye

# QUE VAUT LA VIE DE WAHID HACHICHI ?



**"Wahid Association" C.C.P. Lyon 90.606 H**  
Association des familles des victimes  
des crimes racistes et sécuritaires

*Affiche pour la campagne « Que vaut la vie de Wahid Hachichi? », 1985.*



Photo agence IM'média

*Cité des 4000 à La Courneuve – juillet 1983.*



---

---

## ***jeunes des banlieues lyonnaises...***

# ***NOUS ACCUSONS !***

Nous accusons le harcèlement policier dont nous sommes constamment l'objet, sous prétexte que, chômeurs ou d'origine immigrée, nous sommes suspects de délinquance.

Nous accusons Patrick Besnard, maître chien de la police, d'avoir tenté de tuer Toumi Djaidja, président de S.O.S. AVENIR MINUETTES, en lui tirant une balle en plein ventre le 20 juin dernier.

Nous accusons certains journalistes, chargés des faits divers, de diffamations dangereuses dans un contexte xénophobe et violent qu'ils entretiennent en publiant systématiquement les versions policières des événements.

Nous accusons le Parquet de Lyon et certains juges de couvrir à tous les coups la police, même quand celle-ci se met hors-la-loi de manière flagrante.

Nous accusons ces mêmes magistrats de complaisance envers les assassins de jeunes Maghrébins en les libérant après quelques mois de détention :

— Lopez, qui a tué volontairement Ahmed Boutelja à Bron.

— Bardelli, qui a assassiné de sang-froid Wahid Hachichi, et dont l'acte a été faussement présenté comme un geste d'« auto-défense ».

Nous accusons les autorités préfectorales d'entretenir l'amalgame jeunesse maghrébine et insécurité, et de donner de fausses informations à l'opinion comme au Gouvernement ...

---

---



Photo agence IM'média

*À gauche.  
Tract d'appel à un Forum Justice le 23 juillet 1983  
à Vénissieux (banlieue de Lyon).*

*Ci-dessus.  
Les mères de Patrick Mirval et de Lucien Melyon  
à la Marche pour l'égalité et contre le racisme,  
le 3 décembre 1983 à Paris.*



Photo D.R.

*Ci-dessus.  
Paris, 12 janvier 1984. Manifestation de soutien  
aux ouvriers de Talbot-Poissy, attaqués lors de leur grève  
contre les licenciements aux cris de «Au four, à la Seine».*

*À droite.  
Arrivée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme à Paris.*





Photo agence IM'média



*Ci-dessus.  
Mme Guémiah et Mme Hachichi, porte-parole de l'Association nationale  
des familles des victimes des crimes racistes et sécuritaires, 1984.*

*À droite.  
Premier rassemblement place Vendôme à Paris,  
le 21 mars 1984.*



Photo agence IM'média

# À LA TÊTE DU CLIENT



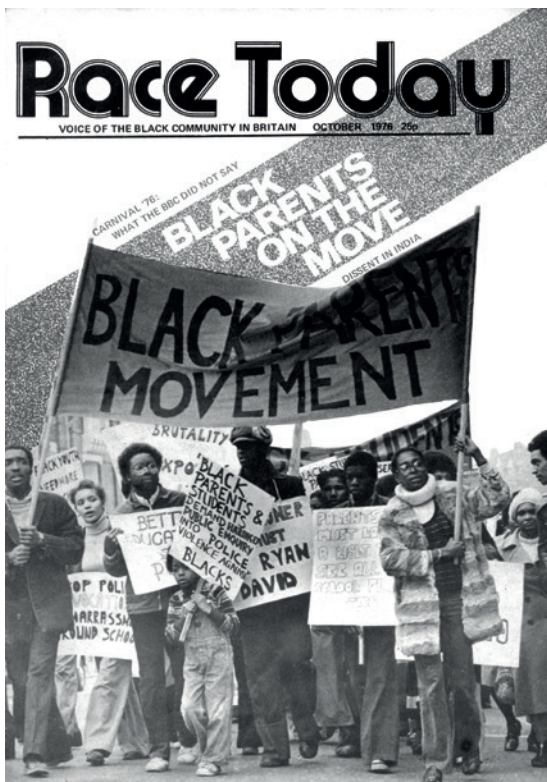


Photo agence IM'média

*À gauche.  
Affiche de Jacques Tardi,  
en collaboration avec Dominique Grange et Moghiss H. Abdallah, 1984.*

*Ci-dessus.  
L'attente des amis de Lahouari Ben Mohamed  
devant le palais de justice d'Aix-en-Provence – juin 1984.*





*Ci-dessus.*

*Le journal Race Today mène campagne  
pour le Black Parents Movement (G.B.) – octobre 1976.*

*À droite, en haut.*

*Black People's Day of Action, Londres – 2 mars 1981.*

*À droite, en bas.*

*La mère de Nordine Mechta avec Leïla Hassan (Race Today)  
lors d'un meeting des Jalb, le 26 octobre 1985  
à la Bourse du travail de Lyon.*



Photo J.B Sohiez/ Race Today



Photo agence IM'média



*Ci-dessus. Affiche pour la manifestation à Paris du 5 décembre 1987, à l'appel du Comité des familles des victimes policières de décembre 1986.*

*À droite, en haut. À Paris, défilé du 5 décembre 1987 en hommage à Malik Oussekkine, à Abdel Benyahia et aux autres victimes des violences policières.*

*À droite, en bas. Paris, cortège du Mouvement de l'immigration et des banlieues – 26 septembre 1996.*





Photo Eric Moreire / agence IM'média



Photo Joël Volson



Photo Ken Fero



Photo D.R.



Photo D.R.

*À gauche, en haut.*

*Mantes-la-Jolie, au début de juillet 1992 :  
campagne Justice pour Youssef Khaïf et Aïssa Ihich.*

*À gauche, en bas.*

*Versailles, devant la cour d'assises  
où se déroule le procès du meurtrier  
de Youssef Khaïf, du 26 au 28 septembre 2001.*

*Ci-dessus.*

*Face-à-face entre militants  
du Comité national contre la double peine  
et Malek Boutih (SOS Racisme).*



*Affiche de la campagne Justice en banlieue démarrée en 1997.  
Son contenu est repris par de nouveaux groupes locaux  
dans les années 2010.*

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	9
PREMIÈRE PARTIE	
AUX ORIGINES DE LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME .....	19
KADER BLUES À VITRY-SUR-SEINE .....	21
ZONE IMMIGRÉE, OU LE CINOCHÉ DES LASCARS .....	23
ROCK AGAINST POLICE .....	29
« LA PRISON NE RÉSOULT RIEN » .....	34
ÇA TRAVAILLE, ÇA TRAVAILLE ET ÇA FERME SA GUEULE. RETOUR SUR LES ANNÉES 1970 .....	37
RACISME ANTI-ARABES ET « RACISME ANTI-JEUNES » .....	42
LA « RUMEUR DE BONDY », OU QUAND L'EXTRÊME DROITE S'EN MÊLE .....	44
UN « RACISME DU VOTE » .....	48
MARSEILLE : <i>YAOLIDI, MON FILS!</i> .....	50
« CRÉER, ÇA SERA NOTRE FAÇON DE VENGER NOTRE AMI » .....	55
AUX SOURCES DE LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME ....	58
LA CONTRE-OFFENSIVE DES MINGUETTES .....	61
LE PETIT TAOUFIK, TUÉ POUR CAUSE DE RAMDAM À LA COURNEUVE .....	65
LES « FOLLES DE LA PLACE VENDÔME » .....	68
« À CHAQUE FENÊTRE, JE VOIS UN 22 LONG RIFLE » .....	71
« LE TEMPS EST VENU DE DÉPASSER LES PLEURS ET DE PASSER À L'ACTION » .....	73
INTERVENIR DANS LES DOSSIERS, NE PAS RESTER DES SPECTATEURS PASSIFS DE LA JUSTICE .....	77
PAS DE « CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES » POUR LES CRIMES SÉCURITAIRES! .....	81
« JE COMPRENDS VOTRE LUTTE CONTRE LE RACISME, J'EN SUIS PAR PRINCIPE SOLIDAIRE, MAIS DANS LE CAS DE MON FILS, CE N'EST PAS MON COMBAT. » .....	85
L'HOMMAGE À ABDENNBI GUÉMIAH À NANTERRE : GAGNER RESPECT ET DIGNITÉ EN JUSTICE, C'EST POSSIBLE ! .....	88
L'AFFRONT LYONNAIS : « QUE VAUT LA VIE D'AHMED BOUTELJA? QUE VAUT LA VIE DE WAHID HACHICHI? » .....	90
« LA PART DE BLUFF DANS LA MOBILISATION » .....	93
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : L'APPORT DU BLACK PARENTS MOVEMENT (GRANDE-BRETAGNE) .....	98

## DEUXIÈME PARTIE

« PAS DE JUSTICE PAS DE PAIX » .....	105
--------------------------------------	-----

« ABDEL, MALIK, PLUS JAMAIS ÇA » .....	107
--	-----

LE COMITÉ JUSTICE POUR ABDEL ET LES AUTRES .....	111
--	-----

« DISCRIMINATION RACISTE DANS LA DÉLIVRANCE DES MANDATS DE DÉPÔT » .....	114
---	-----

UN POLICIER « TOUJOURS EN SERVICE » CONDAMNÉ POUR « HOMICIDE VOLONTAIRE » .....	118
--	-----

« PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX » .....	123
---------------------------------------	-----

LE MIB, UN « REGROUPEMENT SOCIAL ET NON ETHNIQUE » .....	127
--	-----

AFFAIRE YOUSSEF KHAÏF. HARO SUR LE CONTRE-PROCÈS D'UNE « JUSTICE COLONIALE » .....	131
---	-----

LES DIFFICULTÉS À ÉLARGIR LA MOBILISATION .....	135
---	-----

« C'EST TOUJOURS L'ACTION QUI PRIME » .....	139
---	-----

DE DAMMARIE-LÈS-LYS AU PETIT-BARD (MONTPELLIER) : « LES BANLIEUES NE SONT PAS UN DÉSERT POLITIQUE ! » .....	141
--	-----

APRÈS LES RÉVOLTES DE NOVEMBRE 2005, LA TENTATION PRAGMATIQUE .....	147
--	-----

ENTRER DANS LA POLICE ET MILITER CONTRE SES DÉRIVES, UN CHOIX PARADOXAL .....	153
--	-----

SORTIR DE LA LOGIQUE DE GUERRE INTÉRIEURE, MISSION IMPOSSIBLE? .....	156
---	-----

ICONOGRAPHIE .....	163
--------------------	-----

*Mogniss H. ABDALLAH*

*Rengainez, on arrive !*

*Édition préparée*

*par Charlotte DUGRAND,*

*Bruno BARTKOWIAK,*

*Nicolas NORRITO*

*Iconographie : agence IM'média*

*Design graphique et maquette*

*par LE STUDIO AMÉRICAIN, Toulouse*

*[www.le-studio-america.com](http://www.le-studio-america.com)*

*Éditions LIBERTALIA*

*21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris*

*[www.editionslibertalia.com](http://www.editionslibertalia.com)*

*Indicatif éditeur : 978-2-9528292*

**harmonia mundi**  
*livre*

*Diffusion et distribution : Harmonia Mundi*

*Reproduit et achevé d'imprimer  
par l'imprimerie Papergraf à Padoue  
le 25 octobre 2012  
Premier tirage : 2 000 exemplaires  
Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2012  
Imprimé en Italie*